

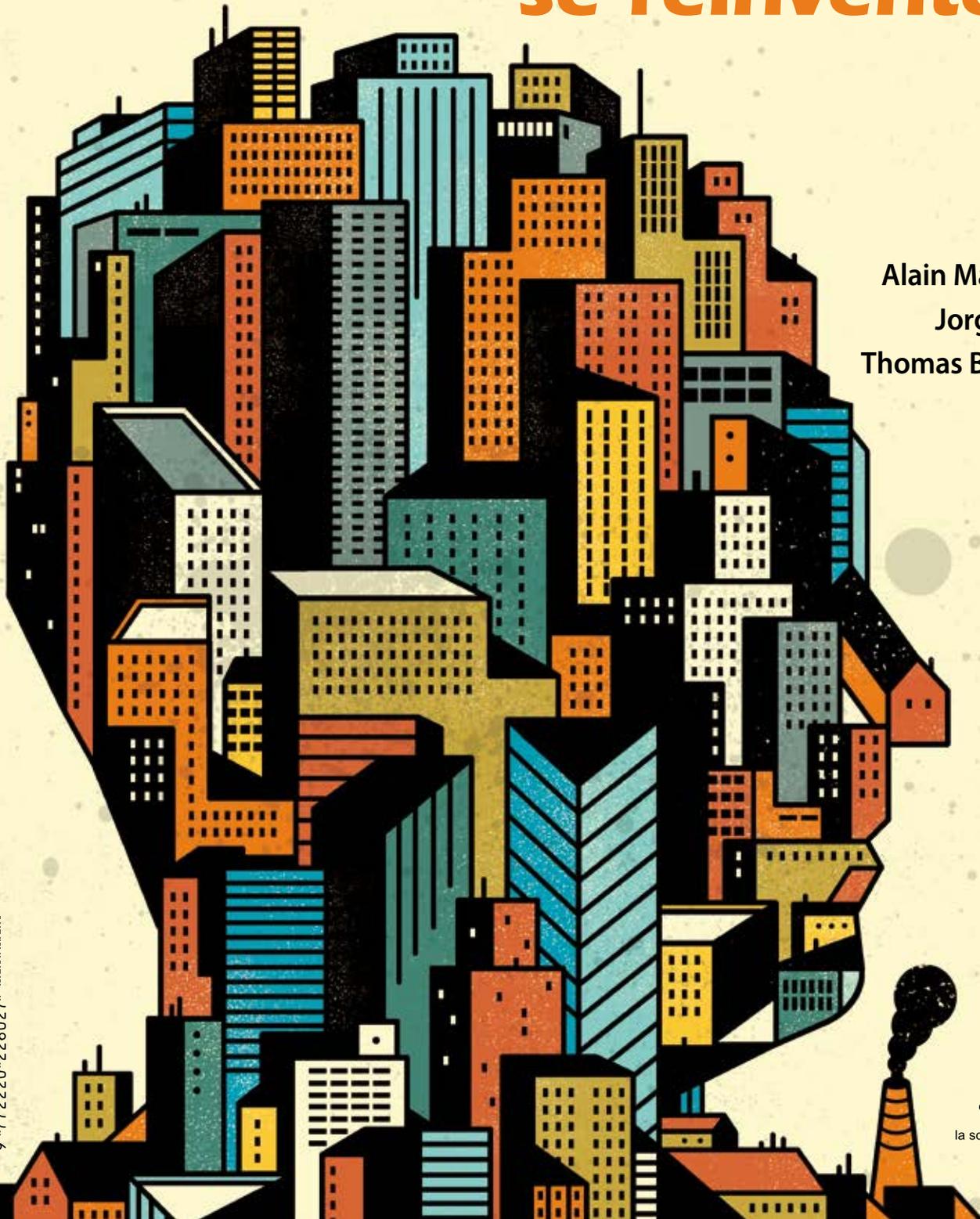
LE Courrier

DE L'UNESCO

avril-juin 2019

Ces villes qui se réinventent

Alain Mabanckou
Jorge Majfud
Thomas B. Reverdy



ISSN 2220-2269
9 772220 226027



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Découvrez
et faites
découvrir le
Courrier
de l'**UNESCO!**

Abonnez-vous
à la version numérique



100%
GRATUIT

<http://fr.unesco.org/courier/subscribe>



Publié en 10 langues

Anglais, arabe, chinois,
coréen, espagnol,
esperanto, français,
portugais, russe et sicilien.

Devenez un partenaire actif en
proposant de nouvelles éditions
linguistiques du *Courrier de l'UNESCO*.



Découvrez et
partagez

Participez à la réussite
du *Courrier de l'UNESCO* en
encourageant sa diffusion et
son utilisation selon la politique de
libre accès de l'Organisation.



Abonnez-vous à la version papier

▪ 1 an (4 numéros) : 27 € ▪ 2 ans (8 numéros) : 54 €

La publication ne poursuivant aucun
but lucratif, ce prix couvre les coûts réels
d'impression et d'expédition.

Tarif préférentiel pour les abonnements
groupés : 10% de remise à partir
de cinq abonnements.

Pour toute demande, merci de contacter :

DL Services, C/O Michot Entrepôts,

Chaussée de Mons 77,

B 1600 Sint Pieters Leeuw, Belgique

Tél.: (+ 32) 477 455 329 E-mail: jean.de.lannoy@dl-servi.com

2019 • n° 2 • Publié depuis 1948

Le *Courrier de l'UNESCO* est un trimestriel publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Il promeut les idéaux de l'Organisation, en diffusant des échanges d'idées sur des thèmes de portée internationale en lien avec son mandat.

Le *Courrier de l'UNESCO* est publié grâce au généreux soutien de la République populaire de Chine.

Directeur : Vincent Defourny

Rédactrice en chef : Jasmina Šopova

Secrétaire de rédaction : Katerina Markelova

Rédactrice : Chen Xiaorong

Éditions :

Anglais : Shiraz Sidhva

Arabe : Anissa Barrak

Chinois : Sun Min et China Translation & Publishing House

Espagnol : William Navarrete

Français : Gabriel Casajus, correcteur

Russe : Marina Yartseva

Rédaction numérique : Malahat Ibrahimova

Iconographie : Danica Bijeljic

Coordination traductions et maquettes :

Veronika Fedorchenko

Assistance administrative et éditoriale :

Carolina Rollán Ortega

Production et promotion :

Ian Denison, chef de l'unité des publications
Eric Frogé, assistant principal de production

Production numérique :

Denis Pitzalis, architecte Web/développeur

Relations médias :

Laetitia Kaci, attachée de presse

Traduction :

Françoise Arnaud-Demir, Xavier Perret
et Yvon Prigent

Maquette :

Laetitia Sauvaget

Illustration de la couverture :

© Adrià Fruitós

Impression :

UNESCO

Co-éditions :

Portugais : Ana Lúcia Guimarães

Esperanto : Trezoro Huang Yinbao

Sicilien : David Paleino

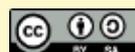
Coréen : Eun Young Choi

Renseignements et droits de reproduction :

courier@unesco.org
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2019

ISSN 2220-2269 • e-ISSN 2220-2277



Périodique publié en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO (<https://fr.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr>). La présente licence s'applique exclusivement aux textes. L'utilisation d'images devra faire l'objet d'une demande préalable d'autorisation.

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Éditorial

2014 a été pour l'humanité une année charnière : pour la première fois dans l'histoire, plus de la moitié de la population mondiale vit désormais dans les villes. Selon les estimations actuelles, cette part atteindra 70 % en 2050. Nos villes de demain seront à maints égards le reflet de celles qui les ont précédées : des premières cités-États de Mésopotamie aux villes italiennes de la Renaissance et aux mégalofoles d'aujourd'hui, les villes ont toujours contribué au progrès de l'humanité et ont été des creusets d'échange et de dialogue entre personnes de tous horizons.

Mais les villes d'aujourd'hui et de demain sont aussi confrontées à des défis nouveaux et inédits. Bien qu'elles n'occupent que 2 % de la surface de la Terre, elles consomment 60 % de l'énergie, émettent 75 % des

gaz à effet de serre et produisent 70 % des déchets planétaires. Leur expansion menace la biodiversité et exerce une pression colossale sur les infrastructures et les ressources urbaines (eau, transports, électricité...), accentuant l'impact des catastrophes naturelles et du changement climatique. Le développement incontrôlé et le tourisme de masse mettent en danger les sites du patrimoine culturel et les pratiques traditionnelles vivantes. L'augmentation des inégalités et des migrations, bien souvent provoquées par les conflits et les catastrophes, fait des villes des foyers de nouveaux clivages sociaux, d'exclusion et de discrimination.

Devant l'ampleur de ces défis, de nombreuses villes à travers le monde ont conclu qu'elles n'iraient de l'avant qu'en modifiant leurs façons de penser, en mobilisant leurs habitants et surtout en coopérant entre elles.

Cette vision est partagée par l'UNESCO, qui accueille en son sein pas moins de cinq réseaux de villes, toutes déterminées à exploiter l'extraordinaire capacité d'innovation et de communication qui fait la spécificité des villes.

Car les villes assurent aussi 70 % de l'économie mondiale, dont une large part de l'économie de la création, qui génère 2 250 milliards de dollars de revenus annuels au niveau mondial et emploie plus de jeunes que tout autre secteur. C'est pourquoi les 180 villes du Réseau des villes créatives de l'UNESCO travaillent à exploiter la faculté des villes à attirer les créateurs pour stimuler la croissance économique, développer un sentiment communautaire et préserver les identités urbaines. Le Réseau mondial UNESCO des villes apprenantes vise à rendre les villes durables en assurant l'accès de tous à l'apprentissage tout au long de la vie. De l'apprentissage de la bicyclette pour assainir l'environnement urbain à l'initiation à la confection de produits locaux selon les méthodes et savoirs traditionnels ou à l'organisation d'ateliers de théâtre communautaire dans les quartiers défavorisés, chaque nouvelle opportunité éducative apporte son potentiel de transformation et de développement sociaux.

En tant que l'un des principaux laboratoires d'idées au monde, l'UNESCO s'efforce de réunir ces réseaux de villes, les encourageant à échanger et à concevoir ensemble les politiques et les pratiques capables de répondre aux besoins croissants de leurs habitants. Comme l'a observé un jour le journaliste Herb Caen, lauréat du prix Pulitzer, « une ville ne se juge pas par sa longueur ou sa largeur, mais par l'ampleur de sa vision et la hauteur de ses rêves ». L'UNESCO est convaincue qu'en partageant leurs rêves et en s'inspirant les unes des autres, les villes pourront relever les défis de la nouvelle ère urbaine qui s'ouvre devant nous.

Ce numéro du *Courrier de l'UNESCO* fourmille d'exemples de créativité, d'innovation et de résilience. J'espère qu'ils vous inspireront et vous inciteront même à mieux vous saisir de ces questions dans votre ville ou votre communauté.

Audrey Azoulay,
Directrice générale de l'UNESCO

The probability of a city (*La probabilité d'une ville*), agencement urbain imaginaire dessiné par l'artiste français Fabrice Clapiès.

© Fabrice Clapiès



Sommaire



GRAND ANGLE

6-35

7

Varsovie, l'insoumise
Joanna Lasserre

10

Bienvenue versus hostilité
Gabriela Neves de Lima

12

**Débrouille et créativité
à Kinshasa**
Sylvie Ayimpam

14

**Russie:
de monovilles à plurivilles**
Ivan Nesterov

17

**La Havane : quand tout le monde
met la main à la pâte**
Jasmina Šopova

18

**Eusebio Leal:
La Havane, mon amour**
Propos recueillis par L. Iglesias Kuntz

21

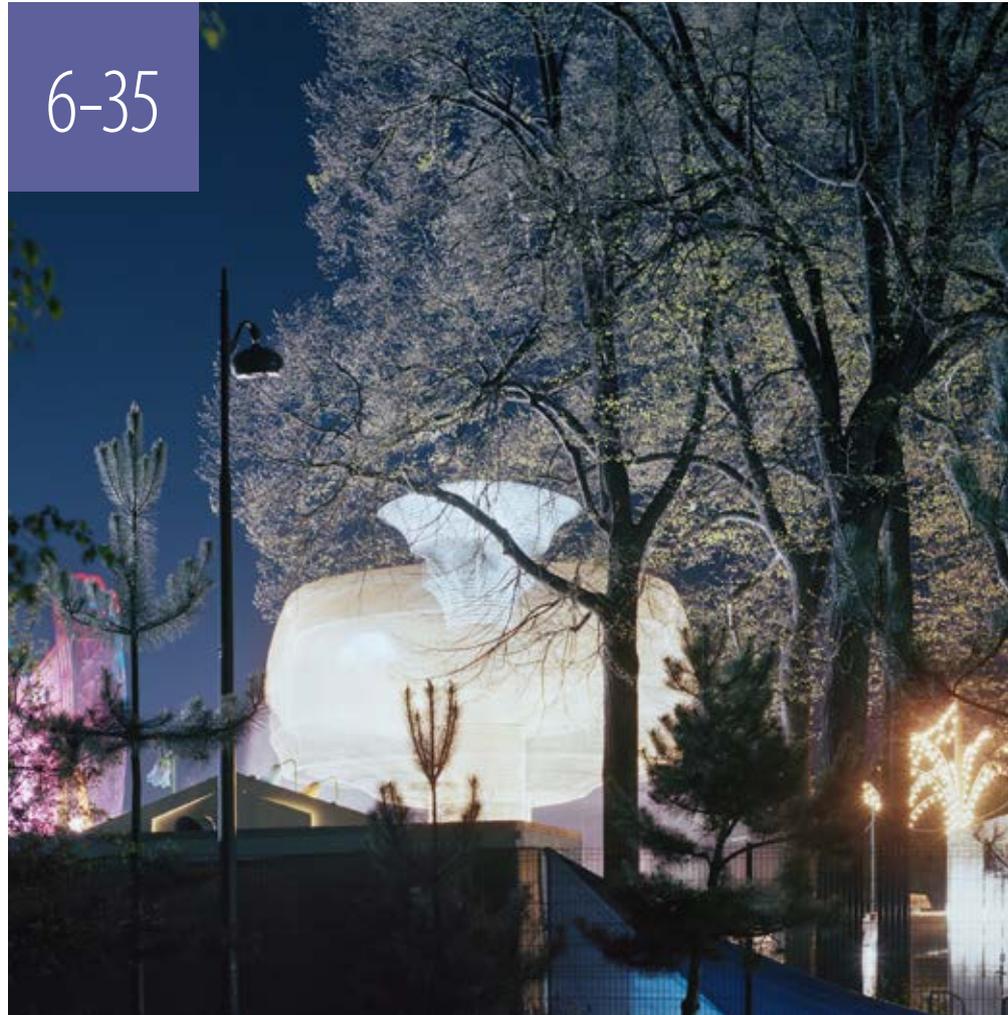
Quand l'art investit la rue
Mehdi Ben Cheikh répond
aux questions d'A. Barrak

24

**La ville, un cirque
sous un chapiteau étoilé**
Thomas B. Reverdy

28

**Sous l'égide de l'UNESCO...
villes en réseaux**

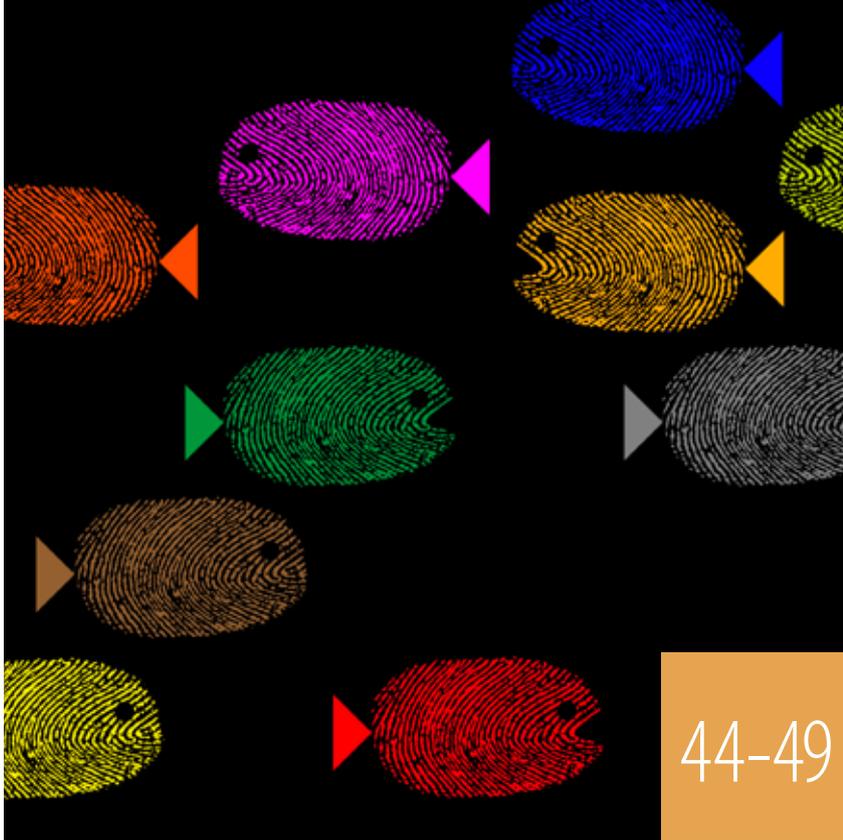


36-43

ZOOM

**Tour du monde
tout en lumière!**

Photos:
Rubén Salgado Escudero
Texte: Katerina Markelova



Dans ce numéro

Les villes ont toujours été des centres de pouvoir, d'attractivité, de prospérité. Mais l'urbanisation effrénée, enregistrée ces dernières décennies, met en péril leur fonction historique de melting-pots. Au fur et à mesure qu'elles se peuplent, elles se déshumanisent : violences, inégalités, discriminations. ... Plus les villes sont grandes, plus ces fléaux qui les accablent prennent de l'ampleur.

Néanmoins, en même temps qu'elles se déshumanisent, les villes se réinventent. De la débrouille comme stratégie de survie à Kinshasa (RDC) aux grands projets nationaux de réhabilitation des villes mono-industrielles en Russie, de l'initiative personnelle d'un galeriste qui a sorti de sa torpeur la petite ville d'Erriadh (Tunisie) à la mobilisation des masses contre l'appropriation autoritaire de l'espace public à Varsovie (Pologne), des mouvements de solidarité avec les migrants à Londres (Royaume-Uni) aux synergies qui font revivre le cœur de La Havane (Cuba), des forces créatrices surgissent et s'ordonnent pour doter la vie urbaine de nouveaux sens, de nouvelles perspectives. On peut croire que ce sont de « minuscules résistances », pour reprendre l'expression de l'écrivain français Thomas B. Reverdy, mais ce sont elles qui font la différence.

Deux autres écrivains partagent leurs points de vue avec nos lecteurs, dans ce numéro. **Notre invité**, le Franco-Congolais Alain Mabanckou, nous parle des « Afriques mobiles » et du courage d'écrire, tout en soulignant des passages contradictoires de l'histoire coloniale. Quant à l'écrivain uruguayen-américain Jorge Majfud, il dénonce l'attitude raciste à l'égard des migrants, dans la rubrique **Idées**, qui propose par ailleurs une analyse des politiques migratoires aux États-Unis.

Dans la rubrique **Actualités**, nous publions, à l'occasion de la Journée mondiale de l'Afrique (25 mai), un entretien avec Tshilidzi Marwala (Afrique du Sud) sur l'émergence de l'intelligence artificielle (IA) dans le continent. Pour marquer la Journée internationale de la diversité biologique (22 mai), nous visitons le Gran Pajatén, au Pérou, avec Roldán Rojas Paredes, l'homme qui a initié son inscription dans le Réseau des réserves de biosphère de l'UNESCO. Nous allons également à Sharjah, aux Émirats arabes unis, qui lance son programme de Capitale mondiale du livre en avril 2019.

Enfin, avec **Zoom**, nous allons en Inde, au Mexique, au Myanmar et en Ouganda, dans des lieux privés d'électricité. Un petit tour du monde tout en lumière!

IDÉES

Le racisme n'a pas besoin des racistes
Jorge Majfud

45

Le revers de la médaille
Katherine Levine Einstein

48



NOTRE INVITÉ

Les Afriques mobiles d'Alain Mabanckou
Propos recueillis par A. Poissonnier



ACTUALITÉS

55

Ouvre un livre, tu ouvriras des esprits
Ghalia Khoja

56

L'intelligence artificielle aux portes de l'Afrique
Tshilidzi Marwala répond aux questions d'E. Naidu

58

Le miracle rwandais
Alphonse Nkusi

60

Gran Pajatén, notre forteresse géographique
Roldán Rojas Paredes répond aux questions de W. Navarrete



Grand angle



© Seuk Demirel

S E L  U K

Varsovie l'insoumise

Joanna Lasserre

Face à la montée du conservatisme, la société civile progressiste à Varsovie fait montre de force de contestation et de défense des valeurs démocratiques. La capitale « rebelle », si souvent occupée, malmenée, détruite, qui a tenu vent debout dans bien des épisodes de son histoire, se reconstruit encore et toujours, en quête permanente d'accomplissement.



© Jaap Arriens / NurPhoto

Marche célébrant le 100^e anniversaire du droit de vote des femmes en Pologne, en novembre 2018, vieille ville de Varsovie.

Varsovie n'est pas ce qu'on appelle habituellement une belle ville. Elle ne s'offre pas dans toute sa magnificence au visiteur pressé, comme le fait Cracovie, l'ancienne capitale polonaise. Ville aux cent nuances de gris, elle a été prise d'assaut par les jeunes générations après la chute du régime communiste en 1989. Elles ont squatté les usines abandonnées pour en faire des lieux de création artistique. Elles ont défendu l'architecture de la période communiste face à la pression des nouveaux promoteurs immobiliers. Le Palais de la culture et de la science, par exemple, cadeau du camarade Staline achevé en 1955, domine encore aujourd'hui le centre de la ville, n'en déplaise à ses nombreux pourfendeurs. Aussi imposante que mal aimée des Varsoviens, cette immense bâtisse de plus de huit cent mille mètres cubes était un véritable multistore culturel avant la lettre, abritant musées, salles de congrès, ateliers, théâtres et cinémas d'auteur.

Ces trente dernières années, une myriade de nouveaux lieux de rencontre – galeries, clubs, bars – ont fleuri çà et là dans la Varsovie postcommuniste, qui n'en finit pas de séduire étudiants, cadres de sociétés internationales, artistes et baroudeurs du monde entier.

Il faut marcher dans ses rues pour se laisser envahir par l'énergie qui l'anime et se laisser entraîner dans ses nombreux recoins insolites, pour croiser, au hasard, un groupe qui marche ici, un autre qui stationne là, quand ce n'est pas une marée humaine, brandissant banderoles et pancartes, qui proteste.

Marches silencieuses et démonstrations bruyantes sont devenues une scène fréquente à Varsovie. Fleurs blanches, habits noirs, bougies, pétards... tout cela se mélange sous une houle de drapeaux blanc et rouge. Mais tandis que les uns arborent aussi le bleu étoilé de l'Europe, d'autres agitent le noir ou le vert des patriotes nationalistes, nostalgiques de la « Grande Pologne de mer en mer ». Tandis que les uns clament « Ne laissons pas mourir la démocratie en silence ! », d'autres réclament une « Pologne pure », une « Pologne blanche ».

Voilà le paradoxe national, qui prend ces dernières années le tournant d'une véritable rupture entre deux Polognes qui se défient ou s'ignorent. Et cette rupture jaillit sur la place publique, au sens propre comme au sens figuré.

Ville rebelle

Le plus souvent, c'est devant le palais présidentiel que la confrontation se cristallise. Il était, jusqu'en avril 2018, le point d'arrivée de la procession religieuse qui partait tous les 10 du mois de la vieille ville pour commémorer – messe, prières, chants et discours à l'appui – la catastrophe de Smolensk du 10 avril 2010. Ce jour-là, quatre-vingt-seize personnalités éminentes, dont le président Lech Kaczynski, avaient péri dans un accident d'avion. Une cérémonie mensuelle, hissée au niveau national, allait donc se répéter quatre-vingt-seize fois, occupant le centre historique de Varsovie et attirant des foules de citoyens qui venaient régulièrement protester contre ce qu'ils considéraient comme une appropriation autoritaire et religieuse de l'espace public.

L'opposition citoyenne contre la dérive nationaliste s'est mobilisée dès 2015, autour du Comité de Défense de la Démocratie (KOD). En référence au 13 décembre 1981, date de sinistre mémoire où l'état de guerre avait été déclaré en Pologne par le général Jaruzelski, plusieurs dizaines de milliers de personnes défilent à Varsovie chaque année. En 2016, ce furent les plus grandes manifestations de rue jamais organisées depuis les premières élections libres de 1989.

Les citoyens de Varsovie, mais aussi d'autres villes du pays, entendent ainsi contester les atteintes à la Constitution, aux institutions, aux droits des citoyens et notamment des femmes.

En première ligne de toutes les marches citoyennes, les femmes font figures de proue dans ce mouvement citoyen, fédérant une grande part de la société. En 2016, elles avaient protesté en masse contre un projet de loi sur l'interdiction totale de l'interruption volontaire de grossesse. La nouvelle loi allait radicaliser celle qui était en vigueur et qui autorise l'IVG uniquement en cas de malformation grave du fœtus, de danger pour la santé de la mère, de viol ou d'inceste. Cette fois-ci, les manifestantes ont eu gain de cause. Mais le 11 novembre 2017, alors qu'elles s'étaient assises sur le pont Poniatowski pour barrer la route aux nationalistes, elles ont été évacuées de force, puis convoquées devant la justice, accusées d'entraver la liberté de manifester.

Chaque 11 novembre, lors de la Marche de l'Indépendance, la même scène se répète : une poignée de femmes, brandissant des banderoles « Femmes contre le fascisme » se font bousculer par des dizaines d'hommes vêtus de noir, qui profèrent des vulgarités sexistes entre deux slogans xénophobes, antisémites ou racistes.

Même cohue à l'entrée des théâtres. Après chaque nouvelle représentation d'une pièce controversée, qui inverse les codes sacrés de la « polonité », le théâtre Powszechny s'appête à affronter une nouvelle émeute organisée par des groupuscules d'extrême droite. Avec le Nouveau Théâtre de Krzysztof Warlikowski et quelques autres fameuses scènes du pays, ce théâtre qui fut le premier à ouvrir ses portes à l'issue de la Seconde Guerre mondiale a toujours été un symbole de la lutte pour la liberté artistique qui dérange les pouvoirs autoritaires.

Coïncidence ? La révolution étudiante de 1968 en Pologne, qui avait été un des jalons de la lutte pour la libération de l'oppression soviétique, a débuté avec le retrait d'un classique du répertoire du Théâtre national de Varsovie, *Les Aïeux* d'Adam Mickiewicz.

De chutes en reconquêtes, ainsi va la vie de cette ville étonnante qui puise dans les réserves humaines sa fougue et son énergie.



© John Bob & Sophie Art

Ville invincible

Ce souffle de rébellion et de liberté n'est pas nouveau à Varsovie. Viendrait-il de son fleuve qui ne se laisse pas apprivoiser ? La Vistule, avec sa vallée vaste et escarpée qui empêche la rive droite et la rive gauche de se rapprocher, reste impétueuse, sauvage. Bordée de sable et de buissons, elle donne son cachet à la ville.

Longtemps Varsovie a gardé son air campagnard. Elle a commencé à s'émanciper à partir de 1915, sous le règne des Allemands qui l'ont reprise à la Russie pendant la Première Guerre mondiale. Bien que durement exploitée sur le plan économique par les occupants, la ville fut portée par une détermination et un espoir inouïs : des élections municipales ont eu lieu, l'université et l'école polytechnique ont ouvert, la ville se préparait à la fonction de capitale d'un État souverain qu'elle allait enfin occuper à l'issue de la guerre, en 1918.

Durant les vingt courtes années qui ont suivi l'indépendance, la ville entière s'est mise en chantier, sous le règne du maréchal Piłsudski, un dirigeant à la fois adulé et controversé. De telle sorte qu'en 1939,

Varsovie ressemblait à d'autres capitales européennes. Elle possédait un centre-ville élégant et de nombreuses zones habitées par les ouvriers qui constituaient la moitié de sa population. Un grand quartier juif grouillant de vie occupait un bon tiers du territoire, qui s'étalait du centre vers le nord de la ville.

C'est alors que les bombes de l'invasion hitlérienne vinrent la frapper, avant de lui porter le coup de grâce en octobre 1944. Hitler voulut en faire un exemple d'anéantissement total, à la suite de l'insurrection de l'armée de la résistance polonaise d'août 1944. La rive droite de la ville fut presque entièrement détruite et la population survivante déportée. Varsovie n'était plus qu'un vaste champ de ruines et le doute a plané sur la possibilité de sa reconstruction, tant la tâche semblait démesurée.

Néanmoins, dès janvier 1945, des revenants sans toit se mirent à affluer vers les rives de la Vistule et à remuer les décombres glacés. Ils entamèrent ainsi de leur propre chef une reconstruction qui allait bientôt se transformer en un exploit extraordinaire de toute une nation.



Contre-manifestation des célébrations mensuelles de la catastrophe de Smolensk devant le Château royal à Varsovie en juillet-août 2017.

Par chance, les bureaux et écoles d'architecture avaient établi clandestinement l'inventaire des bâtiments historiques durant l'occupation nazie. Tout n'était pas perdu. La place du marché, les maisons de ville, le circuit des remparts, le Château royal et d'importants édifices religieux de la « ville invincible », comme on l'a surnommée alors, allaient renaître de leurs cendres dans un élan national unificateur, encouragé par la propagande communiste. Cela lui vaudra son inscription, en 1980, sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Les archives du Bureau de reconstruction de Varsovie (BOS Archive) ont gardé la trace de cette époque mémorable. Elles ont été inscrites au Registre Mémoire du monde en 2011.

“ De chutes en reconquêtes, ainsi va la vie de cette ville étonnante qui puise dans les réserves humaines sa fougue et son énergie ”

Ville palimpseste

Autre chapitre mémorable de l'histoire de Varsovie : son ghetto. Qui n'a pas entendu parler de la révolte du ghetto de Varsovie, au printemps 1943, et de sa résistance aussi déterminée que désespérée ! Mais qui sait où se trouvait au juste cet immense enclos, le plus grand de l'Europe sous occupation nazie ? Érigé en 1940. Effacé de la carte en 1943. Les Varsoviens eux-mêmes n'en avaient qu'une vague idée, tant le sujet était tabou pendant les décennies de régime communiste. À la libération, il ne restait que des bribes des dix-huit kilomètres de murs hauts de plusieurs mètres qui l'entouraient. C'était quelque part au nord du Palais de la culture, disait-on...

Une nouvelle Varsovie se dressait sur la ville juive ensevelie, dont la mémoire aurait disparu en même temps que ses quatre ou cinq cent mille habitants, si un homme n'avait pas survécu. Son nom est Hersz Wasser. Il a été l'assistant de l'historien Emanuel Ringelblum, qui s'est acharné, avec une soixantaine d'amis, à constituer les archives du ghetto qu'ils habitaient durant la Seconde Guerre mondiale. Quelque vingt-cinq mille pages, soigneusement classées dans des boîtes en métal, ont été extraites des décombres entre 1946 et 1950. Ces documents uniques, rassemblés dans la clandestinité la plus totale, ont été inscrits au Registre Mémoire du monde de l'UNESCO, juste après la chute du régime communiste, en 1989.

Emanuel Ringelblum et son équipe ont construit un pont du néant vers le futur. Bravant tous les interdits, ils nous ont laissé des témoignages sur les organisations clandestines, des listes de déportés, des chroniques, des textes littéraires, des œuvres d'art, des journaux intimes, des lettres privées... On y a découvert les toutes premières descriptions détaillées des camps d'extermination de Chelmno et Treblinka. Grâce à eux, une équipe de chercheurs et d'écrivains contemporains ont pu reconstituer dans les moindres détails – du moins sur le papier – ce quartier disparu de la capitale polonaise.

Ville palimpseste qui écrit son histoire sur les pages du passé, sans jamais vraiment les effacer, Varsovie est une vaste mosaïque qui ne cesse de se réinventer dans le temps et dans l'espace. Plus que de pierre et de béton, elle est faite de flux d'énergie humaine et de courants qui la traversent, construisant et déconstruisant son identité faite de mémoire rebelle et d'oubli salutaire.



Architecte polonaise, diplômée de l'École polytechnique de Varsovie et de l'université de Marne-la-Vallée (France), **Joanna Lasserre** est engagée dans l'action civique en Pologne et en France, parallèlement à ses projets professionnels en architecture, urbanisme et communication.

Bienvenue *versus* hostilité

Gabriela Neves de Lima

Face à une politique défavorable aux migrants, les habitants du quartier Haringey à Londres ont lancé une campagne de bienvenue qui secoue la législation britannique en matière d'immigration. Preuve que des terrains d'entente sont toujours possibles : ils collaborent avec les collectivités locales et le gouvernement central finance certains de leurs projets. L'idée d'œuvrer ensemble à la création d'un quartier plus accueillant fait son chemin.

Depuis le début des années 2010 et l'apparition de ce qui est communément appelé « crise des migrants », les collectivités locales sont en première ligne pour assurer l'intégration des migrants et des réfugiés en Europe. Certaines agissent dans le cadre de programmes politiques définis par les gouvernements, d'autres, de manière volontariste. Haringey Welcome, pour sa part, adopte une approche collaborative, tout en demeurant une organisation militante et indépendante qui adopte, au besoin, une posture plus antagoniste.

Obligation morale contre l'injustice sociale

Haringey Welcome est fondée sur la notion de solidarité politique, définie par la philosophe américaine Sally Scholz comme une obligation morale positive, qui pousse à intervenir collectivement devant une situation d'injustice ou de vulnérabilité sociale. Son idéologie est aux antipodes de la politique dite d'environnement hostile, explique Lucy Nabijou, la coordonnatrice du groupe de résidents qui a mis en œuvre la campagne. « Il s'agit de faire œuvre de solidarité et de justice, de lutter pour des valeurs, de remettre en cause une mauvaise loi et de rechercher une réelle collaboration avec les autorités locales afin d'améliorer les services », explique-t-elle.

Avec 45 % d'habitants nés à l'étranger et 5 % ayant emménagé depuis moins de deux ans, Haringey, l'un des quartiers les plus cosmopolites de Londres, « s'enorgueillit d'une solide tradition d'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés, ainsi que des personnes qui ont élu domicile à Londres. Des générations de personnes de toutes origines s'y sont installées et ont fait de Haringey l'un des quartiers les plus ouverts et les plus diversifiés du Royaume-Uni », lit-on dans le rapport du conseil local, daté du 15 novembre 2016.

Les fondateurs de Haringey Welcome avaient alors fait leurs premières armes, en réclamant que le quartier applique le programme gouvernemental d'accueil volontaire à l'égard des réfugiés syriens. Claire Kober, présidente du conseil, s'était engagée à reloger dix familles syriennes, pour leur donner « un foyer sûr et le soutien dont elles ont besoin pour reconstruire leur vie ».

Mais, aux yeux de L. Nabijou, le conseil local souffre clairement d'un manque de moyens financiers, de compétences et de dialogue avec les habitants et les groupes communautaires, qui nuit à son efficacité. C'est la raison pour laquelle Haringey Welcome a adopté une approche plus collaborative dans ses négociations avec les collectivités locales, soulignant la nécessité de trouver de nouveaux modes de communication et d'instaurer une relation de confiance.

Son but n'est pas de convaincre les conseillers élus ou les employés du conseil local d'enfreindre la loi nationale, souligne L. Nabijou, mais plutôt de travailler avec plus de transparence et de responsabilité et de faire un meilleur usage des instruments disponibles pour offrir aux migrants et aux réfugiés les services adéquats.

Le conseil local de Haringey semble déjà engagé dans cette voie. En septembre 2018, il a lancé, avec un financement du gouvernement central, le programme Connected Communities (Communautés connectées), qui vise à améliorer le soutien local aux migrants dans le domaine de l'emploi, du logement, de l'apprentissage de l'anglais, de l'accueil des enfants et de l'autonomisation communautaire. Tout en saluant cette initiative, L. Nabijou exprime des réserves sur le choix d'une action purement locale, sur la viabilité du projet en cas de maintien du mode de financement actuel et sa capacité à atteindre des groupes de migrants plus vulnérables.

Autre fait marquant, les élus ont soutenu une motion présentée par Haringey Welcome en novembre 2018. Une formidable occasion, selon L. Nabijou, « de mettre tous les problèmes sur la table et de repenser la gestion locale ».

Des relations sociales menacées

Rebâtir la gestion locale est une nécessité dans un contexte de bouleversement des relations sociales. Car la politique dite d'environnement hostile, qui cible avant tout les sans-papiers et vise à décourager les migrants de franchir les frontières territoriales, touche en réalité la population tout entière. Les politiques adoptées en matière de migration associent au contrôle des frontières et à la gestion de l'immigration non seulement différents ministères et représentations locales, mais aussi le secteur privé et le simple citoyen. Des frontières se dressent aussi à l'intérieur du pays. Tous les aspects de la vie sociale font l'objet d'une surveillance et d'un signalement potentiel, avec des risques accrus d'expulsion. Par voie de conséquence, on dissuade aussi les migrants et les demandeurs d'asile d'accéder aux services essentiels.

Les bailleurs privés sont obligés de vérifier si leurs futurs locataires détiennent bien un permis de résider dans le pays, et d'en conserver les preuves, au risque de payer une amende ou d'être emprisonnés pour une durée maximale de cinq ans. La catégorie « résident habituel » ayant été redéfinie, l'accès aux soins de santé gratuit a été limité, et les immigrés temporaires non européens se sont vus obligés de payer une surtaxe annuelle pour la durée de leur séjour. Entre 2016 et 2018, les écoles devaient fournir à l'État des informations sur les enfants issus de l'immigration.

Néanmoins, la collecte de données a été arrêtée sous l'effet d'une campagne qui lutte actuellement pour la destruction de ces données.

Les chercheuses britanniques Nira Yuval-Davis, Georgie Wemyss et Kathryn Cassidy, s'intéressant au changement de point de vue de la législation anglaise sur l'immigration, ont conclu : « Cela revient à une surveillance frontalière quotidienne, où chaque citoyen ordinaire doit choisir entre être garde-frontières et être suspecté d'être un passeur ». Un parent, un ami, un voisin peut se muer en délateur. Les conflits personnels, comme le suggère l'anthropologue lettone Dace Dzenovska, s'immiscent dans cette défense des frontières. Ces pratiques bouleversent les relations sociales et politiques, en suscitant la peur, la suspicion et les tensions au sein des communautés, menaçant la solidarité et la convivialité locales. Il est également important de noter que certaines catégories sociales (fondées sur la race, la classe ou le genre, notamment) sont impactées de manière disproportionnée par ces politiques, signe de la relative fragilité de leurs droits.

Collage réalisé par les élèves de l'école maternelle Sterrenbos de la ville de Hamme (Belgique) ayant reçu une mention spéciale au concours mondial du Réseau des écoles associées de l'UNESCO « Ouvrir les cœurs et les esprits aux réfugiés », 2017.

Unir les forces

Dans ce contexte, Haringey Welcome veut contribuer au changement des relations sociales sur le terrain, en créant des réseaux solidaires au sein du quartier. L'organisation a travaillé avec les écoles, par exemple, pour les sensibiliser aux implications de l'environnement hostile. Elle a également obtenu l'appui d'autres groupes communautaires locaux et organisations de soutien aux migrants, de manière à ce qu'ils œuvrent tous ensemble à la création d'un quartier plus accueillant.

En nouant des liens de ce genre et en travaillant directement avec les élus et les fonctionnaires de l'État, Haringey Welcome préconise une forme de collaboration multi-acteurs réunissant toutes les parties intéressées. Une des façons d'y parvenir est de solliciter un financement à des fins d'intégration du Fonds de contrôle des migrations auprès du ministère du Logement, des Communautés et du Gouvernement local, et de constituer un groupe de travail composé de conseillers locaux, d'organisations de migrants et d'experts juridiques pour élaborer une stratégie en faveur des migrants, en particulier des groupes plus vulnérables.

Nabijou voit dans la campagne de Haringey Welcome un effet secondaire, mais néanmoins essentiel : « Grâce à la mobilisation, vous faites la connaissance de vos voisins, vous rencontrez des gens nouveaux, vous êtes mieux informé de la situation, et tout cela se mêle pour produire un sentiment extrêmement fort d'appartenance commune qui transforme le lieu où vous vivez ».



Politologue brésilienne, **Gabriela Neves de Lima** est assistante de recherche au Département de géographie et d'environnement de la London School of Economics and Political Science (Royaume-Uni). Elle est coauteure de *Cities welcoming refugees and migrants: enhancing effective urban governance in an age of migration* (Villes accueillantes pour les réfugiés et les migrants : améliorer la gouvernance urbaine à l'ère des migrations), publié par l'UNESCO en 2016.



Débrouille et créativité à Kinshasa

Sylvie Ayimpam

Comment survit-on quand on est pauvre et que les crises économiques et sociales se succèdent et perdurent ? On se débrouille ! C'est la devise des habitants de Kinshasa, en RDC, qui ne manquent pas une occasion pour s'inventer un nouveau métier, faisant montre de beaucoup d'ingéniosité. *Romains, chargeurs* et autres *kadhafi* pullulent dans les marchés et les rues de la mégapole, comblant les failles du système.

Nous sommes en République démocratique du Congo (RDC). La scène se déroule dans le centre-ville de Kinshasa, la capitale. Trois jeunes cireurs de chaussures sont assis sur des pierres à l'entrée d'une école, équipés de tabourets, repose-pieds, brosses et éponges. À leurs côtés, installé sur un étal, un jeune homme veille sur un système de recharge électrique astucieusement bricolé : sur un petit panneau en bois, il a installé plusieurs prises de courant branchées clandestinement à des fils électriques sortant de terre et provenant de la base d'un réverbère hors service. Ce jeune homme se fait appeler le *chargeur*.

Si les cireurs de chaussures sont depuis belle lurette partie intégrante du paysage urbain, les *chargeurs* de batteries sont apparus en même temps que la téléphonie mobile. Dans les années 1970 et 1980, la ville foisonnait de micro-unités de production : fabriques de chaussure ou de peinture, artisans-menuisiers ou bijoutiers, ateliers de tissage ou de teinture poussaient comme des champignons, principalement dans les arrière-cours. Depuis le milieu des années 1990, ce sont les commerces et les services qui ont pignon sur rue.

Il faut savoir se débrouiller pour vivre à Kinshasa, au milieu de quelque onze millions d'habitants. La crise économique, les défaillances de l'État et des services publics, et la rareté des emplois salariés obligent les citoyens à gagner leur vie par diverses formes d'auto-emploi faites de petites besognes et d'expédients.

Dans un contexte d'anomie et de grande pauvreté, la débrouille est devenue un art de vivre dans lequel les citoyens excellent. Elle est au cœur de toutes les stratégies de

survie économique, notamment chez les jeunes, qui constituent plus de la moitié de la population de la mégapole.

Une créativité née de la nécessité

Comme ces *chargeurs*, qui comblent les failles du système de distribution électrique à domicile, à une époque où la téléphonie mobile connaît un formidable succès, d'autres citoyens inventent d'autres sources de revenus, avec une ingéniosité remarquable, profitant de toutes les occasions pour se rendre utiles. Avec trois fois rien, ils démarrent de nouvelles activités qui répondent à différents besoins.

Une table, un banc, quelques ustensiles de cuisine et du charbon de bois suffisent pour monter une *malewa* (gargote) où manger coûte dix fois moins cher qu'ailleurs, même si l'hygiène laisse parfois à désirer. Les bus sont bondés ? Qu'à cela ne tienne ! Les *wewa* (taxis-motos) sont là pour vous transporter. La pluie a inondé les rues ? Eh bien, les *transporteurs au dos* aideront les passants à les traverser. D'autres, vendeurs de pièces détachées usagées, réparateurs ambulants de téléphones ou petites vendeuses d'eau sont aussi à portée de main pour vous dépanner à tout moment.

Une terminologie vernaculaire se développe en même temps que ces nouvelles activités, parmi lesquelles l'intermédiation est reine. Le vide laissé par le manque d'organisation des infrastructures publiques et privées est investi par toutes sortes de courtiers, brokers ou sous-traitants qui offrent leurs services à titre individuel ou réunis en réseaux.

Kinshasa, ville-marché.



Dans les rues et marchés, mais aussi en tout lieu de transactions commerciales, y compris parkings, grands carrefours, gares routières et ports fluviaux, officient des *romains* (passeurs de la contrebande transfrontalière), des *bana kwata* (rabatteurs du commerce de fripes), des *chayeurs* (courtiers et rabatteurs des grossistes), des *kadhafi* (vendeurs informels de carburant), des *chargeurs* (rabatteurs travaillant au profit des taxis et des transports en commun, à ne pas confondre avec les *chargeurs* de batteries !), les *cambistes* (changeurs de monnaie de rue), les *mamas manœuvre* (intermédiaires du négoce de produits vivriers dans les ports fluviaux).

L'article 15

Au milieu des années 1980, la chanson *Article 15, beta libanga* du musicien congolais Pépé Kallé (1951-1998) a connu un vif succès à travers tout le continent, sans doute parce que beaucoup d'Africains s'y sont reconnus. L'article 15 est un article imaginaire de la Constitution de la RDC qui dit : « Débrouille-toi pour vivre ! »

Tous les Congolais le connaissent et s'y réfèrent au quotidien. *Beta libanga* signifie littéralement « Casse la pierre ». Pépé Kallé nous aura mis en garde : la débrouille n'est pas facile.

« Article 15, mes chers, débrouillez-vous pour vivre », chantait-il en lingala, « regarde le port fluvial : les dockers transportent de lourdes charges ; regarde les receveurs de bus : ils crient du matin au soir ; regarde, il y a des échoppes partout dans la ville ; regarde les chauffeurs de taxis et de bus : ils conduisent du matin au soir ; regarde-nous, les musiciens : nous chantons pour gagner notre pain ; regarde les élèves : ils étudient pour préparer l'avenir ».

Mais l'avenir dont on rêve reste souvent lointain et, en attendant, on se débrouille à Kinshasa, comme dans bien d'autres villes africaines. La débrouille est devenue une manière d'être, un marqueur d'identité citadine qui traverse tout l'espace social kinois. L'économie informelle, dont la prolifération s'explique avant tout par les pénuries chroniques, la pauvreté et l'instabilité politique, est loin d'être exempte

de combines, de magouilles, de risques, de conflits et de violences. Elle est néanmoins porteuse de valeurs sociales, comme la convivialité, la solidarité, le respect ou la loyauté. Au bout du compte, elle contribue à une forme d'autorégulation sociale.

Certes, les institutions sont ruinées, les administrations bancales, la société civile déstructurée et les traditions invalides, dans une modernité inachevée. Pourtant, la créativité de la débrouille kinoise, qui témoigne de l'esprit inventif des individus et de la collectivité, ne cesse d'étonner.



Chercheuse congolaise affiliée à l'Institut des mondes africains à Aix-en-Provence (France), **Sylvie Ayimpam** travaille principalement sur la question de l'économie informelle dans les villes d'Afrique. Elle est notamment l'auteure de l'ouvrage *Économie de la débrouille à Kinshasa. Informalité, commerce et réseaux sociaux* (2014).



Russie :

de monovilles à plurivilles

Ivan Nesterov

La crise de Détroit a fait couler beaucoup d'encre dans la presse internationale. On a beaucoup entendu parler de la faillite, en juillet 2013, puis de la renaissance de la « Motor City » américaine qui avait tout misé sur l'industrie de l'automobile... et tout perdu. On a moins entendu parler des monovilles russes qui ont connu un sort similaire. Appelées également villes-usines, elles sont au nombre de 319 en Russie. Comment s'en sortent-elles ?

Nous sommes le 2 juin 2009. Le monde vit l'une de ses crises financières les plus sévères. Dans le nord-ouest de la Russie, l'autoroute fédérale qui relie Novaïa Ladoga et Vologda est bloquée. Quelque 300 habitants de la petite ville de Pikaliovo, dans l'oblast de Leningrad [région dont la capitale est Saint-Pétersbourg], font barrage. Ils n'ont pas reçu de salaire depuis de longs mois. Les trois usines qui faisaient vivre la ville – et qui formaient une ligne de production unique – sont passées des mains de l'État aux mains de trois propriétaires privés : Basel Cement, Eurocement et PhosAgro. Or, ces derniers ne parvenaient pas à se mettre d'accord sur une série de questions et notamment le prix des matières premières, le volume de production et les perspectives de développement. À tel point que dans cette petite ville de 21 000 habitants, 4 000 sont restés sans emploi.

Il a fallu que le Premier ministre russe, Vladimir Poutine, intervienne en personne pour que le conflit soit réglé. Le 4 juin, il est arrivé à Pikaliovo et a réuni les propriétaires, de sorte qu'ils ont fini par signer des accords d'approvisionnement en matières premières et des contrats à long terme. L'argent nécessaire pour résoudre les problèmes financiers (salaires des employés, dettes aux fournisseurs et aux transporteurs de matières premières) a été alloué par la banque d'État VTB [Banque de commerce étranger]. La production a redémarré.

Il est clair, cependant, que l'intervention personnelle d'un Premier ministre ou d'un président ne peut pas devenir un modèle durable de solution de crise. D'autant que la plupart du temps, les problèmes ne résident pas tant dans les désaccords entre propriétaires que dans l'absence de marché pour les entreprises. En effet, le passage de la Russie à l'économie de marché au début des années 1990 a engendré, pour les monovilles, un cortège de problèmes aigus.

En tête de liste, le chômage. Le taux y est deux fois plus élevé que la moyenne russe. De plus, ces villes ont été conçues pour l'industrie plutôt que pour le bien-être de ses habitants. Les problèmes de pollution et de sous-développement des infrastructures, d'éducation et de santé sont récurrents. Pire, elles sont souvent reculées au fin fond du pays et les coûts exorbitants des billets d'avion retiennent la population en otage. Si certains finissent par prendre l'avion, c'est qu'ils s'en vont pour de bon !

Origine des monovilles

Quelque 13,2 millions d'habitants, c'est-à-dire quasiment un Russe sur dix, vivent et travaillent dans une des 319 villes-usines russes. Quelles que soient leurs différences, elles ont ceci en commun : leur subsistance dépend entièrement d'une seule entreprise ou d'un consortium, qui emploie au moins un quart des citoyens. Elles se sont toutes formées autour d'usines, de grands centres d'industrie forestière et de gisements de matières premières (or, fer, charbon, pétrole, gaz, apatite, etc.). Pour revenir à Pikaliovo, la ville et son usine de ciment ont été construites en 1935 dans les environs de la gare du même nom où l'on avait découvert, cinq ans plus tôt, des gisements de calcaire et d'argile de ciment.

Les premières villes-usines russes sont apparues au XVIII^e siècle, dans le sillon des réformes du tsar Pierre le Grand qui avait alors encouragé l'ouverture de manufactures de drap et de forges industrielles. La deuxième vague de développement rapide a eu lieu au XIX^e siècle, avec l'apparition d'usines de textile et le développement d'une industrie légère.

La plupart de ces villes, cependant, ont été créées dans le cadre des plans d'industrialisation grandioses décrétés par Staline dans les années 1930, qui étaient principalement axés sur la défense.

Actuellement, ces villes comptent plus de 400 grandes entreprises, telles que, par exemple, la Société sibérienne de charbon et d'énergie (SUEK), les sociétés minières et métallurgiques Severstal et Mechel ou le leader mondial de l'extraction de diamants, Alrosa. En font également partie des entreprises d'État, comme Rostec, qui fabrique et exporte des produits industriels de haute technologie à des fins civiles et militaires, Rosatom, le fleuron nucléaire russe, et bien d'autres.

On trouve des villes-usines un peu partout en Russie, mais elles sont surtout concentrées en Sibérie et dans l'Oural. L'oblast de Kemerovo, par exemple, en compte 24, l'oblast de Sverdlovsk, 15, et l'okroug [district] autonome de Khantys-Mansis, 14. Certaines ont moins d'un millier d'habitants. C'est le cas de la localité russe la plus orientale, le village minier de Beringovsky. D'autres en comptent plusieurs centaines de milliers : 712 000 personnes vivent à Togliatti, la capitale de l'industrie automobile russe, et 517 000 à Naberejnye Tchelny, qui abrite les usines de production de camions KamAZ. La plupart d'entre elles, cependant, soit 261 localités, ne comptent pas plus de 50 000 habitants.

Nouvelle stratégie

Les problèmes auxquels font face les monovilles russes constituent l'une des principales menaces qui pèsent sur la stabilité sociale et politique de la Russie.

Après la crise de Pikaliovo, l'administration d'État a établi une liste de ces localités, que les experts ont classées en trois catégories : villes dont la situation socioéconomique est la plus difficile (zone rouge, 94 villes), villes présentant des risques de détérioration de leur situation socioéconomique (zone jaune, 154 villes) et villes présentant une situation socioéconomique stable (zone verte, 71 villes).



Un atelier de fusion du cuivre dans une usine de Nor Nickel (Norilsk, Russie).

En 2014, le gouvernement a adopté une stratégie de développement des monovilles, fondée principalement sur la diversification de leur économie, l'investissement et la création de nouveaux emplois. À cet effet, il a fait appel à la Banque de développement de la Fédération de Russie (VEB) qui a pour mission de financer des projets à grande échelle destinés à développer l'infrastructure, l'industrie, l'activité sociale et le potentiel technologique du pays. Il l'a chargée de mettre en place des

instruments financiers permettant avant tout aux villes-usines de la zone rouge de sortir de la crise. À cette fin, la banque a créé un fonds spécialement dédié au développement des villes-usines.

Une fois la stratégie mise en place, des équipes de représentants des monovilles ont reçu une formation dans le domaine des investissements et de la création d'entreprise. Elles ont été formées par l'une des meilleures écoles de commerce privées, à Skolkovo, la Silicon Valley russe.

L'État ne rechigne pas devant la dépense

Aujourd'hui, le Fonds de développement des villes-usines travaille avec des équipes formées d'entrepreneurs et d'administrateurs municipaux et régionaux. La plupart des villes-usines ont élaboré et approuvé des programmes de développement qui tiennent compte de leurs caractéristiques territoriales, climatiques, socioéconomiques et productives, et qui ont été intégrés dans les plans stratégiques de développement des régions.

Le fonds verse aux régions l'argent nécessaire aux projets qui sont exécutés par des entreprises locales ou nationales, en coopération avec les autorités municipales. Il fournit des ressources et des compétences, contrôle les dépenses et partage les meilleures pratiques. En 2016-2017, en vue d'attirer des investissements, il a conclu avec les régions 29 accords de cofinancement de (re)construction d'infrastructures d'une valeur de 14,3 milliards de roubles (environ 217 millions de dollars). À terme, il est prévu d'investir, avec son soutien direct, plus de 106 milliards de roubles (plus de 1,6 milliard de dollars) dans les villes-usines.

En 2016, le Programme prioritaire de développement intégré des monovilles est entré en vigueur, au niveau fédéral, visant la création de petites et moyennes entreprises, ou d'entreprises individuelles, liées à de nouvelles activités, qui devraient générer la création de 230 000 emplois.

Climat polaire, pollution, isolement. Dans sa série Days of Night – Nights of Day (Jours de nuit – Nuits de jour), la photographe russe Elena Chernyshova tente de décrypter la capacité d'adaptation des habitants de Norilsk (Russie) aux conditions de vie extrêmes.

Pour ce qui est de Pikaliovo, par exemple : plus de 1700 emplois de diverses natures – production de légumes sous serre, de vêtements de sport, de meubles, etc. – devraient y être créés d'ici à 2030. Le plan de développement prévoit un investissement de 20 milliards de roubles (303 millions de dollars) dans l'économie de la ville.

Autre privilège non négligeable : des zones de développement socioéconomique avancé ont été créées, où les sociétés bénéficient d'avantages fiscaux sans précédent. Les mesures appliquées comprennent notamment la réduction des impôts sur les bénéfices et les biens, des impôts fonciers et des redevances minières, ainsi que des primes d'assurance. À la fin de 2018, les villes-usines comptaient déjà 63 territoires de ce type, avec plus de 200 entreprises enregistrées.

Les grandes entreprises : seconds violons

L'État, cependant, ne peut pas résoudre à lui seul les problèmes des monovilles russes. Les grandes entreprises ont également mis la main à la pâte. En 2017, Nornickel a posé un câble Internet à fibre optique d'une valeur de 2,5 milliards de roubles (plus de 38 millions de dollars) à Norilsk, ville située à 300 km au nord du cercle arctique. En 2018, la société minière Kolmar a entrepris de développer le tourisme régional à Neryungri, en Yakoutie, co-investissant dans la reconstruction de l'aéroport local.

Par ailleurs, les grandes entreprises se sont mises à promouvoir l'industrie verte. La société pétrolière et gazière Taneko, à Nijnekamsk, au Tatarstan, a investi en 2008

dans l'élaboration d'un Projet de volume unique d'émissions maximales admissibles de polluants, qui est devenu depuis une sorte de norme pour le contrôle des émissions nocives. En 2016, Nornickel a fermé l'usine de nickel la plus ancienne et la plus polluante à Norilsk, réduisant ainsi les émissions nocives de 30 %. En 2017, l'entreprise Mechel a installé des collecteurs qui retiennent 98 % des poussières et des gaz dans son usine d'enrichissement du charbon de Neryungri. Kolmar a construit des usines d'enrichissement en circuit fermé, l'eau de traitement étant recyclée et utilisée à nouveau dans la production.

C'est à l'horizon 2025 que nous attendons les résultats tangibles de toutes ces mesures. Mais en attendant, au cours du premier semestre de 2019, le Fonds de développement devra déjà annoncer la liste des dix-huit villes dotées d'une économie durable qui n'appartiennent plus à la catégorie des monovilles. La première candidate à la sortie : Tcherepovets, ancien centre sidérurgique qui compte 318 000 habitants. Il s'est doté en 2017 d'un important pôle de production d'engrais minéraux, lancé par PhosAgro. Vingt mille entreprises individuelles ont par ailleurs été créées, employant un habitant sur quatre de la population active.



Journaliste et spécialiste de la mobilisation d'investissements dans le développement socioéconomique de l'Extrême-Orient, **Ivan Nesterov** (Russie) s'est engagé, entre 2008 et 2018, dans la promotion du plus vaste projet d'investissement d'importance nationale, celui du Développement intégré de la Yakoutie du Sud.



La Havane : quand tout le monde met la main à la pâte

Jasmina Šopova

La Havane fait actuellement ses derniers préparatifs pour célébrer en beauté les 500 ans de sa fondation, en novembre 2019. Des édifices emblématiques du centre historique de la capitale cubaine font peau neuve. Une renaissance exceptionnelle est en cours depuis une trentaine d'années, qui est l'œuvre de l'engagement de ses habitants, de la détermination d'un homme de poigne et d'une volonté politique vigoureuse.



© Sebastian Liste / NOOR

Scène de vie ordinaire à La Havane (Cuba), en 2015, dans une rue donnant sur le Capitole.

« Ce que le cœur exige, la main le réalise ». Ce proverbe gravé en idéogrammes chinois sur le toit de l'un des magnifiques édifices de La Havane, à Cuba, dit bien l'amour que ses habitants lui portent. « Terre de passage tant d'années durant, cette ville a été le lieu de rencontre de gens de toutes origines (d'Afrique, d'Europe, de Chine, du Yucatán...) qui ont formé un amalgame, un kaléidoscope d'où surgit, une et diverse, notre identité ethnique, éthique et esthétique », notait en 1984 l'écrivain cubain Manuel Pereira, dans son article « La Vieille Havane, un coquillage enchanté », paru dans le *Courrier* en juillet 1984.

C'était deux ans après l'inscription du centre historique de la capitale cubaine sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Il comprend plus de trois mille édifices, abritant aujourd'hui une cinquantaine de milliers de personnes.

Une dizaine d'années plus tard, l'État adoptait un décret (1993) faisant de la Vieille Havane une zone de préservation prioritaire. Un Plan directeur pour la réhabilitation et la restauration du centre historique a aussitôt été mis en place, géré par le Bureau de l'historien de La Havane (voir notre entretien, p. 18).

Sous l'effet du climat et de la croissance urbaine, la Vieille Havane avait souffert de détériorations graves depuis le début du XX^e siècle. Cuba s'est mobilisée pour la sauver. « On ne sauve pas du jour au lendemain 465 années de pierres vénérables, mais la Vieille Havane sera sauvée, elle retrouvera son splendide visage, pour devenir non pas un morne musée, mais un musée vivant et habité », écrivait M. Pereira, il y a 35 ans. Le temps lui a donné raison.

En se fondant sur un modèle d'autogestion et en adoptant une approche à la fois patrimoniale, sociale, éducative et culturelle, le plan cubain est devenu un modèle de restauration et de valorisation des centres historiques urbains, notamment dans les pays d'Amérique latine.

Reconnu par des experts internationaux et récompensé par une vingtaine de prix au niveau national et mondial, il figure sur la liste des meilleures pratiques de restauration patrimoniale de l'UNESCO.

Une des caractéristiques du plan, c'est d'avoir impliqué la population locale dans la réhabilitation de son quartier. Au fil du temps, plus de 14 000 emplois, exigeant des expertises de divers degrés, ont été créés dans le Bureau de l'historien de La Havane pour les habitants du centre historique et des communes voisines. Un système éducatif a été mis en place spécialement pour les besoins du plan, intégrant l'université de La Havane, un établissement fondé en 1728, et trois écoles spécialisées. Ces dernières assurent la formation de jeunes âgés de 16 à 21 ans. Douze disciplines y sont enseignées sur une durée de deux ans. À ce jour, quelque 1 500 jeunes ont été formés aux métiers de la restauration et de la réhabilitation du patrimoine culturel.

Par ailleurs, le projet « salle de classe au musée » associe écoles élémentaires et musées pour enseigner aux plus jeunes l'histoire de la Vieille Havane. C'est l'une des multiples façons de sensibiliser le public de tous les âges aux valeurs patrimoniales, mises en place par le Bureau de l'historien, qui a permis aussi à des milliers de familles de bénéficier de circuits culturels à travers la ville, de regarder les *Promenades havanaises* à la télévision ou de lire la série mensuelle (imprimée et digitale) *Habana Nuestra* (Notre Havane).

Activité autrefois subventionnée par l'État, la restauration du centre historique s'est dotée d'un système d'autofinancement, grâce au développement d'une économie locale. Des sociétés et des agences de tourisme ont été fondées en vue de créer un réseau gastronomique, commercial et hôtelier dans la zone de protection prioritaire, compatible avec les intérêts culturels du quartier. Musées, galeries et théâtres ont été ainsi installés dans les plus beaux édifices, attirant de nombreux visiteurs nationaux et internationaux qui constituent l'une des sources financières les plus importantes pour la réhabilitation de la Vieille Havane.

La qualité de vie des habitants étant l'un des principaux critères du plan de réhabilitation, une part importante des ressources qu'il génère finance le fonctionnement d'institutions sociales, comme la maternité Doña Leonor Pérez Cabrera, le centre de gériatrie Santiago Ramón y Cajal, qui offre des soins spécialisés à quelque 15 000 personnes âgées, ou encore l'ancien couvent Belén, qui abrite le Bureau des affaires humanitaires. Ce dernier se consacre aux populations les plus vulnérables, y compris les victimes de catastrophes naturelles, comme les fréquents ouragans. Elles peuvent y trouver une pharmacie, un centre de physiothérapie, un cabinet d'ophtalmologie, mais aussi un magasin d'alimentation, un coiffeur, un barbier... Des rencontres intergénérationnelles y sont organisées, au même titre que des ateliers sur l'environnement et sur la médecine traditionnelle, et d'autres activités socioculturelles.

L'aménagement de places, squares, rues piétonnes et autres espaces de loisir, de même que l'éclairage public, la distribution de gaz, la collecte des ordures et le nettoyage des espaces publics font également partie intégrante de ce plan pharaonique, qui n'a pas négligé l'essentiel : ne pas priver de leur chez-soi les habitants des immeubles en rénovation durant la période des travaux. Plus de 11 000 familles ont bénéficié à ce jour d'un toit digne de ce nom.



Eusebio Leal :

La Havane, mon amour

**Propos recueillis par
Lucía Iglesias Kuntz (UNESCO)**

Qui dit La Havane, dit Eusebio Leal Spengler... Car quelle autre ville possède comme elle son historien attiré ? À la veille du 500^e anniversaire de la fondation de la capitale cubaine, celui qui assume la fonction officielle d'historien de la ville, et qui dirige depuis une trentaine d'années les travaux de restauration de son centre historique, parcourt avec nous ses rues et ses monuments, évoquant sa force, sa beauté... et ses meurtrissures.

Cette année, La Havane fête ses cinq siècles d'existence ! Comment se porte-t-elle ?

Si je me mettais à sa place, je dirais que ses infirmités sont celles que chacun ressent avec l'âge. Cinq siècles, c'est peu, comparé aux cités antiques comme Athènes, en Grèce, ou Istanbul, en Turquie. Mais pour nous autres Latino-américains, c'est beaucoup, si l'on excepte les grandes métropoles préhispaniques comme Cuzco, la ville inca au Pérou, ou la Tenochtitlán aztèque au Mexique, ou encore les cités mayas d'Amérique centrale. La Havane s'inscrit dans cette nouvelle ère qui débute avec la conquête et la colonisation espagnole au début du XVI^e siècle. Les villes cubaines sont fondées aussitôt après celles de Saint-Domingue, la Vega, San Pedro de Macoris et Santiago de los Caballeros, en République dominicaine.

Des inondations inhabituelles provoquées par le changement climatique menacent le Malecón, la célèbre promenade de front de mer à La Havane (Cuba).



Je dirais qu'elles ont un âge vénérable et qu'elles portent aussi les cicatrices de tous les événements qui les ont traversées. En ce qui nous concerne, c'est d'abord et avant tout cette ère nouvelle qui s'ouvre il y a 60 ans avec la victoire de la Révolution : la résistance du peuple cubain, dont La Havane a été le symbole et l'emblème.

Son centre historique figure depuis 1982 sur la Liste du patrimoine mondial, pour sa « valeur universelle exceptionnelle », que tout visiteur peut constater. Mais quelle est à vos yeux la valeur de La Havane ?

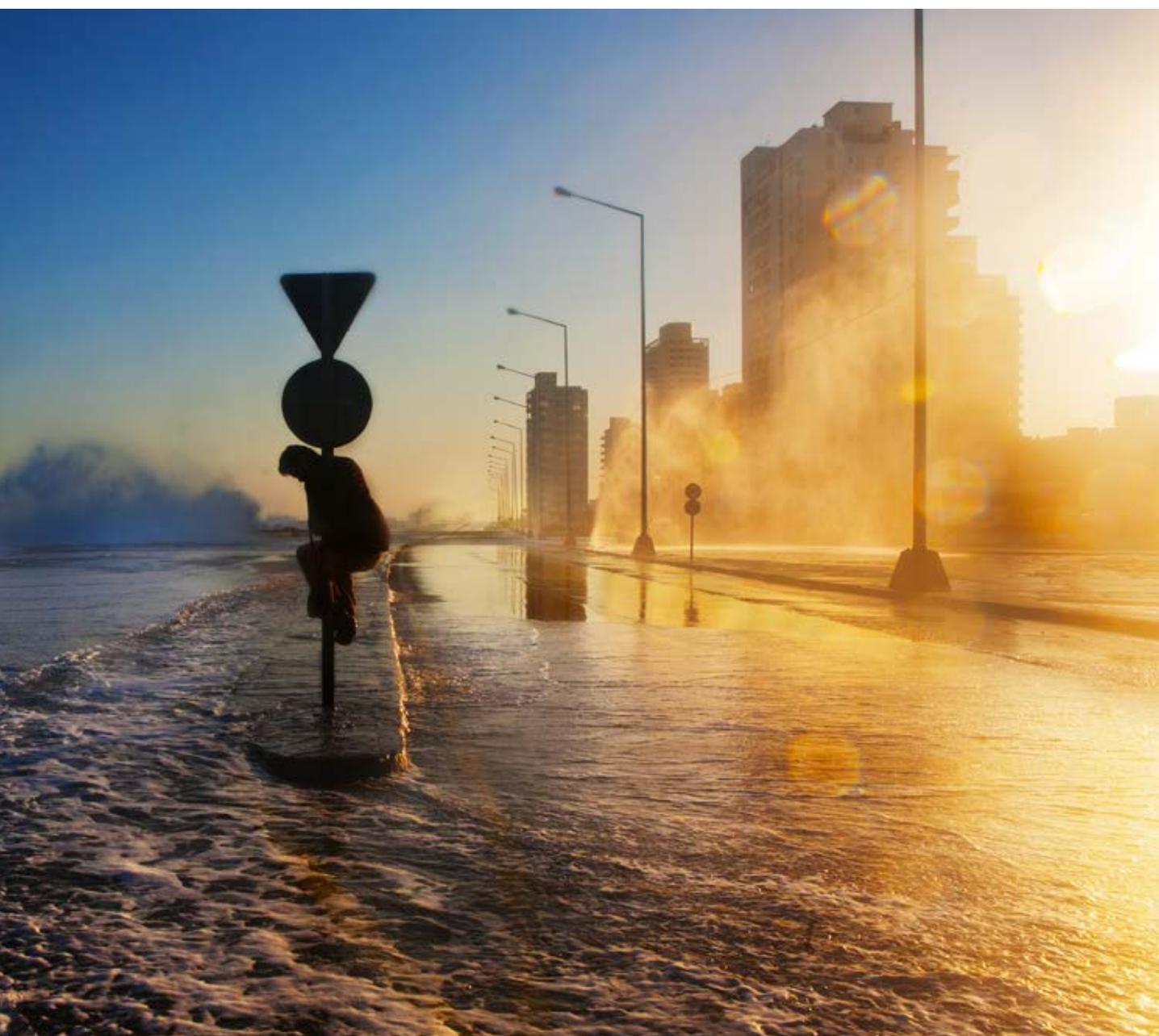
L'échelle des valeurs est très vaste. Il y a la valeur symbolique : c'est la capitale nationale, la tête du pays. Mais en même temps, elle est aussi très représentative de toutes les valeurs culturelles, intellectuelles, politiques, historiques et sociales du peuple cubain. C'est aussi un catalogue de

l'architecture la plus belle et éblouissante que l'île ait jamais produite, et dont on peut observer les traits à Camagüey, à Santiago de Cuba ou à Trinidad aussi.

L'architecture mauresque, par exemple, influencée par la tradition hispano-musulmane, est très présente dans le centre historique. Mais il y a aussi ce baroque à la fois timide et passionnant de la Cathédrale de La Havane, qui s'exprime surtout dans un certain état d'âme, une sorte de sentiment ou d'atmosphère que l'écrivain cubain Alejo Carpentier a su dépeindre avec brio en 1962, dans son roman *Le siècle des Lumières*.

Il y a aussi la ville néoclassique, avec El Templete, le monument à la fondation de La Havane, sorte de petite maquette reproduite également avec beaucoup d'originalité dans d'autres villes cubaines, comme Matanzas ou Cienfuegos.

“ La Havane est à la fois une ville de vie, de savoir et de mémoire ”



© Benjamin Norman

Et puis, il y a cette ville à l'éclectisme si impressionnant, dans le quartier de Centro Habana, pleine de gargouilles, d'atlantes, de figures extraordinaires, de créatures imaginaires... L'Art nouveau, avec le palais Cueto de la Plaza Vieja, et l'Art déco, avec l'Édifice Emilio Bacardí, s'y infiltrent de manière quasi subversive, rendant encore plus intense le discours architectural.

Enfin, il y a La Havane de la modernité, qui trouve son apogée dans l'œuvre de l'architecte viennois Richard Neutra, la Casa de Schulthess, une des plus belles maisons des *repartos* [quartiers résidentiels] où nous entraîne la Quinta Avenida [Cinquième avenue].

La Havane est à la fois une ville de vie, de savoir et de mémoire : la métropole très animée abrite cette acropole du savoir qu'est le superbe campus de l'université et cette nécropole, tout aussi belle, qu'est son grand cimetière monumental.

En quoi vont consister les célébrations de novembre 2019 ?

La ville a élaboré un vaste projet de commémoration, dans lequel s'intègre parfaitement le plan que nous avons conçu au Bureau de l'historien de la ville de La Havane, et qui concerne spécifiquement la zone historique. Notre tâche consiste à promouvoir l'idée de la conservation de la mémoire de la ville, non seulement quand il s'agit de commémorer le cinquantième centenaire, mais surtout dans la vie de tous les jours. J'y ai consacré plus de trois décennies et j'avoue que j'avais parfois l'impression de prêcher dans le désert.

Actuellement, nous peaufinons un programme d'événements, d'émissions de radio et de télévision, et de publication de divers ouvrages. Bien entendu, nous poursuivons parallèlement la restauration des symboles monumentaux de la ville, dont la principale illustration sera l'achèvement des grands travaux du Capitole, du Castillo de Atarés et d'autres bâtiments emblématiques du cœur de La Havane. Nous honorerons ainsi la mémoire de la ville et fêterons non seulement sa fondation, mais aussi son histoire et sa culture.

Je tiens à dire que la culture est le maître mot de notre Plan directeur pour la réhabilitation et la restauration du centre historique de La Havane. Tout projet de développement qui laisse de côté la culture ne conduit qu'à la décadence.

D'un autre côté, le facteur humain est tout aussi important. Je voudrais faire en sorte que ces commémorations suscitent une passion populaire. Si elles ne touchent pas le cœur des gens, on n'aura fait que prononcer quelques discours officiels, déplacer quelques pierres et imprimer quelques articles.

Les valeurs patrimoniales sont donc une affaire de vie quotidienne plutôt que de musées ?

Évidemment, je considère les musées comme essentiels pour l'histoire, pour la mémoire, pour la culture. Le Museo de la Ciudad [Musée de la ville] revêt, à mon sens, une importance majeure pour toute la nation, et non seulement pour les habitants de La Havane. Mais, en même temps, j'ai toujours lutté contre la muséification et défendu la cause d'une ville vivante.

L'un des défis que doivent souvent relever les villes du Patrimoine mondial est la difficulté de concilier le tourisme – parfois massif – et la conservation des valeurs patrimoniales. La Havane se heurte-t-elle à ce genre de contradictions ?

Il faut veiller à ce que La Havane ne disparaisse pas sous la marée des touristes, cela s'entend. Mais, en même temps, je pense qu'il ne faut pas diaboliser le tourisme. C'est une activité nécessaire, un facteur économique important et, dans le cas de Cuba – compte tenu de son isolement –, il ouvre aussi la possibilité d'un dialogue direct avec des gens de toutes les régions du monde, ce que je trouve merveilleux.

Lors des travaux de restauration, la plupart des bâtiments de la Vieille Havane restent habités.

Bien souvent, les bâtiments en ruines que nous avons restaurés abritaient des familles en situation précaire. C'est encore le cas pour un bon nombre d'entre eux. Un de nos objectifs est de loger correctement des milliers de familles, d'offrir une éducation aux jeunes et des emplois aux adultes. Nous avons donc mis en œuvre ce que l'UNESCO avait défini, à l'époque, comme un « projet singulier ». Singulier, c'est-à-dire qu'il est différent et non meilleur. Je ne prétends nullement que nous avons fait mieux que les autres, nous avons simplement cherché notre propre voie. En dépit de nos faux pas et de nos erreurs, nous avons réussi à trouver un modèle de réhabilitation qui marche (voir p. 17).

Vous avez également déployé de gros efforts pour restaurer le Malecón, l'avenue emblématique de La Havane qui longe son littoral nord. Vous l'appellez « le sourire de La Havane ».

Je dois avouer que j'ai quasiment perdu la bataille contre la mer, que seul Neptune pourrait livrer en brandissant son trident. L'image récurrente des vagues destructrices qui s'abattent sur le phare du Castillo del Morro, fièrement dressé devant la mer depuis deux siècles, est gravée dans mon esprit : l'eau de mer pénètre la ville jusque dans son cœur, recouvrant de sel les jardins du Prado, rongant les fondations des palais anciens et des édifices modernes... Une vision d'horreur qui se répète lors de chaque cyclone.

La tornade qui nous a frappés récemment, au cours de la nuit du 27 au 28 janvier derniers, emportant la vie de plusieurs personnes et faisant quelque 200 blessés, nous rappelle que l'heure est venue de comprendre que le changement climatique menace plus que jamais cette courbe élégante du Malecón, qui restera pour toujours ce beau sourire que La Havane adresse à la mer, et que nous devons protéger.

Nous avons perdu une bataille contre la mer, mais nous devons gagner la guerre contre le changement climatique. De nouvelles épreuves et de nouvelles aventures nous attendent.

En fait, vous ne vous êtes jamais lassé de travailler pour La Havane...

C'est vrai, tout m'a toujours porté vers La Havane. Je lui ai consacré tant d'années de travail et d'efforts. Je ne regrette rien ! Et s'il y avait une autre vie que celle que nous connaissons ici-bas, mon âme errerait pour l'éternité à travers La Havane. Elle a été mon plus grand amour, ma plus grande passion et mon plus grand défi. Je ne sais pas, dans le fond, pourquoi je reviens toujours mystérieusement vers elle, dans la lumière et le silence, dans la vie et dans le rêve.



Historien, essayiste et chercheur cubain, **Eusebio Leal Spengler** est à la tête du Plan directeur pour la réhabilitation et la restauration du centre historique de La Havane et occupe le poste d'historien de la ville. Parmi ses œuvres : *Patria amada* (Patrie bien-aimée), *Regresar en el tiempo* (Retour dans le temps), *La luz sobre el espejo* (Lumière sur le miroir), *Fundada esperanza* (Un espoir fondé) et *Poesía y palabra* (Poésies et paroles).

Quand l'art investit la rue



© Inkman & Nilko / Galerie Itinérance / photo : Chrixcel

Mehdi Ben Cheikh répond aux questions d'Anissa Barrak

Longtemps considéré comme un art marginal, le street art représente aujourd'hui un courant majeur qui démocratise l'accès à l'art et insuffle aux espaces urbains de nouvelles dynamiques sociales et économiques. Au cœur de l'île de Djerba, en Tunisie, une centaine d'artistes ont illuminé de quelque 250 fresques la petite ville d'Erriadh, désormais connue sous le nom de Djerbahood. Un projet prometteur qui ne cesse de se ramifier, lancé par le galeriste franco-tunisien Mehdi Ben Cheikh.

Comment est né le projet Djerbahood, et pourquoi avoir choisi Erriadh pour le déployer ?

En 2013, j'avais réalisé le projet de la Tour Paris 13 qui a rencontré une médiatisation exceptionnelle. Cette tour du 13^e arrondissement de la capitale française, condamnée à la destruction, a été démolie en avril 2014. Mais avant l'échéance, une centaine d'artistes de dix-huit nationalités étaient venus bénévolement la transformer en une œuvre d'art collective. Façades, parties communes et 36 appartements avaient ainsi été investis par les maîtres du street art. Ces œuvres, pourtant éphémères, sont désormais pérennisées sur la Toile, à la portée d'un immense public à travers le monde.

Ce succès m'a encouragé à mettre en place un autre projet que je nourrissais depuis un moment : monter un événement de street art en Tunisie, qui fasse parler du pays en termes positifs. Erriadh, sur l'île de Djerba, m'a paru le lieu idéal, avec sa luminosité, sa belle architecture traditionnelle, son aménagement urbain structuré autour d'une place centrale, son histoire, l'hospitalité légendaire de ses habitants...

Œuvre collaborative des artistes Inkman (Tunisie) et Nilko (France).

N'oublions pas que si Djerba est bien, comme on le croit, l'île des Lotophages de l'*Odyssée* d'Homère, Ulysse serait le plus célèbre de ses visiteurs !

Erriadh, autrefois appelée Hara Essaghira, se trouve à proximité de la fameuse synagogue de la Ghriba, l'une des plus anciennes au monde. Lieu de pèlerinage juif jusqu'à nos jours, elle a été construite par les exilés qui ont fui Jérusalem après la destruction du temple de Salomon par Nabuchodonosor II, en 586 AEC. Sa population était donc composée principalement de juifs et de musulmans qui y ont vécu ensemble, comme en témoignent ses cinq synagogues (dont deux sont encore en activité) et ses deux mosquées. Mais à la suite du départ massif de la population juive de l'île, dans les années 1960, la petite ville a plongé dans la torpeur, restant en marge de l'activité économique principale de l'île, le tourisme. Pourtant elle se trouve à six minutes d'un aéroport international !

“ Le street art n’est pas né de l’intention d’amener l’art aux gens, mais en réalité, c’est ce qu’il fait ”

Avez-vous rencontré des difficultés pour faire accepter le projet localement ?

J’ai obtenu rapidement une autorisation des autorités nationales pour intervenir dans l’espace public. Le pays était en période de transition après la révolution, les instances municipales avaient été dissoutes partout dans le pays et remplacées par des comités provisoires, mais à Erriadh il n’y avait même pas un comité provisoire. Le projet a donc démarré grâce à des dons privés. Avec l’appui de quelques propriétaires d’hôtels à Djerba, j’ai pu obtenir aussi une contribution financière du ministère du Tourisme.

Quant aux habitants, il a fallu bien sûr négocier avec eux, au début... Ils ne savaient pas ce qu’on allait faire des surfaces dont ils sont propriétaires. On leur a expliqué l’idée, le processus, et ce sont surtout les femmes qui ont persuadé leurs hommes de nous laisser faire. Une fois les premières œuvres réalisées, les habitants ont commencé à nous solliciter pour décorer leurs maisons.

Soudainement, Erriadh s’est réveillée. Elle est devenue une destination et un lieu de transit pour des milliers de touristes (les taxis étaient aux anges !), de nombreux restaurants et plusieurs galeries ont ouvert, le prix du mètre carré a connu une forte hausse... La vie de ses habitants a changé du tout au tout. C’est ce qui m’importe le plus.

© Wissem el Abed / Galerie Itinérance / photo : Aline Dechamps



Fresque de l’artiste tunisien
Wissem el Abed.

Vous avez fait venir une centaine d’artistes de renom. Qu’est-ce qui les a persuadés d’adhérer au projet ?

C’est un projet qui a du sens. Ce qui intéresse les artistes, c’est de créer et de partager avec le plus grand nombre. Les contrats signés avec eux portaient seulement sur les droits à l’image. Notre objectif est d’entretenir la notoriété des artistes et non pas de gagner de l’argent directement grâce à ces événements. Et tout le monde y trouve son compte : les artistes, les villes, le public...

Les artistes représentaient 34 nationalités différentes et ils ont produit 250 fresques ! Ils se sont succédé par groupes, toutes les semaines, pendant une période de trois mois. Ils étaient libres dans leur démarche créative. Bien entendu, nous étions tous conscients qu’il ne fallait pas choquer les habitants avec des images de corps nus, par exemple. Il fallait respecter la population, sa culture... Mais ça n’allait pas plus loin. Chaque artiste a interagi avec le lieu selon sa propre inspiration.

Depuis cette expérience, la place de l’artiste a gagné en considération à Djerba. Les habitants ont compris non seulement l’intérêt que cet art représentait pour eux sur le plan économique, mais aussi l’essence de la démarche artistique. Ils ont rencontré les artistes, ils ont tissé des liens étroits avec eux. L’artiste n’est plus perçu comme le fou du village, le marginal, mais comme quelqu’un de doué qui crée un univers imaginaire structuré et qui, en même temps, peut contribuer concrètement à l’amélioration de la vie au quotidien.

Certains ont tendance à penser que le street art ne peut réussir que dans un pays où il existe déjà une dynamique culturelle et artistique, autrement dit en Occident. Djerbahood a prouvé le contraire. Il montre que tout ne se fait pas ailleurs. Que n’importe quel endroit au monde peut devenir, à un certain moment, la capitale du street art, même s’il est situé au fin fond d’une île.



Comment se portent les œuvres de Djerbahood depuis 2014 ?

Il en reste très peu... Le grand écart de températures entre l'hiver et l'été, l'humidité, la chaux dont les murs sont badigeonnés, tout cela nuit à la conservation des œuvres.

Dans le nouveau projet que je lance à Paris en avril 2019, nous utiliserons des matériaux résistants (vernis marin) et la restauration est prévue dans le cahier des charges de la ville. C'est dans cet esprit que je voudrais pérenniser le projet de Djerbahood qui entre cette année dans sa deuxième phase. Mon objectif est de faire de Djerba un immense labo du street art, comme Ibiza, en Espagne, est l'île de la création musicale et de l'électro.

Comment peut-on définir le street art ?

Le street art est une appropriation de l'espace urbain par le biais d'une démarche artistique, quelle que soit sa nature. Il comprend autant de styles et d'univers que d'artistes... Ça va du graffiti à la figuration gestuelle ou chromatique, de l'installation son et lumière à la performance physique...

Les artistes jouent avec l'infrastructure urbaine, avec l'architecture, avec la lumière et les ombres. Les graffitis peuvent avoir une hauteur de soixante-dix centimètres ou d'autant de mètres ! Peu importe le médium emprunté, l'essentiel est d'investir la rue.

Ce genre d'expression artistique a toujours existé, je dirais depuis la grotte de Lascaux, qui date du Paléolithique. Mais c'est aujourd'hui qu'il est en plein essor, notamment en Amérique latine, aux États-Unis, en Europe et dans le monde arabe. El Seed, Shoof ou KOOM, pour ne citer que ces artistes d'origine tunisienne, ont désormais acquis une notoriété internationale et témoignent du dynamisme exceptionnel de cette forme d'art qui veut bâtir des ponts entre les peuples.

El Seed, par exemple, qui a transformé le visage de Kairouan, site tunisien du patrimoine mondial, peint ses *calligraphitis* dans le monde entier : Afrique du Sud, Canada, Corée du Sud, Dubaï, Égypte, États-Unis, France... Hosni Hertelli, dont le pseudonyme Shoof signifie « regarde » en arabe, a lui aussi ressuscité la calligraphie traditionnelle à sa manière : par la peinture, sur les anciennes façades tunisiennes, mais aussi par la musique et la lumière. Son spectacle *White Spirit* a séduit des milliers de spectateurs en Australie et en France. Musicien et calligraphe, Mohamed Koumenji (KOOM) relie ces deux arts dans ses œuvres plastiques et lumineuses, tout en s'inspirant de la tradition soufie et en y intégrant des technologies modernes. Il a notamment fait preuve de grand talent dans sa création multidisciplinaire intitulée *On the roads of arabia*, coorganisée par la galerie Itinerrance en novembre 2018 au Louvre d'Abu Dhabi.

Amener l'art aux gens plutôt que de le cantonner dans des lieux qui lui sont réservés : est-ce là que réside l'intérêt du street art ?

Le street art n'est pas né de l'intention d'amener l'art aux gens, mais en réalité, c'est ce qu'il fait. Comme il se pratique dans l'espace public, il s'offre gratuitement aux gens, au tournant d'une rue... C'est le mouvement artistique le plus démocratique qui soit, mais aussi le plus en adéquation avec son temps : relayé sur la toile au moyen de photos et de vidéos réalisées généralement par les artistes eux-mêmes, sa notoriété repose sur la reconnaissance du plus grand nombre à travers les médias sociaux. Une fois l'artiste reconnu, il peut choisir d'exposer dans des galeries, qui font le lien entre les œuvres de la rue et celles qui sont proposées dans les lieux dédiés plus spécifiquement à l'art.

C'est donc tout un système parallèle à l'art contemporain qui se met en place. Je vous ai mentionné le projet lancé à Paris en avril 2019. Il s'agit du boulevard Vincent Auriol où nous sommes en train de créer un véritable musée d'un nouveau type. Tout y est réfléchi, l'éclairage par projecteurs ravitaillé en énergie solaire, la sono, la pérennité des œuvres... Le street art ne court pas derrière les musées pour s'exposer, il s'amuse avec la ville, il se crée sous le regard du public, il échange avec la population urbaine, il est accessible gratuitement...

Et tout un chacun peut devenir street artiste ! Mais en l'absence de galeristes ou de conservateurs de musée, cet art ne risque-t-il pas d'altérer des sites appartenant au patrimoine culturel ? Des coupoles ont été peintes récemment à Kairouan.

On peut effectivement s'interroger sur la valeur esthétique de certaines œuvres qui surgissent dans l'espace public. Mais on peut aussi se dire qu'au lieu de coupoles blanches, certains de nos mausolées ont maintenant des coupoles hautes en couleur ! Même si c'est plus ou moins bien fait, je pense qu'on finira, dans quelques années, par obtenir des résultats intéressants : le street art est un art qui se renouvelle en permanence.

Il ne faut pas craindre l'art. Il arrive qu'on veuille faire passer certaines créations pour de l'art, alors qu'elles ne méritent pas ce nom, car elles se mettent au service d'idéologies abominables. Mais ce sont des exceptions extrêmement rares. L'art n'a jamais constitué une menace pour personne, bien au contraire. Il est la meilleure arme contre l'obscurantisme, j'en suis convaincu.



Enseignant en arts plastiques, le Franco-Tunisien **Mehdi Ben Cheikh** a fondé la galerie Itinerrance (<http://itinerrance.fr/>) à Paris, il y a une quinzaine d'années. Il monte des projets de street art associant des artistes du monde entier. Il a publié deux ouvrages issus des deux grands projets de street art qu'il a réalisés respectivement à Paris et à Erriadh : *L'événement street art Tour Paris 13* (2013) et *Djerbahood, le musée de street art à ciel ouvert* (2014).

La ville, un cirque sous un chapiteau étoilé

Thomas B. Reverdy

L'écrivain Thomas B. Reverdy a quasiment toujours choisi l'espace urbain comme cadre de ses romans. Obsédé par « l'insoutenable présence de l'absence » dans nos villes déshumanisées, il imagine l'éclosion de minuscules résistances.

« Ce sont des villes ! » Le mot, célèbre, est de Rimbaud. C'est la phrase qui ouvre une des *Illuminations*, dans laquelle le poète décrit non une ville mais un chapiteau de cirque, ses machines et ses habitants-acrobates, les espaces, les numéros, les parcours et les bruits nombreux qui le peuplent, chaotiques, aveugles les uns des autres, et cependant réglés comme du papier à musique. Vers 1872, trois ans après la publication posthume du *Spleen de Paris*, de Baudelaire, la ville était donc devenue une image. On pouvait en faire une métaphore, et cette métaphore ne disait pas ce qu'est une ville, mais ce qu'elle évoque. Non la production, le commerce, mais déjà les déplacements, l'anonymat, les métiers qui se perdent et la pauvreté qui se voit, soudain, dans les fissures de la richesse apparente. Depuis l'île de Thomas More, la plupart des utopies sont urbaines. Les dystopies le sont toutes. La ville est un imaginaire. Un spectacle. Un cirque.

Lieux de déplacement

J'ai presque toujours placé le cadre de mes intrigues en ville. Je devrais dire que je l'ai déplacé en ville. Les villes permettent d'être partout, à la fois chez soi et étranger, et ce déplacement est fondamental. C'est le pas de côté, la vision oblique, c'est l'interstice dans le réel, le décalage qui crée soudain de l'espace pour le déploiement d'une fiction.

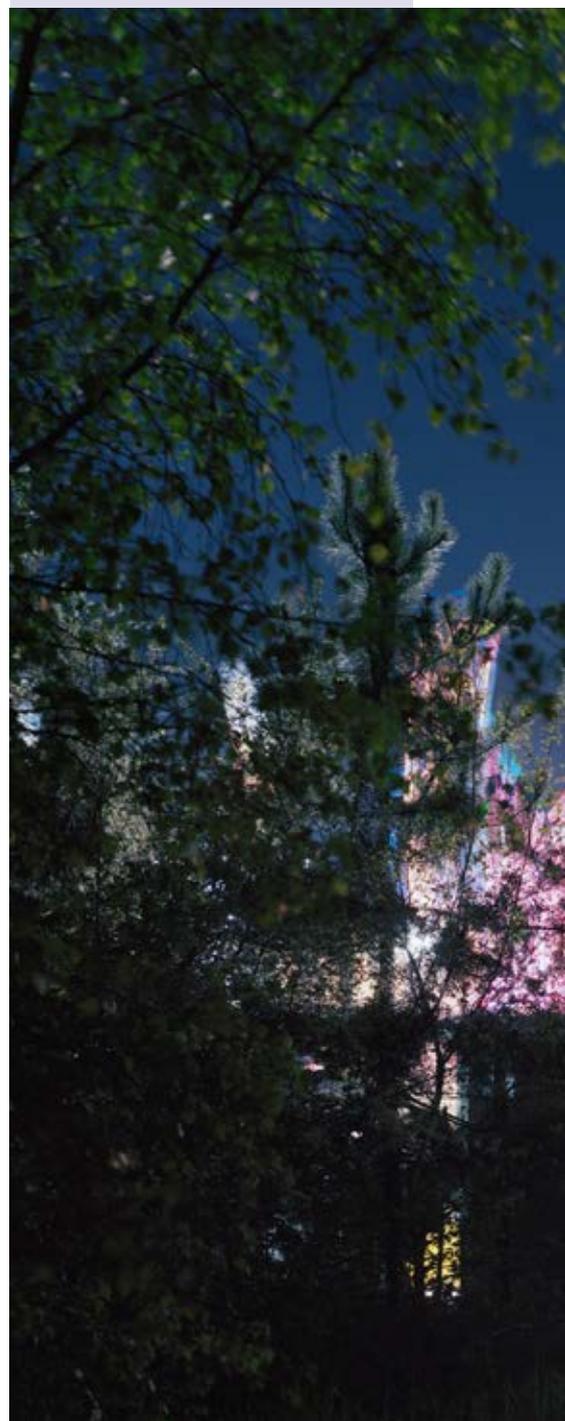
Lorsque, dès mon deuxième roman, je déplaçai donc une partie de mon intrigue à Brooklyn, en face de Manhattan, j'obéissais à cette nécessité d'éloigner mon sujet. Je l'éloignais doublement : à New York d'abord, que je connaissais bien pour y aller fréquemment, mais où je n'habitais pas ; et puis à Brooklyn, qui n'est pas le New York qu'on imagine, depuis la France. Ce décentrement a certainement été fondamental pour moi, il m'a fait basculer peu à peu du côté du roman – avant cela, mon premier récit était très autobiographique.

Mais ce décentrement a eu un effet inattendu : il m'a imposé un espace. Alors que je m'éloignais exprès de territoires plus familiers, il me fallait soudain redoubler de documentation, de vérifications de détails, d'effets de réel, d'images. Je découvrais, au cœur de la fiction, au cœur de sa fabrique, une intrication complexe du réel et des mots : j'avais besoin d'un déplacement que m'offrait la ville étrangère, mais aussitôt l'histoire située, j'avais besoin de réalité pour la nourrir. Non de réalité brute, sinon je serais demeuré à Paris, chez moi, mais de réalité médiatisée, d'images, de symboles, de fragments, de mots. À partir de souvenirs, mais aussi de témoignages, de photos, de récits, de romans et de films, de cartes, je devais recomposer un espace, le rendre « réel », redonner à cette ville sa vie de cirque.

Aveugles les uns des autres

J'ai la plus grande admiration pour les écrivains dont l'imaginaire se déploie dans les grands espaces naturels, à l'instar de Cormac McCarthy, mais j'avais d'autres raisons, quant à moi, de leur préférer l'espace de la ville pour déplacer mes romans. C'est que j'avais aussi dans l'idée qu'une fiction moderne doit rendre compte de nos parcours aveugles et de notre anonymat. Aujourd'hui à Paris, j'habite dans un immeuble où les gens se saluent en baissant la tête lorsqu'ils se croisent dans l'ascenseur.

Univers éphémère des fêtes foraines vu par l'artiste français Cyrille Weiner. Sans titre n°9 de la série Jour de fêtes, 2016.



Dans le métro, la plupart du temps, ils osent à peine se regarder en face. Il est rare de pouvoir effectuer tout un trajet dans la ville sans croiser au moins une personne qui parle toute seule de façon inquiétante, un ou deux mendiants, un individu visiblement sociopathe et peut-être psychotique, et à certaines stations un drogué au bout du quai en train de fumer du crack. Parfois, quelqu'un qu'on a déjà vu. Une personne qu'on a peut-être croisée dans le quartier ou dans le métro à la même heure. On ne saura pourtant jamais comment elle s'appelle, ni ce qu'elle fait dans la vie, ou pourquoi elle a l'air heureuse ce jour-là. Ce mendiant qui parle haut et choisit ses mots, avec son léger accent étranger, d'où vient-il et comment s'est-il retrouvé là ? Ces jeunes gens qui ont l'air déguisés vont-ils à une fête ? À un concert ? Que font-ils comme études ? Qui rêvent-ils de devenir et vont-ils y arriver ? Ce sont les fictions modernes.

Nous sommes un peuple d'anonymes, avançant dans nos vies minuscules en aveugles les uns des autres. Nos existences chronométrées par les horaires des trains de banlieue résistent encore un peu, au fond de nos cœurs, à la ville-machine, mais il faut bien avouer qu'une simple rencontre est devenue un miracle. On ne peut plus écrire les vies de Julien Sorel, Frédéric Moreau ou Bel-Ami¹ aujourd'hui.

Il y a eu les attentats, aussi. C'est à cause de cela peut-être. Le 11 Septembre². Tous les noms gravés depuis dans la pierre noire, pour rendre un nom aux anonymes. Les héros d'aujourd'hui sont des anonymes.

1. Noms de protagonistes de romans français : Julien Sorel, *Le Rouge et le Noir* (1830) de Stendhal; Frédéric Moreau, *L'Éducation sentimentale* (1869) de Gustave Flaubert; Bel-Ami est le surnom du personnage principal du roman homonyme (1885) de Guy de Maupassant.

2. Référence aux attentats du 11 septembre 2001 qui ont visé des bâtiments symboliques des États-Unis.

“ Les villes permettent d'être partout, à la fois chez soi et étranger ”





Fragile, comme une mémoire humaine

Je suis revenu à New York, en 2008, pour écrire *L'Envers du monde*. L'action se situe dans le cratère de Ground Zero, en 2003. Un meurtre raciste est commis, du moins suppose-t-on qu'il est raciste. On suit les personnages qui gravitent autour de cette histoire comme autour d'un centre vide, d'une absence incompréhensible, et c'est l'ombre des tours jumelles évidemment qui plane. La ville ici offre une autre de ses caractéristiques, qu'on pourrait appeler sa géologie : la ville est constituée de strates. Dans son usage elle les oublie, mais les lieux en portent les traces. La ville inscrit l'Histoire dans notre quotidien. 2003, c'était le moment où les États-Unis passaient de la guerre punitive en Afghanistan à la guerre préventive en Iraq. C'était aussi l'année où fut voté le magnifique projet de Daniel Libeskind. Le cratère de Ground Zero, historique et symbolique, où les tours du World Trade Center s'étaient retournées dans la terre comme un gant, ce lieu chargé de significations devenait un lieu étrange et transitoire : il n'était plus l'esplanade des Twin Towers et il n'était pas encore celle de la Freedom Tower. Un lieu de mémoire fragile comme une mémoire humaine. Il m'a semblé que c'était le travail de l'art aujourd'hui, de fixer ce genre de lieu qui est aussi un moment. Le travail de Libeskind, admirable d'intelligence, dit cela aussi à sa manière en creusant, à l'emplacement des tours disparues, ces puits d'ombre sans fin qui impriment, dans l'espace, la place absente des tours.

Car c'est cela le deuil, comme le souvenir, comme la ruine, et la matière maudite de l'écrivain, ou de n'importe quel artiste, c'est exactement cela : l'insoutenable présence de l'absence.

Je me suis mis à la traquer. Au Japon, dans l'après-Fukushima³, où j'ai vécu pour écrire *Les Évaporés*, dans lequel un disparu volontaire croise la route des damnés déracinés par la catastrophe. Je l'ai traquée à Detroit, Michigan, où une métropole entière était en train de sombrer dans la faillite, les deux tiers de ses habitants envolés, emportés par les crises économiques et la crise financière de 2008. Detroit la ville-machine, la ville de Ford et de General Motors, la Metropolis⁴ du rêve américain qui dévorait ses enfants. Detroit qui s'asphyxiait sans habitant, la première ville de cette taille à connaître ça, « comme le canari dans la mine de charbon », prévenaient ceux qui accusaient l'irresponsabilité des banques et des milieux d'affaires. Detroit, dont les ruines, comme d'une autre civilisation lointaine, des usines, des supermarchés, des écoles ou des théâtres, envahis par la végétation, ressemblaient à une sorte de Planète des singes⁵ tragique.

3. Référence à l'accident nucléaire catastrophique de Fukushima (Japon), en mars 2011.

4. *Metropolis* est un film de science-fiction de Fritz Lang, réalisateur austro-allemand, naturalisé américain. Réalisé en 1927, il a été inscrit au registre Mémoire du monde de l'UNESCO. Une vision dystopique de la ville du XXI^e siècle.

5. *La Planète des singes* est un roman de science-fiction (1963) de l'écrivain français Pierre Boulle, qui a inspiré le film homonyme du réalisateur américain Tim Burton, en 2001, ainsi qu'une série de films produits par la société américaine 20th Century Fox.

Le rêve angoissant et prophétique d'une planète débarrassée de nous.

Je ne suis pas allé à Detroit pendant l'écriture du roman. Il y avait d'innombrables photos, des récits de journalistes du *Detroit Free Press* comme Charlie LeDuff, et d'autres. Se renseigner, savoir ce qui se passait, où situer les choses, n'était pas un problème. Au contraire, Detroit était documenté jusqu'à la saturation. Le problème, c'était d'en sortir.

Résister au charme du joueur de flûte

Une de mes idées, c'était l'analogie de cette crise de l'automobile avec le conte médiéval allemand du joueur de flûte de Hamelin : un village en proie à la peste fait appel à un joueur de flûte enchantée qui emporte les rats loin du village et les noie dans la rivière. Mais quand il revient, on refuse de le payer : on n'avait pas l'argent. Impitoyable, le joueur de flûte enchantée charme alors tous les enfants du village et les emmène avec lui. Il les noie dans la rivière. Au début du XX^e siècle, le joueur de flûte du capitalisme industriel avait attiré à Detroit tous les travailleurs pauvres du sud rural des États-Unis, notamment des Noirs, avec la promesse d'un avenir radieux. À cette époque, le joueur de flûte vendait des maisons et des voitures à crédit.



© Silvana Reggiardo

Photomontage panoramique de la série *Les présences désagrégées, Paris 1998-2000*, de l'artiste italienne Silvana Reggiardo.

Mais quand les gens n'ont pas voulu payer le tribut, quand ils se sont rebellés lors des émeutes de 1967, le joueur de flûte s'est vexé. Il est parti avec le travail, en Chine, et à Detroit les gens sont retombés peu à peu dans la misère. Malgré sa cruauté, ce conte appelait un imaginaire enfantin. Une des histoires que le roman raconte, c'est donc la fugue d'un groupe d'enfants qui profitent de la désorganisation des transports et des écoles, en ville, pour vivre une sorte d'aventure, dans un terrain vague, une école abandonnée. Quelque chose qui tenait un peu de l'île au trésor⁶. Mais j'avais un problème avec le réel. Mon histoire s'inscrivait entre deux faillites : celle de Lehman Brothers, le 15 septembre 2008, et celle de General Motors⁷, le 1^{er} juin 2009. C'étaient des bornes historiques et objectives. Cependant, les gamins ne pouvaient pas survivre tout ce temps. Je commençais à les suivre à la veille de la Toussaint, pendant la Devil's Night⁸ : ils brûlaient une maison abandonnée. Quelques jours plus tard, ils fuguent.

6. *L'île au trésor* (1883) est un roman d'aventures de l'écrivain écossais Robert Louis Stevenson.

7. Lehman Brothers était une banque d'investissement multinationale qui a fait faillite après 158 ans d'existence. General Motors est un constructeur automobile américain, qui a été placé sous la protection de la loi américaine sur les faillites le 1^{er} juin 2009.

8. Devil's Night, 30 octobre, est la nuit qui précède la fête d'Halloween.

“ Au début du XX^e siècle, le joueur de flûte du capitalisme industriel avait attiré à Detroit tous les travailleurs pauvres du sud rural des États-Unis, notamment des Noirs, avec la promesse d'un avenir radieux ”

On est début novembre. Je finis par décider qu'ils peuvent tenir jusqu'à Noël. C'est un maximum raisonnable. Mais cela m'oblige à tordre toute la réalité.

Dans le roman, GM n'est plus GM, elle devient « l'Entreprise ». La chronologie est bouleversée. Je fais tenir toute ma documentation en deux mois. Et soudain, tout s'éclaire. La logique de la fiction s'impose au réel. Si mon histoire de dystopie, de faillite et de jungle urbaine court jusqu'à Noël, alors je rentre dans l'hiver. Il fait froid, à Detroit, l'hiver. Et soudain, cette ville dont j'avais vu mille images devient un peu plus qu'un décor. Elle s'anime de manière organique. J'observe mentalement la neige tomber sur les pelouses, amortir les bruits de pas. Je vois le vent s'engouffrer dans les fenêtres vides des immeubles vacants, siffler en tournant dans les maisons à l'abandon. Je peux sentir le froid au goût de métal s'insinuer dans les vêtements humides que plus rien ne parvient à réchauffer. Je vois s'éteindre les halos de l'éclairage public, remplacés par le scintillement mystérieux de la neige sous la lune argentée. Et ce Detroit de fantasmagorie, de fiction, n'est pas plus réel que le vrai – dans le vrai Detroit, à cette époque, des gens mouraient tous les jours. Mais il devient communicable, représentable. Dans la ville-machine, on peut de nouveau imaginer des destinées humaines. De minuscules résistances. Si l'histoire court jusqu'à Noël, c'est que c'est un conte, qui n'est pas obligé d'être cruel. Les gamins vont peut-être s'en sortir.

Et la ville redevenir un cirque, où se jouent des destins d'acrobates anonymes, sans filet, glissant de trapèze en trapèze, se frôlant sans se voir, se rattrapant au vol, dans l'espoir d'un repos, d'une rencontre, comme un miracle à hauteur d'homme, sous le chapiteau étoilé.



Écrivain français, **Thomas B. Reverdy** a notamment été récompensé pour ses romans *Les Derniers Feux* (2008), *L'Envers du monde* (2010), *Les Évaporés* (2013), *Il était une ville* (2015) et *L'Hiver du mécontentement* (2018).

Noms cités

- Baudelaire, Charles (1821-1867), poète français
- LeDuff, Charlie (1966), journaliste américain
- Libeskind, Daniel (1946), architecte américain
- McCarthy, Cormac (1933), écrivain américain
- More, Thomas (1478-1535), philosophe, théologien, juriste et homme politique anglais, auteur de *Utopia*
- Rimbaud, Arthur (1854-1891), poète français



Faire revivre l'esprit de Mossoul

En février 2018, lors de la Conférence internationale sur la reconstruction de l'Iraq, à Koweït, l'UNESCO lançait l'initiative « Faire revivre l'esprit de Mossoul », rassemblant sous son égide la communauté internationale en vue de participer à la reconstruction de cette ville, décimée par la guerre, les pillages et les destructions. Cette reconstruction doit s'inscrire dans l'histoire de la ville, une histoire plurielle, au croisement des cultures et des religions du Moyen-Orient.

Entre les mains de Daech, Mossoul a vu son patrimoine saccagé, son identité meurtrie : destruction de lieux de culte (mosquées, églises), du sanctuaire de Nabi Younès, de statues et fresques assyriennes et parthes du musée de Mossoul, incendie volontaire de la bibliothèque de la ville (dont plusieurs milliers d'ouvrages anciens), trafic d'antiquités.

L'occupation par Daech a entièrement dévasté le système éducatif iraquien, du préprimaire à l'enseignement supérieur. Le remplacement de matières comme l'histoire ou les arts par des contenus incitant à la haine a conduit la grande majorité des familles à retirer leurs enfants de l'école. Ceux qui sont restés ont été soumis à un endoctrinement systématique, notamment par les enseignants, contraints de relayer l'idéologie extrémiste de Daech.

Au regard de ce constat, il y a non seulement un patrimoine culturel, mais également une dignité et une mémoire à restaurer. L'UNESCO a donc voulu mobiliser la communauté internationale pour proposer une initiative à la fois patrimoniale, culturelle et éducative.

Elle se déploie, en collaboration avec le gouvernement iraquien, selon ces trois axes en associant de multiples acteurs : pays voisins, organisations internationales, Union européenne. Elle vise à rendre à Mossoul un horizon, un souffle.

Au-delà de la restauration des monuments et de la réhabilitation du tissu urbain historique de Mossoul, un projet de reconstruction de maisons dans la vieille ville (Mossoul et Basra) et de formation de professionnels du patrimoine culturel va être mis en œuvre avec le soutien de l'Union européenne. Il se fonde sur une approche participative misant sur le développement des compétences et la création d'emplois, afin de favoriser la cohésion sociale et la réconciliation des communautés.



© Zaïd AL-OBEDI / AFP



Dans cette même perspective, l'inventaire des sites religieux endommagés par Daech a donné lieu à une publication qui servira de support à des ateliers de dialogue interreligieux, permettant de recréer des liens entre les communautés. Un plan urgent de sauvegarde du patrimoine immatériel en danger et de création d'« espaces mobiles culturels » pour les personnes déplacées et les communautés hôtes est en préparation.

Dans le même temps, le gouvernement iraquien a fait appel à l'UNESCO pour l'élaboration d'une stratégie nationale en matière d'éducation pour la période 2020-2030 afin de reconstruire les fondations d'un système éducatif qui réponde aux besoins de sa population. En parallèle, des projets éducatifs sont mis en œuvre dans la perspective de prévenir la résurgence des phénomènes extrémistes et de recréer les conditions du vivre ensemble.

Le violoncelliste iraquien Karim Wasfi se produit avec un orchestre dans la vieille ville de Mossoul ravagée par la guerre, le 10 novembre 2018.



Deux projets viseront à ce que les écoles primaires de la vieille ville de Mossoul soient des lieux sûrs où les élèves peuvent s'épanouir, apprendre et interagir avec les autres dans le respect, contribuant ainsi à la tolérance et à la coexistence pacifique sur le long terme.

Ces projets, soutenus par le Japon et les Pays-Bas, reposent sur une approche holistique en intégrant les enfants, mais aussi les enseignants, les communautés, les parents et les personnels éducatifs dans la prévention de l'extrémisme violent. Le relèvement de l'enseignement supérieur sera aussi une action clé de la reconstruction du pays et de son système productif. Au-delà d'une démarche simplement économique, il s'agit de permettre à des institutions telles que la bibliothèque universitaire de Mossoul de redevenir les épacentres culturels et intellectuels qu'elles étaient.

Ces différents projets poursuivent la même logique: protéger, reconstruire et éduquer. Car face à la violence de l'extrémisme et sa destructivité, la culture et l'éducation sont les seules réponses de long terme. Cette démarche répond à la vision du gouvernement iraquien, car c'est à lui qu'il revient de porter cette initiative localement tandis que l'UNESCO poursuit son rôle de coordination.

Stefania Giannini et Ernesto Ottone Ramirez, Sous-Directeurs généraux pour l'éducation et pour la culture de l'UNESCO.

Apprendre en ville

Fondé sur le partage d'idées et de solutions entre villes, le Réseau mondial UNESCO des villes apprenantes (GNLC) poursuit un double objectif: garantir une éducation de qualité, sans exclusion et équitable par des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous, et faire des villes des espaces ouverts à tous, sûrs, résilients et durables.

Tous les deux ans, une Conférence internationale sur les villes apprenantes offre une plateforme de dialogue sur les politiques et d'échange de bonnes pratiques. À cette occasion, les récompenses UNESCO de la ville apprenante sont décernées. Cette année, lors de la quatrième Conférence internationale sur les villes apprenantes, à Medellín (Colombie), dix villes sont récompensées pour leur engagement exemplaire: Assouan (Égypte), Chengdu (RP de Chine), Hétraklion (Grèce), Ibadan (Nigéria), Medellín (Colombie), Melitopol (Ukraine), Petaling Jaya (Malaisie), Santiago (Mexique), Seodaemun-gu (République de Corée), et Sønderborg (Danemark).

Pour ne prendre que quelques exemples: Chengdu a associé l'apprentissage à des itinéraires thématiques de promenades en ville; Medellín a fait réintégrer dans le système éducatif plus de 4500 « décrocheurs scolaires » en se consacrant à chacun individuellement; Petaling Jaya a fourni des services gratuits de transport en bus pour quatre itinéraires de la ville: ces bus agissent également comme diffuseurs d'information à travers les écrans placés à leur bord. Autant d'exemples qui montrent que la volonté et les bonnes idées ne manquent pas dans le Réseau des villes apprenantes!

La culture: l'ADN des villes

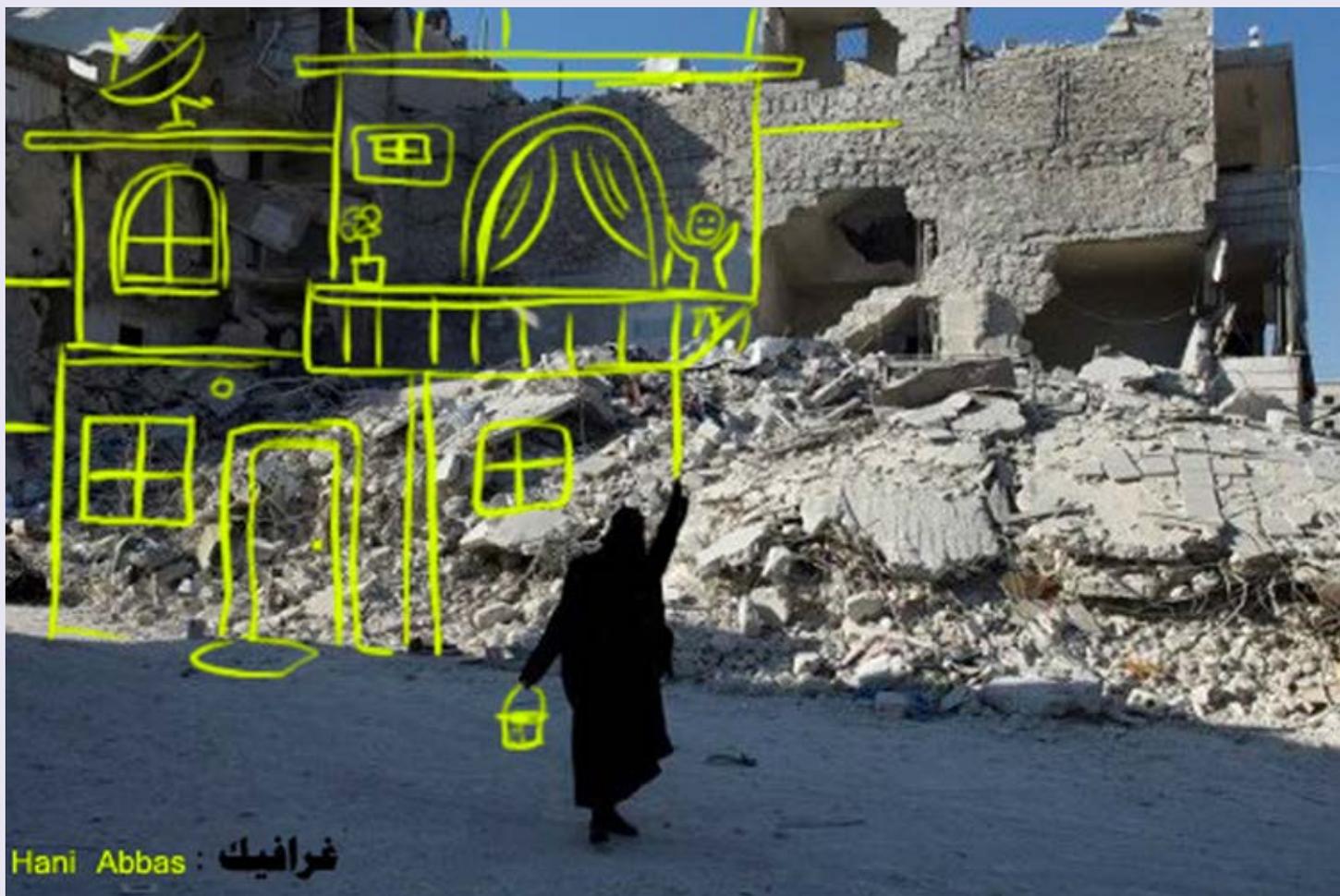
Artisanat et arts populaires, arts numériques, design, film, gastronomie, littérature, musique. Ce sont les clés qui ouvrent les portes des villes créatives de l'UNESCO.

Réunies depuis 2004 dans un réseau qui ne cesse de s'élargir, ces villes s'appuient sur la créativité et les industries culturelles considérées comme des facteurs stratégiques de développement durable sur les plans économique, social, culturel et environnemental. À l'heure actuelle, le réseau comprend 180 villes membres, situées dans 72 pays. Il constitue une plateforme d'action pour la mise en œuvre, à l'échelle de la ville, du Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'ONU.

En effet, parmi les dix-sept objectifs du Programme 2030, le onzième – « faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables » – affirme le rôle essentiel de la culture en milieu urbain. C'est pourquoi l'UNESCO a lancé en 2015 une initiative internationale qui s'est traduite notamment par le *Rapport mondial de l'UNESCO sur la culture pour le développement urbain durable* (2016). Il dresse un état des lieux mondial de la sauvegarde, la conservation et la gestion du patrimoine urbain, ainsi que de la promotion des industries culturelles et créatives.

La culture est l'ADN des villes, comme l'a définie l'écrivain britannique Charles Landry, qui a popularisé le concept de villes créatives depuis les années 1980: « Elle dit qui nous sommes, où nous sommes, d'où nous venons et où nous allons. »

Alep : un premier pas vers la guérison



© Hani Abbas (Palestine/Syrie) / Cartooning for peace

Hani Abbas : **غرافيك**

Challenge of mass (*Défi de masse*),
Alep, Syrie, 2013, œuvre issue du fonds
Cartooning for Peace, réseau international
de dessinateurs de presse engagés,
soutenu par l'UNESCO.

Le conflit syrien a causé des pertes énormes en vies humaines et des dommages considérables aux villes et aux infrastructures, ravageant la vie économique et sociale du peuple syrien, ainsi que son patrimoine culturel. Jadis saluée comme un exemple de bonne pratique en matière de conservation urbaine, l'ancienne ville d'Alep, inscrite au Patrimoine mondial de l'UNESCO en 1986, figure depuis 2013 sur la Liste du patrimoine mondial en péril. Elle a été lourdement impactée et réduite à un champ de ruines à bien des endroits.

Plus de cinq cents biens endommagés – de la Citadelle d'Alep aux marchés, en passant par les musées, lieux de culte, et autres édifices historiques – ont été récemment recensés dans une étude* menée par l'UNESCO et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR).

Il s'agit du premier état des lieux exhaustif des dégâts matériels et des pertes mémorielles subis entre 2013 et 2017 par cette ville, qui a connu un essor formidable au début du deuxième millénaire avant notre ère. Elle était alors la capitale du royaume amorrite de Yamkhad, considérée comme « le siège du dieu de la tempête Halab », rappellent les auteurs de l'introduction de l'ouvrage, l'architecte syrienne originaire d'Alep, Ruba Kasmou, et le géographe français Jean-Claude David.

Une vingtaine d'experts du patrimoine culturel, historiens, archéologues, architectes et analystes d'imagerie satellitaire ont participé à ce projet, qui a démarré dès que les obus se sont tus à Alep, en décembre 2016.



“ Les dégâts ne concernent pas que les pierres. C’est l’âme de la ville qui a été meurtrie ”

Illustrée de photos de la ville et de ses bâtiments avant et après le début du conflit, et dotée de codes QR permettant d’accéder à des images satellites et à de la documentation 3D, l’étude offre une solide base technique pour planifier la restauration et la réhabilitation d’Alep. Elle révèle que plus de 10 % des monuments historiques d’Alep ont été détruits et que plus de la moitié des édifices évalués présentent des dommages de type modéré à très grave.

Mais les dégâts ne concernent pas que les pierres. C’est l’âme de la ville qui a été meurtrie. La réhabilitation mémorielle est aussi importante, sinon plus, que la reconstruction des édifices. La Grande mosquée, par exemple, un joyau de la culture seldjoukide était unique non seulement par son minaret et sa décoration exceptionnelle, mais aussi par son rôle social. Lieu de culte, elle constituait un élément fondamental de la culture syrienne. Cela faisait neuf cents ans que des générations et des générations de Syriens s’y réunissaient. Sa destruction frappe l’essence même de la communauté.

Les habitants d’Alep sont les gardiens de l’histoire et de la mémoire de leur ville. C’est à eux qu’il reviendra de ranimer sa vie culturelle, sociale et économique. C’est à eux, aussi, que les auteurs ont dédié cet ouvrage, appelé à les aider à surmonter les traumatismes de la guerre.

**Chantal Connaughton (Royaume-Uni),
écrivaine, rédactrice et spécialiste
dans le domaine de la communication.**

* *Five Years of Conflict: The State of Cultural Heritage in the Ancient City of Aleppo* (Cinq ans de conflit: l’état du patrimoine culturel dans l’ancienne ville d’Alep), publié par l’UNESCO et l’Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR). Étude conçue en partenariat avec la Direction générale des antiquités et des musées de Syrie (DGAM) et l’organisme britannique EAMENA (Archéologie en danger au Moyen-Orient et en Afrique du Nord). Financée par le ministère des Affaires étrangères norvégien et le Fonds d’urgence de l’UNESCO pour le patrimoine. 143 pages. Décembre 2018.

Villes accueillantes

13 novembre 2015. La capitale française est en proie à une série d’attentats-suicides, les plus meurtriers que le pays ait connus au cours de son histoire récente, suscitant l’émoi partout dans le monde. Pendant ce temps, loin de l’agitation parisienne, six caméras suivent de près la vie quotidienne d’un père et de sa petite fille à Bologne, en Italie; d’une famille à Séville, en Espagne; d’un couple amoureux à Riga, en Lettonie; d’un jeune homme esseulé à Hambourg, en Allemagne; d’un adolescent déterminé, à Toulouse, en France; d’un couple qui se forme à Loures, au Portugal. Ces gens dispersés aux quatre coins de l’Europe n’ont rien en commun, si ce n’est qu’ils sont tous des migrants. Une catégorie qui paiera le prix fort du renforcement de la sécurité et des contrôles des frontières, à la suite des attentats de Paris.

Leur destin est raconté dans *13.11*, une série web de six films de fiction produite en 2017 par EleNfant Film. Objectif: montrer le visage humain de la migration. Et ne pas oublier que chaque minute, vingt personnes sont déplacées de chez elles, dans le monde d’aujourd’hui.

C’est la ville de Bologne qui a porté ce projet. Elle joue le rôle de chef de file de la Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR), lancée à l’issue de la quatrième Conférence européenne des villes pour les droits de l’homme, en 2004.

La même année, l’UNESCO a créé un vaste réseau mondial de villes réunies autour de la lutte contre le racisme, la discrimination, la xénophobie et l’exclusion dans les espaces urbains. Sous le nom de Coalition internationale des villes inclusives et durables (ICCAR), il regroupe les entités régionales créées pour l’Europe (2004), l’Afrique (2006), l’Amérique latine et les Caraïbes (2006), l’Asie et le Pacifique (2007), le Canada (2007), les États arabes (2008) et l’Amérique du Nord (2013).

La mobilisation des villes en faveur d’une culture de solidarité et de coopération passe par diverses voies, y compris les réunions régulières des maires, les conférences internationales et les publications. En mai 2016, par exemple, l’UNESCO et la Fondation de son Ambassadrice de bonne volonté Marianna V. Vardinoyannis ont lancé l’initiative Villes accueillantes pour les réfugiés. Menée en partenariat avec l’ECCAR, cette dernière a notamment donné lieu à une publication du même nom, parue en 2016 (en anglais), qui offre pour la première fois une cartographie et une analyse détaillées des questions urbaines et migratoires, essentiellement en Europe. Elle passe en revue les points de vue des réseaux internationaux sur les villes et la migration, dégageant une série de principes, de lignes directrices et d’actions communes à mener en matière de gouvernance urbaine.

Pour des villes intelligentes

Sécurité des ressources en eau, assainissement, violences urbaines, inégalités, discrimination, pollution, chômage... L’urbanisation du monde crée des défis hors du commun que les villes sont les premières à devoir relever, car elles abritent la moitié de la population mondiale, et sont appelées à en abriter deux tiers d’ici à 2050. La notion de ville intelligente, née au début des années 2000, cherche à donner des réponses à ces défis, en combinant les nouvelles technologies aux idéaux humanistes. Grâce à des systèmes urbains innovants, les villes intelligentes visent à renforcer le développement socioéconomique tout en améliorant la qualité de vie.

D’immenses perspectives s’ouvrent avec les villes intelligentes. Mais pour être efficace, cette intelligence doit adopter une approche humaniste, et ne laisser personne de côté. C’est le message clé de la nouvelle publication *Villes intelligentes: choix de société pour 2030* coéditée par l’UNESCO et l’Observatoire Netexplo, et présentée lors du douzième Forum annuel Netexplo, du 17 au 19 avril 2019, au siège de l’UNESCO à Paris.

Pour sonder la contribution des villes intelligentes à une croissance durable, l’UNESCO et la World Technopolis Association (WTA) ont organisé conjointement, en octobre 2018, dans la Ville nouvelle de Binh Duong, au Viet Nam, le 15^e Salon des hautes technologies de la WTA et le Forum mondial de l’innovation 2018. Sous le thème «Vers un meilleur espace de vie: la ville intelligente», on y a débattu des stratégies et des politiques du développement durable, et proposé des solutions technologiques aux divers problèmes urbains.

Yazd :

vivre en symbiose avec le désert

Ville et tradition culturelle peuvent sembler des notions antinomiques. Les villes sont généralement synonymes de modernité, de nouveaux modes de vie et de perspectives multiples. On les imagine toujours tournées vers l'avenir. Les traditions, quant à elles, sont plutôt perçues comme tournées vers le passé, voire encombrantes. D'aucuns estiment que la préservation du patrimoine exige beaucoup de temps et d'argent pour un faible rendement.

Or, les traditions sont vivantes. Elles sont transmises de génération en génération et ne cessent d'évoluer, permettant ainsi aux communautés de répondre à de nouveaux besoins et de s'adapter aux changements de leur environnement. Bien plus qu'on ne l'imagine, elles apportent des solutions sur mesure aux problèmes actuels.

Les *qanats* iraniens

Au cœur de l'Iran, par exemple, la vieille ville de Yazd est le fruit de l'ingéniosité de ses habitants, qui ont élaboré au fil des siècles les arts et les technologies nécessaires pour vivre en symbiose avec le désert. Ils ont fait de la rudesse des conditions naturelles une source de création artistique, exprimée dans l'architecture, et surtout dans un aménagement urbain très astucieux.

L'élégante architecture de terre a ainsi pu résister aux assauts du temps et d'un climat extrême, jusqu'à valoir à la ville historique son inscription sur la Liste du patrimoine mondial en 2017. Malgré l'aridité du climat, l'agriculture emploie aussi une part importante des habitants de la ville et de la région avoisinante. Tout cela grâce à la préservation d'infrastructures millénaires : les *qanats*.

Les *qanats* sont un étonnant système de canaux destiné à capter l'eau souterraine. Imaginé il y a des milliers d'années, il a été adopté dans de nombreuses régions du Moyen-Orient et du Bassin méditerranéen.



CC BY-SA 4.0 photo : Bernard Gagnon

Des galeries en pente douce, creusées sous la terre, recueillent l'eau des aquifères. Des puits forés à intervalles réguliers sur leur parcours assurent la ventilation et le déplacement des ouvriers, de l'outillage et des débris. Cette technologie a résisté au passage du temps et constitue aujourd'hui un modèle d'exploitation durable des eaux souterraines.

Aujourd'hui, 37 000 *qanats*, fournissant 11 % de l'eau du pays, continuent de fonctionner en Iran. Depuis l'installation d'un réseau de distribution d'eau en 1961, ils servent essentiellement à l'irrigation. Les agriculteurs assurent un équilibre durable du système entre le débit d'eau et la surface cultivée en ajustant, en fonction de leurs réserves, la distribution d'eau entre les exploitations agricoles exigeantes en eau

et les vergers à la consommation plus modeste. L'idée maîtresse étant que c'est aux hommes de s'adapter aux ressources en eau disponibles, et non l'inverse.

Les *qanats* ne sont pas seulement des infrastructures anciennes préservées. La recherche et la maîtrise de l'eau étant vitales dans le désert, des efforts considérables ont été déployés par les communautés pour transmettre et améliorer ce savoir-faire essentiel d'une génération à l'autre et l'adapter aux réalités en cours. Le tissu social s'est largement construit autour des principes de partage, de propriété et de répartition des ressources en eau. De nos jours, toutefois, c'est un conseil des *qanats* élu qui supplante les assemblées publiques traditionnelles, afin de faciliter la prise de décision.



Jardin historique de Dolat-Abad à Yazd (Iran) avec ses bassins et jets d'eau.



Perpétuer le savoir-faire

Le métier de *moqanni*, le personnel chargé d'assurer leur entretien, a évolué lui aussi. Autrefois, les compétences nécessaires pour décider du bon emplacement des puits, les techniques d'excavation, de curage et de réparation des puits et des galeries, la sagesse nécessaire à la gestion de l'eau étaient transmises de père en fils. Depuis une quinzaine d'années, l'apprentissage du métier se fait à Taft, à une vingtaine de kilomètres au sud de Yazd. Depuis 2005, la Faculté des *qanats* propose une formation de deux ans. Les étudiants sont formés sur les plans théorique et pratique dans le désert de Yazd par des maîtres traditionnels.

Les villes et le patrimoine vivant

Chaque printemps, la ville de Recife, à l'extrême est du Brésil, revêt ses habits de carnaval. L'heure est à la musique, à la danse, à l'optimisme et à l'euphorie. Au cœur des festivités : le frevo ! Dans cette musique au rythme frénétique, on reconnaît à la fois la cadence régulière de la marche militaire, les temps marqués du tango brésilien, les trames harmoniques du quadrille antillais, le tempo vif de la polka, la polyrythmie du jazz – un métissage de genres musicaux d'origines diverses, mais tous typiquement urbains.

Pour danser aux sons du frevo, il faut avoir des compétences athlétiques ! Le passo contient plus d'une centaine de pas rigoureusement codifiés, dont les sauts en hauteur et autres acrobaties lui confèrent un air de joie et de liberté hors du commun.

Le carnaval dure une petite semaine, mais son esprit plane sur la ville tout au long de l'année. Les habitants de Recife, toutes couches sociales et toutes générations confondues, ont l'habitude de se retrouver entre eux dans les moments de loisir pour préparer le festival de l'année suivante. Chacun y apporte ses compétences, ses talents et ses connaissances. On compose de nouveaux morceaux de musiques, on invente de nouvelles prouesses de danse, on confectionne de nouveaux costumes et déguisements, rivalisant en imagination.

Si tous les habitants de Recife ont quelque chose en commun, c'est bien le frevo, qui nourrit leur sentiment d'appartenance à une même culture, et renforce les valeurs communautaires et la cohésion sociale. Ce sont ces valeurs qui ont valu au frevo son inscription sur la Liste du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO, en 2012.

Le patrimoine culturel immatériel est un trait d'union entre les valeurs culturelles traditionnelles et contemporaines. Il est l'expression vivante des traditions orales, des compétences artisanales, des coutumes artistiques, sociales ou rituelles, des savoirs et savoir-faire légués par les générations précédentes.

En milieu urbain, ce patrimoine vivant constitue une force créatrice qui soude et fortifie les communautés.

La profession a reçu une reconnaissance supplémentaire : les maîtres *moqannis* peuvent désormais bénéficier d'un agrément du ministère de la Justice pour trancher les différends relatifs aux *qanats*.

Bien entendu, la gestion de l'eau dans un pays aux nombreuses zones désertiques tel que l'Iran est extrêmement complexe. Durant les dernières décennies, de nouvelles technologies permettant l'exploitation et le partage des ressources en eau ont été développées pour répondre aux besoins d'une population en expansion ainsi qu'aux impératifs économiques. Ces infrastructures entrent parfois en concurrence avec les systèmes traditionnels, allant, dans les cas extrêmes, jusqu'à provoquer des pénuries d'eau.

Il n'en reste pas moins que les *qanats* et les savoir-faire qui en découlent demeurent un pilier de l'urbanisme de Yazd et une partie intégrante de ses projets portant sur l'avenir. C'est pourquoi des mécanismes institutionnels de gestion et de sauvegarde ont été adoptés en complément du système coutumier. Trois organismes gouvernementaux encadrent la gestion des *qanats*, tandis qu'un Centre international sur les *qanats* et les structures hydrauliques historiques, affilié à l'UNESCO, assure les activités de recherche et de renforcement des capacités.

Le bagage culturel des habitants

Yazd est la preuve vivante que le patrimoine culturel immatériel peut apporter ou inspirer des solutions ingénieuses, adaptées aux conditions locales. En fondant sa stratégie sur des pratiques locales et en tirant le meilleur profit de ses ressources culturelles, une ville augmente ses chances de mobiliser ses populations en faveur de ses projets de développement. Cela exige, bien entendu, une valorisation du patrimoine vivant à travers des mesures de sauvegarde adaptées et une participation active des détenteurs des savoirs traditionnels.

Les villes vibrent et prospèrent au rythme des activités et des échanges de leurs habitants. Qu'ils soient installés de longue date ou depuis peu, ils y apportent tous leur propre bagage culturel. Leurs connaissances, croyances, usages, coutumes et visions du monde façonnent leurs identités et leurs relations avec autrui et, par conséquent, leurs villes.

■
**Vanessa Achilles (France),
chercheuse et écrivaine indépendante.**

Sauver les paysages urbains : l'île de Mozambique

Au-delà du délabrement du patrimoine bâti, la ville de Macuti doit faire face aux défis posés par la surpopulation et la pauvreté.

© Peter Hess

L'*Ilha de Moçambique*, qui donne son nom au pays, est un îlot corallien en forme de croissant situé à 4 km des côtes septentrionales du Mozambique, à l'entrée de la baie de Mossuril, dans l'océan Indien.

Longue d'à peine 3 km pour une largeur de 200 à 500 mètres, avec une zone urbaine d'environ un kilomètre carré, ce petit coin de paradis est un creuset culturel où se mêlent

les influences bantoue, swahilie, arabe, persane, indienne et européenne. La riche architecture de l'île est le reflet de son histoire à la fois dramatique et mouvementée.

Fréquentée dès l'an 200 par des locuteurs bantous, inscrite au premier millénaire sur les voies de navigation de l'océan Indien, l'île de Mozambique est, du VIII^e au XVI^e siècle, dominée par le commerce arabe.





Eau et mégapoles

Plus de la moitié des gens sur Terre vit dans les villes aujourd'hui, et on estime qu'à l'horizon 2050, les citadins représenteront 68 % de la population mondiale. À l'échelle de l'Amérique latine, ce seuil a déjà été atteint. La migration est une des premières causes de cette urbanisation accélérée, un tiers des 68,5 millions de déplacés dans le monde étant accueillis dans les villes. En 1970, trois villes comptaient plus de dix millions d'habitants. Vingt ans plus tard, ces mégapoles étaient au nombre de dix. En 2014, il y en avait déjà vingt-huit, et selon les projections, il y en aura quarante-et-une en 2030.

Une Alliance des mégapoles pour l'eau et le climat a été lancée en 2015. Il s'agit d'un forum de collaboration internationale, dont le secrétariat est assuré par l'UNESCO, par l'intermédiaire duquel les mégapoles tirent des enseignements de leurs expériences respectives, s'associent aux institutions techniques, universitaires et financières, et mettent en place des réponses aux défis du changement climatique.

En 2016, l'UNESCO a dressé la radiographie de quinze mégapoles, en collaboration avec l'association française ARCEAU IdF, dans une publication conjointe intitulée *Eau, mégapoles et changement global*. On y découvre notamment les défis communs qu'elles doivent relever, allant du gigantisme aux déséquilibres sociaux, en passant par l'accès à l'eau et à l'assainissement et la gestion durable des ressources naturelles.

En effet, ces concentrations humaines très denses affrontent chaque jour de nouvelles menaces liées à la croissance démographique, au changement climatique et à la dégradation des infrastructures. C'est notamment le cas dans les pays en développement d'Asie, où plus de 20 % du PIB proviennent des mégapoles. Gérer l'approvisionnement en eau tout en fournissant des services sûrs, abordables et durables y constitue un véritable défi.

C'était le thème principal du séminaire « Construire la résilience urbaine », organisé par l'UNESCO, en février 2018, en marge de la neuvième édition du Forum urbain mondial à Kuala Lumpur (Malaisie). Les discussions ont porté sur les façons d'adapter la gestion de l'eau dans les mégapoles aux impacts du changement climatique, ainsi que sur la nécessité de sensibiliser l'opinion publique et de former les populations dans ce domaine. Différentes initiatives et pratiques de gestion y ont été également présentées, permettant aux villes d'améliorer les services de base, en matière notamment d'accès à l'eau douce et à l'assainissement.

Planifier et gérer les villes, les rendre résilientes et les équiper pour assurer la sécurité des ressources en eau dont leurs habitants ont besoin est essentiel à leur prospérité. C'est la vocation du Programme de gestion des eaux urbaines (PGEU), qui aide les États membres de l'UNESCO à résoudre les problèmes qu'ils affrontent dans ce domaine, grâce au soutien, à la formation, à la diffusion de connaissances scientifiques et de lignes directrices, et à l'échange d'informations sur les différentes approches, solutions et outils de gestion.

Depuis plus de dix ans, le Programme hydrologique international (PHI) de l'UNESCO publie la série Eaux urbaines, appelée à éclairer les travaux des praticiens, décideurs et éducateurs à travers le monde, qui travaillent dans le domaine de la gestion de l'eau dans les villes.

Puis cette cité fortifiée est durant quatre siècles (1507-1898), la capitale et le comptoir de l'Afrique orientale portugaise, au centre des routes maritimes portugaises reliant l'Europe occidentale au sous-continent indien, puis au reste de l'Asie.

Son étonnante unité architecturale est due à l'utilisation constante, depuis le XVI^e siècle, des mêmes techniques et matériaux et des mêmes principes décoratifs. En reconnaissance de son importance historique internationale, de son tissu urbain, de ses fortifications et d'autres exemples architecturaux exceptionnels, l'île de Mozambique a été inscrite en 1991 sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Deux types différents de demeures et systèmes urbains y coexistent : la ville de pierre et de chaux et la ville aux toits de palmes.

La ville de pierre, avec ses maisons de calcaire et de bois aux racines swahilies et aux influences arabes et portugaises, occupe la moitié nord de l'île. C'est un musée vivant, dont les édifices religieux, administratifs, commerciaux et militaires témoignent de sa fonction de premier siège du gouvernement colonial portugais. Occupant les deux tiers de l'île, elle n'est habitée que par une part relativement faible de la population.

La ville de Macuti, qui tire son nom de ses toits de palmes caractéristiques (*macuti*) et abrite de nombreuses variations d'architecture vernaculaire swahilie, s'étend au sud de l'île. Organisée en sept *bairros*, ou arrondissements, qui sont les plus densément peuplés de l'île, Macuti souffre inévitablement d'une grave pénurie d'eau, de l'absence d'assainissement et d'une préoccupante exposition aux inondations saisonnières.

La valeur universelle exceptionnelle de l'île l'a exposée à de multiples menaces, comme le développement incontrôlé et les conséquences d'une culture mondialisée. Le manque de moyens financiers, l'inadaptation des infrastructures, l'absence de sensibilisation des populations locales à la conservation et les faibles capacités des institutions de l'île en matière de gestion de la conservation ont tous contribué à la dégradation et au mauvais entretien de son patrimoine bâti : selon une évaluation de l'état des bâtiments dans la ville de pierre, ils se sont détériorés de 15 % entre 1983 et 2012.

Cela a encouragé les initiatives pilotées par l'UNESCO à se concentrer sur deux grands domaines : les conditions de vie et d'habitation dans les *bairros* de Macuti et l'état général de dégradation du patrimoine bâti dans la ville de pierre.

Suite à l'adoption de la Recommandation sur le paysage urbain historique (HUL) de l'UNESCO en 2011, décision a été prise d'appliquer cette approche au relèvement de l'île. Dans le cadre du Programme des villes du patrimoine mondial de l'UNESCO, HUL fournit une assistance technique à ces villes du monde entier, les aidant

à mieux intégrer la conservation du patrimoine urbain dans leurs stratégies de développement socioéconomique. Cette nouvelle approche a permis de renforcer le mécanisme de gouvernance pour la gestion et le développement durables de l'île de Mozambique.

Albino Jopela, gestionnaire de programme au Fonds pour le patrimoine mondial africain (AWHF) en Afrique du Sud.

Zoom



Maria Magdalena Carmen Mendoza (Guerrero, Mexique) prépare la panela, sucre de canne non raffiné, obtenu par évaporation et cristallisation du jus de canne à sucre. En 2017, un tiers de la population mondiale dépend de la biomasse pour cuisiner. La collecte de bois représente 1,4 heure de travail quotidien et est assumée majoritairement par les femmes.

Tour du monde tout en lumière !



Photos : Rubén Salgado Escudero

Texte : Katerina Markelova

Ce reportage photo est publié à l'occasion de la Journée internationale de la lumière, célébrée le 16 mai.

Creusement d'une latrine dans l'État de Kayah au Myanmar. Le pays est l'un des quatre États d'Asie du Sud-Est, avec le Cambodge, l'Indonésie et les Philippines, où vivent 95 % des 65 millions de personnes privées d'électricité dans la région.

« Ai-je seulement le droit d'être là ? » À plus d'une reprise, il se pose cette question, alors qu'il parcourt les régions rurales du Myanmar, muni d'un matériel photo onéreux. Venu dans ce pays en 2014 pour le compte d'une organisation humanitaire, le photographe espagnol Rubén Salgado Escudero est sidéré par le manque criant d'accès à l'électricité. « La plupart des villages où j'allais n'étaient pas raccordés au réseau », explique-t-il. Sur plus de 53 millions de Myanmarais, 22 millions sont privés de ce bien jusqu'alors si banal à ses yeux. Si 79 % des citadins sont équipés, ce taux baisse de façon dramatique dans les zones rurales où seuls 43 % des habitants peuvent éclairer leurs maisons à la tombée de la nuit.

Une fois sa mission terminée, il poursuit son voyage en tant que photographe indépendant. Le droit d'être là, Rubén Salgado Escudero décide de le mériter. Il ne sait pas encore comment, mais il veut attirer l'attention sur le problème. L'idée de *Solar portraits* lui vient à l'esprit quand il rencontre des villageois équipés de panneaux solaires. « Leur qualité de vie était si différente de celle de tous ceux qui les entouraient », poursuit-il.

L'énergie est en effet « essentielle pour le développement et l'épanouissement de l'humanité », comme le souligne le Rapport 2017 de l'Agence internationale de l'énergie. Elle est indispensable pour la réalisation de nombreux Objectifs de développement durable (ODD) énoncés par

les Nations Unies dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, et notamment pour l'éradication de la pauvreté (ODD1), l'accès de tous à une éducation de qualité (ODD4) et l'égalité entre les sexes (ODD5). L'énergie propre et au coût abordable pour tous constitue en soi l'un de ces objectifs (ODD7). C'est la première fois, selon le rapport, que le rôle fondamental de l'énergie est reconnu à cette échelle.

Pourtant « l'accès à l'électricité est encore un privilège dans de nombreux pays, et non un droit », s'indigne le photographe. En 2017, on compte près d'un milliard de personnes privées d'électricité dans le monde.



Guru Deen Shukla pompe l'eau pour son petit-fils (Inde, 2015). La marche forcée vers l'accès universel des ménages à l'électricité, grande priorité pour le gouvernement indien, a permis au pays d'achever l'électrification de tous les villages au début de 2018.

Faustina Flores Carranza et Juan Astudillo Jesus habitent une maison éclairée depuis peu par l'énergie solaire (Guerrero, Mexique). C'est la première fois que ce couple marié depuis 48 ans peut se regarder dans les yeux une fois la nuit tombée.





Cristóbal Céspedes Lorenzo et son jeune associé Francisco Manzanares Cagua transportent des noix de coco fraîchement cueillies à Copala (Mexique) où ils les vendront à une entreprise qui fabrique du beurre et de l'huile de coco.

Mais comment attirer l'attention du public, de plus en plus blasé par l'actualité dramatique qui lui parvient tous les jours? «En trouvant de nouvelles façons créatives de dire les problèmes et en racontant des histoires humaines», répond Rubén Salgado Escudero.

Il réalise ses photos avec pour seul éclairage des ampoules LED alimentées par des panneaux solaires. Cette lumière, qui n'est pas sans leur donner un air de portraits de Rembrandt, et sans doute l'énergie positive qui en émane, suscitent un intérêt auquel le photographe ne s'attendait pas. Parus dans l'hebdomadaire américain *Time magazine* et le mensuel allemand *GEO*, les portraits du Myanmar sont acclamés par le public. À tel point que le photographe, aidé d'une lectrice autrichienne, lance une campagne de financement participatif *Let there be light Myanmar* («Que la lumière soit, Myanmar»).

Les fonds récoltés leur permettent d'équiper 400 habitants de trois villages en panneaux solaires, en 2016.

Depuis, le projet ne cesse de s'étendre. Le photographe débutant est remarqué par le magazine américain *National Geographic* qui l'envoie en 2015 compléter la série en Ouganda, en Afrique subsaharienne. Selon les estimations, en 2030, cette région abritera 600 des 674 millions de personnes privées d'électricité à l'échelle mondiale. Au cours de la même année, Rubén Salgado Escudero part en Inde, qui est en train d'accomplir l'une des plus grandes prouesses dans l'histoire de l'électrification. Un demi-milliard d'Indiens ont été raccordés au réseau électrique depuis 2000, ce qui permet au pays d'espérer atteindre l'objectif d'accès universel à l'électricité au début des années 2020. En 2017, le photographe

sillonne le Mexique. En 2019, il a prévu de se rendre chez les Navajos au Nouveau-Mexique (États-Unis), au Guatemala, en Colombie et aux Philippines.

Désormais, il organise des ateliers dans les écoles de chaque communauté qu'il rencontre dans le cadre de son travail. À travers des expériences pratiques avec des ampoules solaires, les élèves sont initiés à la notion d'énergie renouvelable, qui représente, selon l'Agence internationale de l'énergie, la solution la moins coûteuse pour les trois quarts des nouvelles connexions nécessaires. «Plus tôt nous sensibiliserons les enfants à l'importance de cette question, plus grandes seront les chances que les futurs décideurs n'y soient pas indifférents et sachent nous amener dans la bonne direction», estime Rubén Salgado Escudero.

Un film photovoltaïque innovant au service de l'éducation au Togo

Le 21 février 2019, un cargo quitte le port de Saint-Nazaire (France). À son bord, 65 kits comprenant des lampes LED rechargeables portatives et des chargeurs solaires sous forme de pochettes. Ces derniers sont équipés d'un film photovoltaïque flexible, ultra-fin et organique, dont l'impact environnemental est minimal.

Expéditeur : la société française ARMOR qui a mis au point en 2016 cette technologie photovoltaïque innovante. Destinataires : 212 élèves d'Agou Akplolo, village non électrifié au nord de Lomé, Togo. Dans ce pays d'Afrique subsaharienne, seuls 35 % des 7,7 millions d'habitants ont accès à l'électricité. L'opération est le fruit du partenariat que l'UNESCO a signé avec ARMOR en décembre 2018. Son objectif est de fournir de la lumière aux enfants, afin qu'ils puissent étudier le soir.

Des élèves font leurs devoirs dans un centre communautaire alimenté à l'énergie solaire dans la région de Yangon, Myanmar. Des études démontrent le rôle fondamental de l'électricité dans la réduction de l'analphabétisme et l'amélioration de la qualité de l'éducation. En 2017, seuls 27 % des écoles du pays étaient électrifiées.





Dans l'État d'Odisha (Inde), les villageois piègent les poissons à l'aide de lumière et de paniers en forme de cône. Selon le gouvernement, l'ensemble des 9,6 millions de ménages de cet État sont désormais électrifiés.



*Daw Mu Nan, agricultrice Padaung, (État de Kayah, Myanmar).
Les panneaux solaires devenus moins chers et plus efficaces sont une source d'énergie viable et instantanée.*

Le soir, revenu chez lui après une journée de pêche au large du lac Victoria, l'Ougandais Lukwago Kaliste se met à casser des pierres. Les débris servent à la construction des fondations. Le chargement d'une camionnette, remplie au bout de trois heures de travail, est vendu 10 dollars. En 2016, 19 % de la population ougandaise avait accès à l'électricité.





Grâce à l'énergie solaire, les mécaniciens ougandais Ibrahim Kalungi et Godfrey Mteza augmentent leurs revenus en travaillant plus longtemps. Le taux d'électrification en Afrique subsaharienne s'élève actuellement à 43 %.

L'oozie – celui qui soigne et guide les éléphants – Too Lei pose sur son éléphant dans la région de Bago (Myanmar). Depuis 300 ans, les oozies et les éléphants sont associés dans une exploitation forestière responsable.





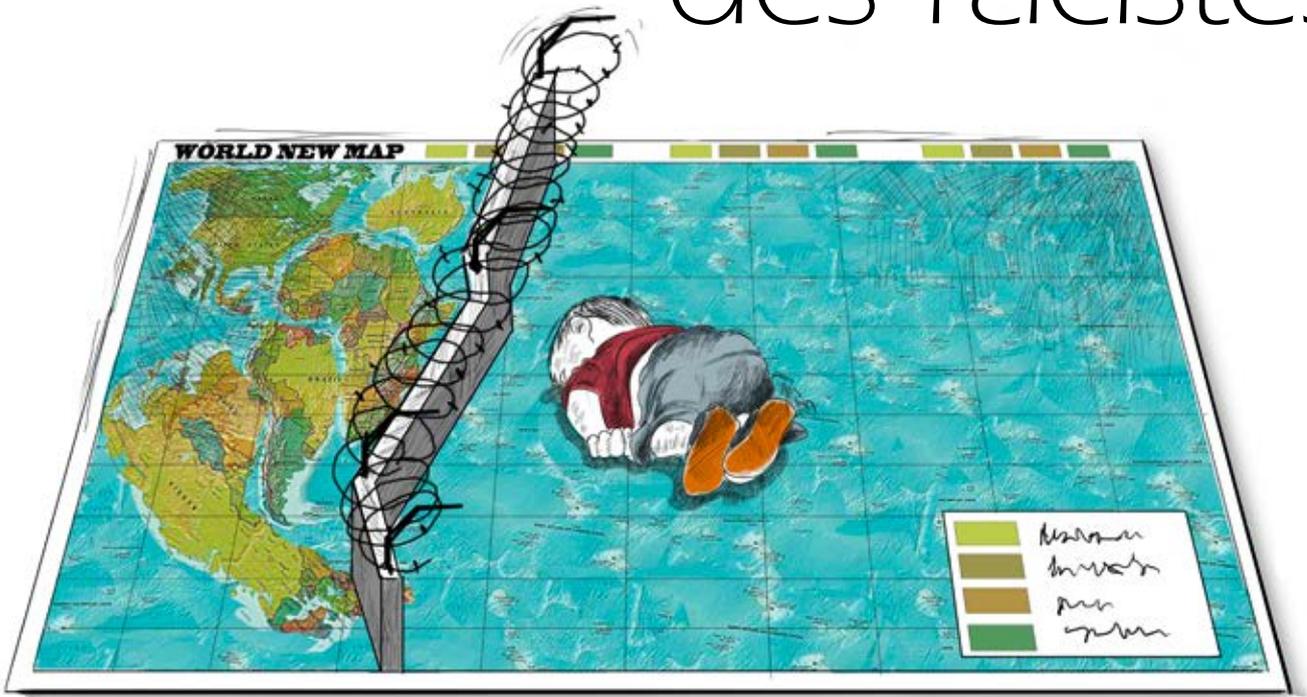
Idées

**Nous sommes tous
des migrants**

*Affiche réalisée par la graphiste
américaine Valerie Pettis dans
la cadre de la campagne La liberté
de mouvement menée par
Poster for tomorrow en 2017.*

© posterfortomorrow / Valerie Pettis

Le racisme n'a pas besoin des racistes



La nouvelle carte du monde, dessin de Rafat Alkhateeb (Jordanie).

© Rafat Alkhateeb / Cartoon Movement

Jorge Majfud

Le débat sur ce qu'on appelle la crise migratoire a une composante raciale qui se répète constamment dans les lois, les discours et les pratiques depuis des siècles, selon l'écrivain uruguayen-américain Jorge Majfud. Après un détour par l'histoire, riche en enseignements, il rappelle à quel point le million et demi d'immigrants blancs qui vivent illégalement aux États-Unis ou au Mexique sont absents de ce débat houleux.

À l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés, le 20 juin, nous consacrons la rubrique Idées aux personnes déracinées dans le monde. Selon les derniers chiffres publiés par l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), elles avaient atteint le nombre record de 68,5 millions en 2017.

Dans mes cours, je distingue toujours clairement les faits des opinions, c'est un principe, un exercice intellectuel très simple auquel nous contrainst l'ère actuelle de refus des Lumières. Cette évidence a commencé à m'obséder en 2005, quand j'ai découvert que certains de mes étudiants affirmaient qu'«une chose est vraie parce que j'y crois», et ils ne disaient pas cela pour rire. Depuis, je me suis demandé si ce conditionnement intellectuel, cette confusion entre physique et métaphysique, dissipée il y a près de 1 000 ans par Averroès, et qui s'impose chaque année davantage – la foi comme valeur suprême, contre toute réalité – ne trouvait pas sa source dans les imposantes églises du sud des États-Unis.

Mais la pensée critique est bien plus complexe que la distinction des opinions et des faits. Qu'on se contente d'essayer de définir un fait. La notion même d'objectivité, paradoxalement, procède d'une seule perspective, d'un seul objectif ; or chacun sait qu'avec l'objectif d'un appareil photo ou d'une caméra on n'obtient qu'une partie de la réalité, laquelle, bien souvent, est subjective ou utilisée pour déformer la réalité en prétendant à l'objectivité.

Pour une raison ou pour une autre, les étudiants s'intéressent donc plutôt aux opinions qu'aux faits. Peut-être à cause de la croyance superstitieuse qu'une opinion informée est une synthèse de milliers de faits. Idée périlleuse. Pourtant nous sommes bien obligés de donner notre opinion quand on nous la demande. La seule chose que nous pouvons – et devons – faire dans ce cas est de rappeler qu'une opinion, même éclairée, reste une opinion, qu'il faudra prouver ou réfuter.

Une opinion

L'autre jour, les étudiants discutaient de la caravane des 5 000 ressortissants d'Amérique centrale (dont au moins un millier d'enfants) en marche vers la frontière des États-Unis, fuyant la violence de leurs pays. Le président Donald Trump avait ordonné la fermeture des frontières, qualifiant d'« envahisseurs » ces immigrants pauvres en quête d'asile. Il s'indignait dans un tweet du 29 octobre 2018 : « C'est une invasion de notre pays et notre armée vous attend ! » L'envoi de militaires aux frontières a coûté aux États-Unis la bagatelle de 200 millions de dollars.

Un des étudiants ayant insisté pour que je donne mon avis, j'ai attaqué par le côté le plus controversé : ce pays, les États-Unis, est fondé sur la peur d'une invasion, et une poignée de personnes ont toujours su exploiter cette faiblesse, avec des conséquences tragiques. Peut-être cette paranoïa est-elle née lors de l'invasion anglaise de 1812, mais l'histoire nous dit pourtant que le territoire américain est toujours resté inviolé (si l'on excepte les attentats du 11 septembre 2001, l'attaque de Pearl Harbor en 1941 – une base militaire à Hawaï, territoire étranger à l'époque – et avant cela, au tout début du XX^e siècle, la brève incursion d'un Mexicain à cheval nommé Pancho Villa). En revanche, le pays s'est spécialisé dans l'invasion depuis sa fondation : conquête des terres indiennes, puis de la moitié du territoire mexicain depuis le Texas, pour rétablir l'esclavage, jusqu'en Californie ; intervention directe dans les affaires intérieures de l'Amérique latine, en réprimant les mouvements populaires et en appuyant des dictatures sanglantes, tout cela au nom de la défense et de la sécurité. Avec, toujours, des conséquences tragiques.

Extrañando el hogar (Le mal du pays), œuvre réalisée par les élèves du Colegio Americano Anáhuac de la ville de San Nicolás de los Garza au Mexique. Elle a reçu le 2^e prix du concours mondial du Réseau des écoles associées de l'UNESCO « Ouvrir les cœurs et les esprits aux réfugiés », 2017, en catégorie « Écoles primaires ».

Par conséquent, l'idée que quelques milliers de marcheurs pauvres vont envahir le pays le plus puissant du monde n'est qu'une plaisanterie de mauvais goût. Comme est de mauvais goût le fait qu'une poignée de Mexicains de l'autre côté de la frontière adoptent ce discours xénophobe, infligeant à d'autres les violences qu'ils ont eux-mêmes subies.

Vision critique

Dans le courant de la conversation, j'ai mentionné, en passant, qu'outre une paranoïa injustifiée, ce débat contenait une composante raciale.

« *You don't need to be a racist to defend the borders* », a rétorqué un étudiant. Certes, ai-je répondu. Nul besoin d'être raciste pour défendre les frontières ou les lois. À première vue, l'énoncé semble irréfutable. Mais si on considère l'histoire et le contexte actuel au sens large, un schéma ouvertement raciste saute aussitôt aux yeux.

À la fin du XIX^e siècle, le romancier français Anatole France écrivit : « La loi, dans un grand souci d'égalité, interdit aux riches comme aux pauvres de coucher sous les ponts, de mendier dans les rues et de voler du pain ». Nul besoin d'être élitiste pour défendre une culture de classe. Nul besoin d'être sexiste pour reproduire le sexisme le plus abject.

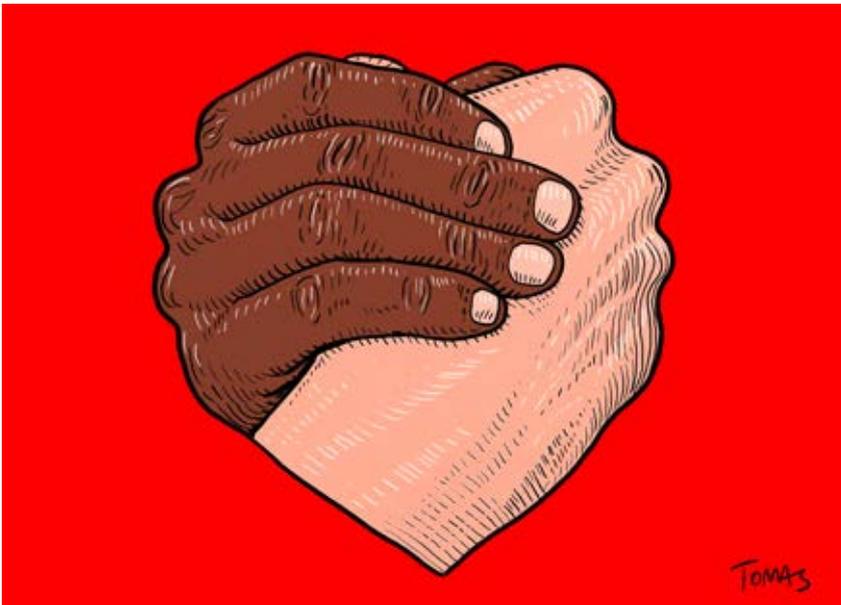
La plupart du temps, il suffit de perpétuer, sans aucun sens critique, certaines pratiques culturelles, ou de défendre une loi quelconque.

J'ai dessiné au tableau une figure géométrique et je leur ai demandé ce qu'ils voyaient. Tous ont répondu : un cube, une boîte... Même les réponses les plus créatives ne sortaient pas de l'idée de tridimensionnalité, alors que je n'avais dessiné que trois losanges réunis en hexagone. Certaines tribus australiennes n'auraient perçu cette même image qu'en 2D. Nous voyons ce que nous pensons et appelons cela l'objectivité.

Deux poids, deux mesures

En sortant victorieux de la guerre de Sécession (1861-1865), le président Abraham Lincoln a mis fin à une dictature centenaire qu'on continue d'appeler « démocratie ». Au XVIII^e siècle, les esclaves noirs représentaient plus de la moitié de la population dans des États comme la Caroline du Sud, mais ils n'étaient pas considérés comme des citoyens américains, ni comme des êtres humains pouvant jouir d'un minimum de droits. Bien avant Lincoln, des racistes et des antiracistes ont proposé de résoudre le « problème des Noirs » en les « renvoyant » en Haïti ou en Afrique, où beaucoup d'entre eux ont fini par fonder le Libéria, d'où est originaire la famille d'Adja, une de mes étudiantes.





Stop the racism (*Stop au racism*),
dessin de Tomas (Italie).

Les Anglais ont procédé de la même façon pour « nettoyer » l'Angleterre de ses Noirs. Or sous Lincoln, les Noirs sont devenus des citoyens, et une façon de les réduire à une minorité a été non seulement de les empêcher d'aller voter (par exemple en leur imposant une taxe), mais aussi d'ouvrir les frontières à l'immigration.

La Statue de la Liberté, don des Français à l'occasion du centenaire de la Déclaration d'indépendance américaine de 1776, continue de proclamer de ses lèvres closes : « Donne-moi tes pauvres, tes exténués, tes masses innombrables aspirant à vivre libres... » En effet, les États-Unis ont accueilli des vagues d'immigrants pauvres. Bien entendu, des pauvres blancs, dans leur écrasante majorité. Beaucoup se sont opposés à l'arrivée des Italiens et des Irlandais parce qu'ils étaient roux et catholiques. Mais ils valaient quand même mieux que les Noirs.

Les Noirs ne pouvaient pas émigrer d'Afrique, non seulement parce qu'ils étaient plus éloignés des côtes américaines que les Européens, mais surtout parce qu'ils étaient bien plus pauvres que ces derniers et qu'il n'y avait quasiment pas de voies maritimes les reliant à New York. Les Chinois étaient mieux placés pour atteindre la côte ouest, et c'est sans doute pour cette raison qu'une loi a été votée en 1882, pour leur interdire l'entrée du simple fait qu'ils étaient Chinois.

C'est ainsi, selon moi, qu'on a, avec beaucoup de subtilité et d'efficacité, remodelé la démographie, autrement dit la composition politique, sociale et raciale des États-Unis. La nervosité provoquée actuellement par une modification de ces proportions ne fait que suivre la même logique. Sinon, quel mal y aurait-il à appartenir à une minorité, à être différent des autres ?

Nul besoin d'être raciste...

Bien sûr, si vous êtes un homme de bien et que vous êtes favorable à ce que les lois s'appliquent comme prévu, ce n'est pas cela qui fait de vous un raciste. Nul besoin d'être raciste quand les lois et la culture le sont déjà. Aux États-Unis, personne ne proteste contre les immigrants canadiens ou européens. C'est la même chose en Europe, et même dans le Cône Sud [région la plus australe de l'Amérique latine, peuplée majoritairement par des descendants d'Européens]. Mais tous s'inquiètent des Noirs et des métisses du Sud. Parce qu'ils ne sont pas blancs, et donc « bons », mais pauvres, et donc « mauvais ». Il y a actuellement près d'un demi-million d'immigrants européens illégaux aux États-Unis. Personne n'en parle, comme personne ne mentionne le million d'Américains vivant au Mexique, pour la plupart illégalement.

L'excuse du communisme n'ayant plus cours (aucun de ces États chroniquement défaillants d'où proviennent les migrants n'étant communiste), il ne nous reste plus que les excuses raciales et culturelles d'avant la Guerre froide. Dans tout travailleur à la peau sombre, on voit un criminel, non une possibilité de développement mutuel. Les lois sur l'immigration sont prises de panique à la vue de travailleurs pauvres.

C'est vrai, nul besoin d'être raciste pour défendre les lois et exiger le renforcement des frontières. Nul besoin d'être raciste pour reproduire et consolider le vieux modèle raciste et de classe, tout en ayant la bouche pleine de compassion et de défense de la liberté et de la dignité humaine.

“ Nul besoin d'être raciste pour reproduire et consolider le vieux modèle raciste et de classe, tout en ayant la bouche pleine de compassion et de défense de la liberté et de la dignité humaine ”



Professeur de littérature latino-américaine et d'études internationales à l'université de Jacksonville, aux États-Unis, **Jorge Majfud** est un écrivain uruguayen-américain de renom, à qui nous devons notamment les romans *La reina de América* (La reine d'Amérique), *Crisis* et *Tequila*, ainsi que des essais comme *Una teoría política de los campos semánticos* (Une théorie politique des champs sémantiques). Il collabore régulièrement avec différents médias internationaux.

Le revers de la médaille

Katherine Levine Einstein

Une enquête menée récemment auprès d'une centaine de maires américains révèle que la situation au niveau local dépend largement de leur volonté d'exiger les mêmes droits pour les nouveaux arrivants et de résister au tour de vis des politiques migratoires fédérales.

En juin 2018, une délégation de maires formée des deux partis principaux aux États-Unis (démocrates et républicains) – dont le président de la Conférence des maires américains, Steve Benjamin – s'est rendue à Tornillo, au Texas, pour s'élever contre la politique de séparation des familles de migrants de l'administration Trump. Au-delà de leurs rivalités politiques, les maires s'étaient déjà mis d'accord, en avril 2017, pour exiger une réforme du système d'immigration. Ils ont aussi contesté, en octobre 2018, la règle de la « charge publique », qui pénalise « les immigrés à faible revenu, en leur refusant des visas et des cartes vertes parce qu'ils ont reçu des prestations vitales en nature, auxquelles ils ont légalement droit ». Cette mobilisation est bien loin de l'âpre polarisation qui grève actuellement le débat politique sur l'immigration aux États-Unis.

Pourtant, bien des obstacles se dressent sur la voie d'une réforme du système d'immigration insufflée par les collectivités locales, malgré cette levée de boucliers des maires. Car leurs protestations publiques cachent mal les profondes divergences des maires américains sur les questions d'immigration, de race et de racisme.

En effet, selon une enquête nationale (Enquête Menino) que notre équipe au centre de recherche Initiative on Cities de l'université de Boston a menée en 2017 et 2018 auprès de cent maires d'agglomérations de plus de 75 000 habitants, 86 % des maires démocrates estiment que les immigrants, qu'ils soient ou non en situation régulière, doivent avoir accès aux services publics locaux, contre 29 % seulement des maires républicains.

Mais il y a plus : même les maires favorables au rejet des politiques migratoires de l'administration Trump ne sont pas certains de pouvoir passer aux actes. Si 74 % d'entre eux estimaient qu'ils pouvaient faire beaucoup pour annuler les initiatives policières fédérales, seuls 31 % estimaient qu'ils pouvaient faire beaucoup pour contrer la politique fédérale d'immigration. Ces divergences de chiffres n'ont rien d'étonnant. Car si, aux États-Unis, les politiques publiques ont été en grande partie transférées aux États et aux pouvoirs locaux, le pouvoir fédéral garde la main sur les questions d'immigration.

Dans ce domaine, la législation des États limite aussi l'indépendance politique des villes. Bien que certains leur aient apporté un soutien politique explicite, de nombreux États envisagent d'interdire les villes sanctuaires*. Par exemple, le gouverneur du Texas – État dont la démographie a été transformée par l'immigration en quelques dizaines d'années – a signé une loi empêchant la création de villes sanctuaires. Elle prévoit des sanctions contre les policiers et responsables locaux qui ne respecteraient pas l'injonction des agents d'immigration fédéraux de leur livrer des détenus étrangers promis à l'expulsion.

Par ailleurs, même lorsque les États ont des politiques plus amènes, les municipalités ploient sous les contraintes. Souvent à court d'argent, elles sont empêchées d'étoffer leurs ressources par les freins fiscaux et budgétaires que leur imposent les États.

Cela dit, les maires ont bien d'autres moyens à leur disposition pour améliorer sensiblement le sort des immigrants au niveau local, notamment en matière de maintien de l'ordre. Dans de nombreux États, les autorités locales peuvent décider de ne pas appliquer certains aspects de la législation nationale sur l'immigration et devenir des villes sanctuaires.

Comme le soulignait le 25 janvier 2017 une déclaration de la Conférence des maires américains, « les services de police locaux font leur possible pour instaurer et entretenir la confiance avec l'ensemble des communautés desservies, dont les communautés d'immigrants. Ceux qui résident dans nos agglomérations doivent pouvoir se fier aux forces de police et à l'ensemble des pouvoirs municipaux ».

Les municipalités peuvent aussi améliorer leur accueil, en créant des services d'aide à l'intégration, en proposant leurs services dans plusieurs langues, en intervenant dans les quartiers et en embauchant du personnel de diverses origines.

Ségrégation raciale et ethnique

Maires et municipalités peuvent également adopter des politiques garantissant l'égalité d'accès de toutes les communautés, immigrantes ou non, à des services publics locaux de qualité. La ségrégation règne dans les villes américaines, clivées entre les quartiers blancs et ceux des personnes non blanches, qu'elles soient d'origine africaine, asiatique ou hispanique. À Boston, par exemple, il faudrait déplacer 60 % des Hispaniques, si on voulait les répartir équitablement sur l'ensemble de l'agglomération.

Cette ségrégation raciale et ethnique crée une pauvreté concentrée, dans laquelle l'exclusion socio-économique se trouve agglutinée en un même lieu. Avec la pauvreté concentrée vient une série de désavantages sociaux et économiques – moins de possibilités d'emploi et plus de criminalité, par exemple. Ces quartiers disposent généralement de services publics de moindre qualité.

Il y a une multitude de causes à ce délaissement des communautés défavorisées. Les habitants de ces quartiers font généralement moins appel aux autorités locales. Ils ont généralement moins de temps pour s'adresser aux services ou moins de certitude que leurs requêtes seront favorablement accueillies.

* Les villes sanctuaires se sont engagées à protéger les droits de tous leurs habitants, immigrants sans-papiers compris, et à leur apporter les services de base. Aux États-Unis, ces villes garantissent aussi aux sans-papiers n'ayant commis aucun délit qu'ils ne seront pas emprisonnés ni expulsés par les autorités fédérales.

Les responsables politiques sont aussi, en moyenne, plus à l'écoute des électeurs nantis. Ils sont donc moins enclins à répondre aux sollicitations des défavorisés. Les effets du désinvestissement historique dans ces communautés sont cumulatifs et difficiles à surmonter.

Qui plus est, face aux discriminations locales et à l'iniquité des services publics, bien des maires font l'autruche. Seuls 19 % d'entre eux reconnaissent le poids des discriminations frappant les immigrants dans leurs villes. Plus de 80 % des maires, démocrates et républicains confondus, pensent que la qualité des transports collectifs, l'entretien des rues et l'accès aux espaces verts sont les mêmes pour les Blancs et les personnes non blanches. Admettre les inégalités et les discriminations est pourtant un préalable essentiel pour prendre les mesures concrètes permettant de les résorber.

Bien entendu, tous les maires ne refusent pas de reconnaître et de combattre les inégalités raciales. Là encore, comme en ce qui concerne l'accès des migrants aux services publics, un abîme sépare les deux partis.

Les maires démocrates sont 20 % plus nombreux que les maires républicains à percevoir la discrimination des immigrants dans leurs villes. Selon le domaine politique concerné, ils sont 20 à 50 % plus enclins que les républicains à penser que les Blancs ont un meilleur accès que les personnes non blanches à des biens publics et sociaux comme l'emploi, la santé et une justice équitable. Si les maires des deux camps ont mené des actions symboliques contre les politiques migratoires de Trump, les démocrates sont bien plus nombreux à exprimer publiquement leur soutien aux immigrants clandestins, à reconnaître que les immigrants sont victimes de discrimination au niveau local et à admettre que l'accès aux services publics, sociaux et économiques de base diffère selon l'origine raciale.

Les immigrants font donc face à un patchwork disparate de services disponibles. Certains pouvoirs publics locaux (majoritairement démocrates) réalisent des tours de force pour accueillir les migrants et atténuer les disparités, tandis que d'autres – pour cause de restrictions ou de discriminations – restent les bras croisés.



Professeure adjointe en sciences politiques à l'université de Boston, **Katherine Levine Einstein** est titulaire d'un doctorat des départements Gouvernement et Politiques sociales de l'université de Harvard. Ses travaux concernant les politiques locales, les politiques raciales et ethniques et les politiques publiques américaines ont été publiés dans de nombreuses revues scientifiques.

Pique-nique géant organisé en 2017 à la frontière américano-mexicaine par l'artiste français JR.

© JR-ART-NET





Notre invité

*Alain Mabanckou,
écrivain franco-congolais.*
© Nico Therin



Les Afriques mobiles d'Alain Mabankou

Propos recueillis par Ariane Poissonnier, journaliste française

C'est un « grenier tricontinental » qu'Alain Mabankou parcourt, cherchant dans le passé ce qui éclaire le présent. Comment lire l'histoire coloniale ? Quel sens donner à la restitution du patrimoine culturel africain ? Et le romancier, dans tout ça ? L'écrivain franco-congolais en parle, en toute simplicité.

Avec cet entretien, le *Courrier s'associe* à la célébration de la Journée mondiale de l'Afrique (25 mai).



© Collection privée A. Mabankou

Le jeune Alain Mabankou avec sa mère Pauline et son père Roger.

Vous partagez votre temps entre trois pays : le Congo, la France et les États-Unis. Comment vivez-vous cette situation ?

Comme un avantage ! Cette culture tricontinentale m'a permis de me confronter à la variété du monde, et de découvrir ce que j'appelle les Afriques mobiles. Pour commencer, une Afrique mobile à l'intérieur du continent : lorsque je vivais au Congo, je croisais des Ouest-Africains et cela m'a donné conscience de la diversité de l'Afrique. Quand je suis venu en France, j'ai découvert le monde occidental, mais aussi les Afriques qui s'y étaient installées à travers les migrations, les voyages, à travers l'histoire de l'esclavage et de la colonisation : une Afrique mobile en Europe. Et puis quand je suis aux États-Unis, j'aperçois mon continent à travers une loupe lointaine qui permet de discerner le flottement des ombres de cette autre Afrique mobile, déportée par l'esclavage et la traite négrière. J'ai fait connaissance de ce monde africain-américain du côté de New York, avec Richard Wright, Chester Himes ou James Baldwin, ces écrivains de la Renaissance de Harlem, mouvement qu'ils ont lancé dans la première moitié du XX^e siècle et qui a révolutionné la pensée dite noire.

Donc, c'est une sorte de grenier tricontinental dans lequel je me faufile pour aller retirer ce qui peut expliquer le monde de demain... Le monde de demain, c'est une addition des cultures.

Certains disent qu'aujourd'hui le système néolibéral est d'une telle hégémonie qu'on n'a même plus les mots pour le critiquer...

Franchement, je ne me reconnais pas dans ces propos ! Cela voudrait dire que tous les outils de critique auraient été corrompus par le système néolibéral... Je ne suis pas aussi pessimiste. Il existe toujours des moyens de contrecarrer un système, et c'est parfois en entrant dans le vocabulaire de ce système, en le déconstruisant, en démontrant sa vacuité qu'on arrive à faire éclore une nouvelle façon de penser. Ce n'est pas parce que l'arachide a une coque que je ne vais pas la casser pour voir ce qu'il y a à l'intérieur et le manger !

Prenez l'exemple des civilisations africaines : elles ont utilisé la pensée occidentale pour installer la pensée africaine. Le mouvement de la Négritude est né en Europe, dans la pensée des étudiants noirs et antillais qui sont venus se former à l'école française.

L'un d'entre eux, le Sénégalais Léopold Sédar Senghor, est entré à l'Académie française. Et qui peut remettre en cause l'universalité du *Cahier d'un retour au pays natal* de l'Antillais Aimé Césaire ? Qui peut douter de la force des analyses de cet autre Martiniquais qu'était Frantz Fanon dans *Peau noire, masques blancs* ? Ils ont attaqué de l'intérieur le système colonial et ses corollaires, avec les outils qu'il leur a fournis.

« Les Belges tentent de raconter leur histoire coloniale », avez-vous écrit récemment sur Instagram, après avoir visité l'AfricaMuseum en Belgique. Pourquoi ?

Un musée, c'est comme un individu : par le choix de ses habits, il envoie un message, qui peut être sincère ou biaisé. Certains portent une perruque. On peut tomber amoureux de ces beaux cheveux et être profondément déçu en découvrant qu'ils sont faux ! De la même façon, quand vous entrez dans ce musée, vous vous dites qu'il est très beau, et finalement... rien. J'ai tourné en rond, je n'ai pas vu les bras coupés de l'époque de Léopold II.

Certes, le musée a donné la parole à quelques descendants africains pour raconter leur histoire : c'est déjà bien d'y avoir pensé. Ce n'est pas forcément le cas en France où, dès qu'on parle d'histoire coloniale, tout le monde se cabre et se réfugie derrière Jules Ferry qui nous aurait apporté l'alphabet !

Mais si vous donniez ce même musée à faire à des Africains, eh bien, depuis la porte d'entrée, jusqu'à la porte de sortie, ils auraient montré le Blanc en train de fouetter le Noir, de le mettre dans les cales, de piller le continent, de faire construire un chemin de fer là où les gens meurent. Sachez qu'à leur propos j'aurais aussi écrit sur Instagram qu'ils « tentent d'écrire leur histoire coloniale ».

Le colonisé va présenter la version apocalyptique de la colonisation, l'Occidental sa version prétendument civilisatrice. De tout cela, il faut faire une synthèse. Pour l'instant, nous avons des lectures subjectives.

Les démarches pour la restitution du patrimoine culturel aux pays africains entreprises actuellement en France, c'est important ?

J'aime le rapport de Felwine Sarr et Bénédicte Savoy sur la restitution du patrimoine culturel africain [remis à l'Élysée le 23 novembre 2018], mais voyons ce qui va se passer dans la pratique.

La restitution pose la même question : comment relire notre histoire coloniale ? Pourquoi, dans les livres d'histoire en France, en Europe, n'a-t-on jamais parlé de ces objets pillés ? Le colonisateur avait fait une grande erreur en pensant que ce que nous produisons artistiquement était de la pacotille. Aujourd'hui, ce sont des éléments manquant dans l'explication de l'imaginaire mondial.

Les Africains veulent tout simplement qu'on reconnaisse que l'imaginaire du monde comprend aussi ces éléments de la culture africaine qu'on a pillés, et qu'il n'y aurait pas, par exemple, de mouvement surréaliste s'il n'y avait eu la proximité de ces peintres avec l'art africain. Au-delà de la restitution se pose la question de la reconnaissance de l'Afrique comme puissance artistique.



© Finbarr O'Reilly

La littérature africaine occupe-t-elle toute sa place dans la littérature mondiale ?

La littérature africaine en langue française est jeune, elle n'a même pas cent ans, elle a besoin de temps pour se confirmer. Ce qui est intéressant, c'est qu'elle a su emprunter l'itinéraire de la mondialisation : elle prend en compte la dimension éclatée du monde, et entre dans le grand dialogue qui se tient, ici et là, autour des enjeux de société actuels.

Vous sentez-vous parfois le porte-voix de l'Afrique ?

Ce serait prétentieux. Il est vrai que je suis toujours flatté de voir que de plus en plus d'Africains, y compris anglophones, lisent ce que j'écris, s'y reconnaissent et s'enthousiasment. Je ne fais que leur rendre la pareille à travers des récits qui parlent de leur monde. J'aimerais qu'on ne me

prenne pas pour un porte-parole – ce serait un destin trop christique –, mais qu'on ait l'impression que nous écrivons ensemble les livres que j'écris.

Vous auriez pu devenir juriste. En 1989, vous avez obtenu une bourse et quitté votre famille modeste à Pointe-Noire, pour faire des études de droit en France.

Mes parents voulaient que je devienne juge ou avocat. L'université de Nantes a retenu ma demande d'inscription : j'y ai fait un an de droit privé, puis je suis venu à Paris, faire une thèse de 3^e cycle à l'université Dauphine en droit économique et social.

Mais l'écriture l'a emporté sur le droit. C'est une activité un peu jalouse qui ne supporte pas la concurrence. Et puis, quand mes parents sont morts, j'ai eu le sentiment que je n'avais plus personne à rendre fier de moi...



**Y a-t-il eu un jour où vous vous êtes dit :
« Je veux écrire » ?**

J'ai commencé à écrire des poèmes au lycée, et fondamentalement, je ne voulais faire que de la poésie. En même temps, je n'avais pas conscience que l'écriture pouvait être une activité principale. Pour moi, elle servait à calmer mes angoisses, à maîtriser ma solitude. Elle est devenue une confession, pour l'enfant unique que j'étais : une manière de refuser le monde tel qu'il était écrit, au présent, pour inventer ma propre version du monde...

C'est peut-être là qu'a commencé l'écriture, même si je suis incapable de dater le moment où j'ai pris conscience que c'était ce que je devais faire. J'ai continué à écrire, en me disant que je travaillerais, et que parallèlement, de temps en temps, j'écrirai... À force de le faire de manière régulière, j'étais en train de me muscler pour une activité qui allait devenir principale et obsessionnelle.

Le nouveau Musée des civilisations noires à Dakar (Sénégal) retrace les contributions culturelles de l'Afrique à travers le monde. Ici une statue bamoun du Cameroun et le tableau Redresseurs (2018), du collectif d'art cubain The Merger.

Avant de faire paraître votre premier roman, *Bleu blanc rouge*, en 1998, vous avez publié quatre recueils de poèmes... Comment roman et poésie s'articulent-ils ?

La poésie correspond à l'âme romantique des adolescents, c'est le siège des premières amours, le moment où l'on raconte ses déceptions, où l'on tombe amoureux de Lamartine, Hugo, Vigny ou quelque autre poète romantique. Et puis, la poésie était une discipline prisee dans mon pays, avec de grands auteurs nationaux comme Tchicaya U Tam'si.

On a réellement découvert le roman seulement avec la parution, en 1979, de *La Vie et demie* de Sony Labou Tansi, que je considère comme le plus grand écrivain du Congo. Là, on a su qu'on pouvait aussi raconter quelque chose qui ne s'inscrit pas forcément dans la douleur personnelle. Dans le roman, l'état d'âme n'appartient plus au romancier : il appartient au personnage.

Votre ami, l'écrivain haïtien Dany Laferrière dit qu'en matière de création, « le talent est important, mais le plus important, c'est le courage. » Faut-il oser pour créer ?

Le courage, c'est tout ce qu'on ne voit pas dans l'œuvre littéraire... Un roman ou un recueil de poèmes, c'est le produit fini. On n'y voit pas toutes les tribulations de l'auteur, ses angoisses, ses conditions d'existence, ses fêlures... Si vous n'avez pas le courage, si vous n'avez pas l'opiniâtreté, si vous n'avez pas l'obsession, eh bien le talent ne vaut rien !

Écrire un roman, c'est polir chaque phrase et revenir vers elle autant de fois que nécessaire pour qu'elle exprime vraiment le ressenti. Le courage dont parle Dany Laferrière est synonyme d'obsession et de force. L'écrivain est obsédé par le projet esthétique qu'il porte et il y emploie toute sa force pour le défendre au sein de son univers imaginaire.

Quand on écrit, on se met à nu ?

Oui ! Il y a aussi le courage politique, la témérité d'exposer sa personne. L'écriture n'est pas une promenade de santé, c'est plutôt une route escarpée avec des nids-de-poule, de la vase, des eaux de pluie, des cailloux. Ceux qui n'ont pas le courage portent des bottes. L'écrivain, lui, marche pieds nus et il arrive au bout du chemin, même s'il est recouvert de plaies. Il a accompli le projet qui était en lui, la force du monde dont il voulait accoucher, il l'a fait !



Né en 1966, à Pointe-Noire, capitale économique du Congo, **Alain Mabanckou** est devenu une figure phare du monde littéraire francophone. Professeur de littérature à l'université de Californie de Los Angeles (UCLA), il a tenu la chaire Création artistique au Collège de France en 2015 et 2016. Il a reçu de nombreux prix à travers le monde et son œuvre est traduite dans une trentaine de langues. En 2018, il a publié son douzième roman en France, *Les Cigognes sont immortelles*.



Actualités



S E L Ç U K

Ouvrir un livre, tu ouvriras des esprits

Ghalia Khoja

En avril 2019, Sharjah (Émirats arabes unis) devient la Capitale mondiale du livre. Elle invite le public à emprunter le pont du savoir et aller à la rencontre de la diversité des cultures et des peuples.

Avec cet article, le *Courrier s'associe* à la célébration de la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur, le 23 avril.

«Le livre est, en toute circonstance, le meilleur des compagnons». Cette citation d'Al Mutanabbi, illustre poète arabe du X^e siècle, est devenue un adage que les amoureux de la littérature, de la poésie et plus généralement du savoir, se plaisent à répéter, même à notre époque où les réseaux sociaux et les médias audiovisuels ont considérablement réduit la place du livre.

Le livre demeure un moyen privilégié de promotion des valeurs de tolérance, de coexistence et de paix, de défense de la liberté d'expression et de lutte contre l'extrémisme et l'obscurantisme – autant de dénominateurs communs aux manifestations qui débutent à Sharjah le 23 avril 2019, Journée mondiale du livre et du droit d'auteur, et se poursuivront une année durant, dans le cadre de sa nomination comme Capitale mondiale du livre 2019. Sharjah est devenue la première ville du Golfe persique et la troisième ville du monde arabe à bénéficier de cette consécration.

C'est à Sharjah qu'ont été ouvertes la première école et la première bibliothèque des Émirats arabes unis. Et c'est dans cette ville que depuis 1982, une foire internationale annuelle du livre adresse au public une invitation sous forme de quasi injonction : «Lis, tu es à Sharjah !» Devenue la troisième plus importante foire du livre dans le monde, elle a accueilli, en 2018, 2,7 millions de visiteurs, 1874 exposants de 77 pays, avec pas moins de 1,6 millions de titres, et a proposé un programme de 1800 événements.



Le salon international du livre de Sharjah, 2018.

© Sharjah International Book Fair

L'émirat de Sharjah a accordé au livre une place privilégiée dans sa politique culturelle, avec des projets tels que «Une bibliothèque dans chaque foyer», des bibliothèques mobiles, des prix nationaux, régionaux voire internationaux comme le Prix UNESCO-Sharjah de la Culture arabe, le Prix Sharjah de la poésie arabe, le Prix Tourjoumane de la traduction ou encore le Prix du livre émirati.

Une Cité de l'édition, située dans la zone franche de l'émirat, comprend toute la chaîne de l'industrie du livre, et permet ainsi de produire des ouvrages à la portée de toutes les bourses. Pour sa part, l'Association des éditeurs émiratis contribue à la promotion du livre et de la lecture auprès de toutes les catégories sociales et des différentes générations de lecteurs, ce qui lui a valu la reconnaissance de ses pairs, comme en témoigne l'élection de sa présidente, Sheikha Bodour bint Sultan Al Qasimi, au poste de vice-présidente de l'Union internationale des éditeurs, en 2018.

«Le livre est le moyen qui permet à toute société d'évoluer, de se dépasser et de dialoguer. C'est un pont entre tous les pays du monde», a-t-elle déclaré, en prenant sa fonction de présidente du Bureau de Sharjah, Capitale mondiale du livre 2019.

En partenariat avec une vingtaine de représentants des secteurs publics, privés et de la société civile, le Bureau organise une série de manifestations culturelles et artistiques qui se dérouleront au cours d'un an, non seulement aux Émirats, mais aussi dans d'autres pays de la région. L'événement entend contribuer au développement et au soutien de l'édition dans le pays et dans le monde arabe, faciliter l'accès de tous au livre, en particulier les enfants et les adolescents, faire découvrir des auteurs prometteurs, augmenter le nombre de lecteurs de livres imprimés et numériques et, enfin, encourager la traduction. Tous les genres littéraires y trouvent leur place – poésie, roman, nouvelle... – de même que les ouvrages scientifiques et sociaux, ou encore les bandes dessinées.

Au terme de l'événement, Sharjah passera le relais à la ville de Kuala Lumpur (Malaisie) que l'UNESCO a déjà désignée Capitale mondiale du livre 2020.



Écrivaine et critique littéraire, **Ghalia Khoja** (Syrie) est l'auteure de 25 ouvrages, entre recueils de poésie, romans et essais. Elle vit aux EAU depuis 2004 où elle exerce comme journaliste au quotidien *Al-Ittihad*.

L'intelligence artificielle

aux portes de l'Afrique

Tshilidzi Marwala répond aux questions d'Edwin Naidu, journaliste sud-africain

Les dirigeants africains doivent embrasser la quatrième révolution industrielle (4RI) pour sortir le continent de la pauvreté et le propulser vers un avenir meilleur, affirme le spécialiste en intelligence artificielle (IA) sud-africain Tshilidzi Marwala.

Entretien publié à l'occasion de la Journée mondiale de l'Afrique, célébrée à l'UNESCO le 25 mai.

En investissant dans l'économie, le gouvernement chinois a sorti 800 millions de personnes de la pauvreté depuis 1990. Pensez-vous le gouvernement sud-africain capable de parvenir à un résultat semblable, même avec une population moins nombreuse, en investissant dans l'industrie 4.0* ?

On considère que la Chine est sans doute le dernier pays au monde à pouvoir créer de la richesse avec une main-d'œuvre bon marché et à sortir ainsi la population de la pauvreté. L'utilisation de robots dans le processus de fabrication rendra probablement ce dernier encore meilleur marché que par le passé. Je crains donc bien que l'automatisation complète du processus de production qu'annonce la quatrième révolution industrielle (4RI*) fasse apparaître le coût de la main-d'œuvre comme un facteur dissuasif aux yeux des employeurs.

Indubitablement, la 4RI va transformer le monde du travail, où des machines intelligentes s'acquitteront de tâches traditionnellement accomplies par l'homme. D'ailleurs, le marché du travail se restreint déjà, vu que les usines emploient moins de personnes qu'auparavant.

Les inégalités se creuseront notablement. Ceux qui disposeront du capital nécessaire pour acquérir des robots industriels produiront plus avec moins de ressources et deviendront très riches, tandis que les autres se trouveront relégués en marge de la société.

L'Afrique du Sud et le continent africain dans son ensemble n'ont pas d'autre choix que d'adopter la 4RI et de l'utiliser pour résoudre les nombreux problèmes auxquels ils se heurtent.

Tous les gouvernements africains investissent-ils dans l'industrie 4.0 ?

Non, je ne le crois pas, même s'il y a des poches d'excellence au Mozambique, au Congo, au Kenya, au Rwanda et, dans une certaine mesure, en Afrique du Sud. Mobiliser sur une question comme l'industrie 4.0 un continent de 54 pays est autrement plus compliqué que de le faire dans un seul pays, fût-il aussi grand que la Chine. Les différents stades de développement dans lesquels ils se trouvent rendent la tâche encore plus complexe.

À mon avis, la 4RI est une affaire de données, qu'il s'agisse de données personnelles, génétiques ou celles que l'industrie 4.0 génère elle-même. La question que nous devons nous poser est : les pays africains collectent-ils des données ? J'ai bien peur que non. Les plus gros capteurs de données en Afrique sont les multinationales américaines. En matière de collecte ou de gestion de données, l'Afrique serait à trois, sur une échelle de un à dix. C'est alarmant.

Un des grands problèmes de la 4RI est que le gagnant rafle tout. En Afrique du Sud, nous avons un moteur de recherche local, appelé Anansi, qui collectait activement des données locales, mais il ne faisait pas le poids face à Google, et il a disparu. Rares sont ceux qui seraient capables de répondre à la question « Quel est le moteur de recherche numéro deux à l'échelle mondiale ? » La réponse est : Bing, de Microsoft. Mais même lui n'est pas en bonne santé. Il n'y a pas de place pour un numéro deux dans ce domaine. Le fait que Google ne soit pas accessible en Chine est un énorme avantage pour les entreprises chinoises.

Néanmoins, les géants du web ne consacrent pas beaucoup de temps à des problématiques locales. Par exemple, Google Maps ne prononce pas correctement les noms des routes dans notre pays. Si nous produisions nos propres cartes nationales, avec la bonne prononciation des noms, nous aurions un avantage sur Google. La clé de la concurrence est de relever les défis à l'échelle locale.

Les pays africains sont-ils encore loin de devenir des producteurs de technologie 4.0 ?

Franchement, nous produisons déjà beaucoup de technologie. J'entends beaucoup parler d'Elon Musk et de sa Tesla, mais l'Afrique du Sud a la Joule [une voiture électrique cinq places], qui a été mise au placard parce qu'il aurait fallu en vendre un million d'exemplaires pour que le projet soit viable. Nous déposons beaucoup de brevets, mais nos marchés sont trop petits, et nos produits meurent dans les laboratoires. Créer la technologie ne suffit pas : nous devons aussi créer les marchés et mettre en place une stratégie d'exportation efficace.

* La quatrième révolution industrielle (4RI), appelée également industrie 4.0, se développe à partir des technologies numériques apportées par la troisième révolution industrielle (ou révolution numérique). Elle est portée par la combinaison des technologies émergentes, telles que l'intelligence artificielle (IA) et la robotique, l'Internet des objets (IoT), la réalité augmentée, l'informatique quantique, la bio-impression 3D de tissus organiques, le blockchain, la fabrication additive, les neurotechnologies, la géo-ingénierie, la correction de séquence génomique et d'autres innovations numériques, biologiques et physiques.

Les entreprises devraient-elles jouer un plus grand rôle dans la 4RI auprès des gouvernements, grâce à des partenariats public-privé ?

Certainement, les entreprises ont un rôle très important à jouer. J'ai remarqué – et le point de vue est controversé – qu'il y a une tendance à ne pas considérer l'Afrique comme un lieu de production. Par exemple, il n'y a pas d'usine Apple en Afrique. Il est beaucoup plus facile d'entrer en partenariat avec les entreprises qui produisent dans le pays même où elles sont actives qu'avec celles qui se contentent d'y exporter leurs produits fabriqués ailleurs.

Quels mécanismes devons-nous mettre en place pour que les multinationales investissent dans la production sur le continent ? L'Afrique du Sud nous donne un bon exemple avec l'industrie automobile : le gouvernement incite les fabricants à produire sur place grâce à des subventions.

Nous n'avons pas, à l'heure actuelle, de politique analogue pour les entreprises impliquées dans l'industrie 4.0. C'est ce que nous devons faire pour aller de l'avant. Créer des zones économiques spéciales pour la 4RI serait une bonne idée, l'État offrant aux entreprises des incitations fiscales qui favoriseraient la production, la création d'emplois et la croissance économique.

Ces mesures incitatives ne devraient pas être réservées aux seules entreprises étrangères. Les entreprises locales devraient pouvoir en bénéficier aussi.

Cela veut dire que les dirigeants politiques jouent un rôle essentiel.

Les dirigeants africains doivent connaître le langage des nouvelles technologies. Ce n'est qu'à cette condition que l'Afrique pourra embrasser la 4RI. Au Rwanda, la présence de l'Internet à haut débit démontre que le président Kagame parle ce langage.

Au Kenya, le nombre de start-up et le lancement d'une monnaie numérique montrent que le président Kenyatta parle ce langage.

En Afrique du Sud, le président Ramaphosa est le premier dirigeant à avoir placé la 4RI à l'avant-garde de sa stratégie, et il est un grand défenseur de la science et de la technologie. Dans son discours à la nation de février 2018, il a parlé de la révolution industrielle numérique et s'est engagé à constituer une commission d'experts en 4RI pour définir la stratégie.

Le pays a besoin d'une stratégie nationale, semblable à celle pour l'intelligence artificielle de l'Inde ou le plan stratégique industriel « Made in China 2025 », pour devenir un géant *hi-tech* de l'innovation. Si tout va bien, la commission mise en place par le président Ramaphosa élaborera une stratégie qui mobilisera les forces politiques, économiques et sociales pour placer l'économie sur la bonne trajectoire.

L'Afrique compte aujourd'hui 1,3 milliard d'habitants. C'est le continent dont la population croît le plus rapidement au monde. On ne résoudra pas les problèmes d'explosion démographique, de sécurité alimentaire et d'urbanisation sans les technologies de la 4RI. Nos dirigeants doivent parler le langage de la technologie : ils doivent avoir une vision innovante de l'avenir. Et cela signifie que, pour aller de l'avant, nous devons commencer par identifier de nouveaux dirigeants dotés de ces qualités.

© UNESCO / Olivier-Marie



Expert sud-africain reconnu de l'intelligence artificielle (IA), **Tshilidzi Marwala** est vice-président de l'université de Johannesburg. Ses travaux de recherche en IA ont été publiés dans le monde entier et lui ont valu de nombreuses récompenses nationales et internationales.

Le miracle rwandais

Alphonse Nkusi

Un quart de siècle après le terrible génocide de 1994, le Rwanda tourne une nouvelle page de son histoire. À la suite d'une longue période d'unification et de réconciliation nationales, il investit dans la croissance économique et mise sur les nouvelles technologies, avec l'espoir de devenir une plaque tournante des TIC en Afrique.

Avec cet article, le *Courrier s'associe* à la Journée internationale de réflexion sur le génocide des Tutsis au Rwanda en 1994, le 7 avril.

Il y a 25 ans, le chapitre le plus sanglant de l'histoire contemporaine de l'Afrique s'écrivait au Rwanda. En l'espace de cent jours, un million de personnes ont perdu la vie, laissant derrière eux un million d'orphelins, sans compter les veuves et les veufs.

J'étais en Ouganda quand ce drame se jouait dans mon pays. Le voisin du nord m'avait accueilli comme réfugié en 1962, lorsque j'étais un jeune homme de 17 ans. J'y ai fait mes études, à l'université Makerere, j'y ai fondé ma famille et j'y ai vécu jusqu'en 2008. Mais, dès 1994, j'ai partagé ma vie entre l'Ouganda et le Rwanda, pour m'occuper des orphelins de ma famille et contribuer aussi à la reconstruction de ma patrie.

Tout était à refaire dans ce pays meurtri. Le premier souci du Front patriotique rwandais, parti politique dirigé alors par l'actuel président rwandais Paul Kagame, a été de mettre fin au génocide et de rétablir la paix et la sécurité. « Nous avons tiré des leçons qui devraient nous enseigner à bâtir notre avenir », rappelait-il récemment, devant un parterre de chefs d'entreprise à Charlotte aux États-Unis.

Pour bâtir l'avenir, nous avons commencé par réapprendre à conjuguer le verbe être au pluriel et nous dire que nous sommes tous des Banyarwanda. Oublier qui est Tutsi, qui est Hutu, qui est Twa. Surmonter la haine.

La tradition appelée à la rescousse

La priorité a donc été donnée à l'unité et à la réconciliation. À cette fin, les *gacaca* ont été rétablis, permettant à la communauté de juger les coupables et d'accepter leurs demandes de pardon. Grâce à ces juridictions traditionnelles, les survivants ont pu en apprendre davantage sur la mort de leurs proches, mais aussi sur les criminels qui ont confessé leurs actes et reconnu leur culpabilité. Différentes peines ont été prononcées selon la gravité des crimes commis. Certains ont été condamnés à des peines d'intérêt général, d'autres à des peines de prison. En dix ans, les *gacaca* ont jugé 1,9 million de cas, avant d'être officiellement fermés en mai 2012.

Parallèlement, les institutions judiciaires publiques ont été réhabilitées afin de juger les cas les plus graves. À l'échelle internationale, le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), créé le 8 novembre 1994, a reconnu que « le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre ont été commis à une échelle épouvantable », atteignant « un taux d'exécution quatre fois supérieur à celui enregistré au plus fort de l'holocauste nazi ». À ce jour, le TPIR a inculpé 93 personnes, considérées comme des planificateurs et des auteurs du génocide : 80 ont été jugées, parmi lesquelles 23 ont purgé leur peine.

Au lendemain du génocide, une autre méthode traditionnelle a été mise en œuvre pour permettre aux citoyens de participer aux affaires publiques. Il s'agit d'un système local de gestion des performances, dans le cadre duquel les individus s'engagent à réaliser un certain nombre de tâches durant une année, au terme de laquelle leurs résultats sont évalués par la communauté. Ces contrats, appelés *imihigo*, étaient autrefois oraux et entérinés par une cérémonie. Aujourd'hui, ils sont écrits et signés, mais leur fonction reste la même.

Cette méthode a largement contribué à l'amélioration des services publics dans le Rwanda actuel qui a opté pour la démocratie consensuelle et le partage du pouvoir.

Les priorités

Avec une croissance moyenne de plus de 7 % par an depuis 2000, le Rwanda est désormais dans le peloton de tête des pays africains en matière de développement économique. Selon les chiffres officiels, ses investissements dans l'agriculture, l'énergie, les infrastructures, l'extraction minière et le tourisme ont sorti de la pauvreté plus d'un million de personnes.

Ce développement est accompagné d'une intégration renforcée du pays dans les structures économiques régionales, mais aussi d'une participation accrue dans la communauté internationale : avec une force de 6 550 personnes, le Rwanda est aujourd'hui le quatrième contributeur aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Mais le pays veut investir avant tout dans les personnes pour parvenir à un développement participatif. C'est pourquoi il place les femmes à l'avant-scène de la vie publique. Elles avaient payé le prix fort durant le printemps noir au Rwanda : entre 100 000 et 250 000 femmes ont été victimes de viols et d'agressions sexuelles, ces armes de guerre atroces, reconnues par le TPIR comme actes de génocide. Depuis, beaucoup d'entre elles sont mortes du sida qu'elles avaient alors contracté.

En vue d'assurer leur protection, une Loi sur la prévention et la répression de la violence basée sur le genre a été adoptée en 2008. D'autres lois assurent leur pleine participation à la vie politique et sociale : au moins 30 % des postes leur sont réservés dans tous les organes de l'État, à tous les niveaux. Cette stratégie a permis de combler plus rapidement l'écart entre les hommes et les femmes. Aujourd'hui, 62 % des parlementaires, 50 % des ministres et 44 % du personnel judiciaire sont des femmes.

L'éducation et la santé constituent deux autres secteurs prioritaires, qui absorbent depuis plusieurs années 30 % du budget national annuel. Le taux de scolarisation dans les 12 années d'enseignement obligatoire est de 90 % et la couverture de l'assurance maladie de 87 %.

Les services de santé se sont considérablement améliorés dans les zones reculées depuis l'arrivée des drones Zipline, qui ont effectué, selon le PDG de la société américaine, plus de 4 000 livraisons de sang et de médicaments entre octobre 2016 et avril 2018.

L'éducation, aussi, se transforme lentement mais sûrement sous l'effet des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), notamment depuis le lancement, en juin 2008, du programme « Un ordinateur portable pour chaque enfant ». Plus de 600 000 appareils ont été distribués et les élèves ont décidé de se les partager. Ce programme se heurte néanmoins à de sérieuses difficultés, comme la faible électrification des campagnes pour alimenter les appareils et l'ampleur des moyens nécessaires pour les distribuer à plus de 2,3 millions d'écoliers. Il n'empêche que les TIC se développent à toute vitesse : 4 000 km de câbles à fibre optique ont déjà été déployés sur le territoire national, dont la superficie dépasse de peu les 26 000 km². Il est prévu qu'au cours de cette année, l'internet sans fil et la fibre optique finissent par couvrir 95 % du territoire.

La grande majorité de la population a déjà accès à la téléphonie mobile et sur quelque treize millions d'habitants, plus de quatre millions peuvent aujourd'hui faire leurs courses et payer leurs factures, leurs impôts et même leurs contraventions à l'aide d'applications mobiles. Il en est de même pour les démarches administratives. Il suffit d'aller sur le portail *Irembo* (qui signifie accès, en kinyarwanda) pour accéder en ligne à la majorité des services gouvernementaux.

Un pays tourné vers l'avenir

Le Rwanda mise sur le développement des technologies pour s'assurer un avenir meilleur. Les transactions bancaires sont facilitées grâce à des services mobiles. Les chefs d'entreprise ont accès au commerce en ligne grâce à la plateforme commerciale eWRP (Electronic World Trade Platform), lancée en octobre 2018 par le géant chinois du commerce en ligne, Alibaba.



© Marie Moroni

Ibaba, « Œil céleste », broche de la créatrice française Céleste Mogador, réalisée dans la campagne rwandaise, dans l'atelier de broderie Ibaba Rwanda où les femmes se sont remises au travail, après 19 ans d'interruption.

Les transports en ville sont facilités par des services de voitures et de motos commandés via des applications mobiles.

Parmi ces derniers, SafeMotos, surnommé « l'Uber des motos-taxis » est né dans le pré-incubateur d'entreprises kLab, considéré comme le plus dynamique du pays. Depuis 2012, il a formé gratuitement des milliers de jeunes, contribuant au lancement de 60 sociétés, dont quatre sont devenues leaders dans leur domaine d'activité et deux se sont développées à l'échelle internationale. Il fait partie d'une longue série de pôles d'innovation qui se sont développés notamment à Kigali, la capitale, en vue de proposer de nouvelles opportunités professionnelles à la jeunesse rwandaise.

La Cité de l'innovation, qui sera construite dans le cadre d'Africa50, la plateforme de développement des infrastructures de la Banque africaine de développement (BAD), promet

elle aussi un bel avenir technologique au pays, qui est désormais bien placé pour s'ériger en plateforme régionale des TIC. D'autant qu'en septembre 2018, l'intelligence artificielle (IA) est officiellement entrée dans le cursus universitaire, grâce à un master lancé par l'expert sénégalais Moustapha Cissé, responsable du centre de recherche de Google en IA au Ghana, et par l'Institut africain des sciences mathématiques (AIMS) de Kigali.

Un quart de siècle après le génocide des Tutsis au Rwanda, ce pays qui était divisé, dévasté, dilapidé, en mal de reconstruction et de réhabilitation se tourne résolument vers l'avenir, préparant le terrain à ce qu'on appellera peut-être un jour le miracle rwandais.



Alphonse Nkusi (Rwanda) a été analyste principal des médias au Conseil de gouvernance du Rwanda, a été rédacteur au *New Vision*, l'un des deux principaux quotidiens ougandais, et chargé de cours en communication sociale à l'université de Makerere, en Ouganda.

Gran Pajatén, notre forteresse géographique

**Roldán Rojas Paredes répond
aux questions de William Navarrete**

Dans une région dévastée par la production intensive de caoutchouc au XIX^e siècle et investie par les cartels de la drogue et par la guérilla qui en ont fait une zone de non-droit dévolue à la culture de la coca et au transit banalisé de la cocaïne dans les années 1980, des milliers de personnes vivent aujourd'hui d'agroforesterie mixte, plantant des arbres et des cacaoyers. Dans cette même région de la Cordillère centrale du Pérou, une réserve de biosphère de l'UNESCO a été créée en 2016 : Gran Pajatén. À l'origine du projet, Roldán Rojas Paredes.

Avec cet entretien, le *Courrier* s'associe à la célébration de la Journée internationale de la diversité biologique (22 mai).

Comment présenteriez-vous la réserve de biosphère Gran Pajatén à quelqu'un qui n'en a jamais entendu parler ?

C'est un espace hors du commun, caractérisé par une formidable diversité naturelle et culturelle, car il réunit deux milieux totalement différents : les Andes et l'Amazonie. Sur quelque 2,5 millions d'hectares, la réserve abrite 5 000 espèces végétales et plus de 900 espèces animales, dont une trentaine sont endémiques. Elle englobe aussi le Parc national Río Abiseo, inscrit en 1990 sur la Liste du patrimoine mondial de l'humanité de l'UNESCO, qui abonde en vestiges archéologiques. Depuis le milieu des années 1980, on y a découvert trente-six sites précolombiens, situés à des altitudes allant de 2 500 à 4 000 mètres.

Pour nous qui y sommes nés, tout cela constitue un patrimoine très particulier, dont nous nous sentons responsables et qui nous oblige à penser sur le long terme.



Scène d'élevage piscicole dans le village de Santa Rosa au Pérou.

© PUR Projet / Christian Lamontagne

Je vois cette réserve comme notre forteresse géographique, qui nous offre des conditions idéales pour une meilleure qualité de vie et de belles opportunités pour les générations futures.

Personnellement, j'ai toujours été attaché au travail de la terre, à nos forêts primaires, à leur verdure impressionnante et j'ai toujours été imprégné de l'énergie qui en émane. Ma vie est intimement liée à la richesse culturelle, aux légendes, à l'imaginaire, à la musique et à la gastronomie de ce lieu. Je l'ai quitté pour aller étudier à Lima, la capitale, mais j'avais la ferme intention d'y revenir et de m'investir dans la mise en valeur de ce patrimoine exceptionnel. C'est ce que j'ai fait.

Que signifie pour les 170 000 habitants de la région la désignation du Gran Pajatén comme réserve de biosphère de l'UNESCO ?

La population locale a beaucoup souffert par le passé, en proie aux cartels du caoutchouc et de la drogue, et à cause de la guérilla, aussi. Mais au début des

années 2000, la renaissance de la culture du cacao a permis à des milliers de personnes d'échapper à la pauvreté et à l'exclusion. Avec le temps, nous avons développé l'agroforesterie mixte, qui est très bien adaptée à la production de cacao, car les cacaoyers prospèrent à l'ombre des arbres.

L'inscription de notre région dans le Réseau des réserves de biosphère de l'UNESCO en 2016 nous a donné un formidable coup de pouce, car nous y avons vu un signe de reconnaissance des efforts que nous avons déployés pour devenir la première région productrice de cacao biologique au Pérou.

Cette reconnaissance à l'échelle internationale a ouvert de nouvelles perspectives à la Fondation Amazonia Viva (FUNDAVI), qui œuvre à la conservation de l'écosystème du Gran Pajatén. À présent, des entreprises qui se montraient dubitatives et nous avaient tourné le dos s'intéressent à nous. La société minière Poderosa, par exemple, investit dans la recherche archéologique (elle vient de publier un excellent manuel), dans la recherche agricole (elle a lancé une étude concernant la pomme de terre), et nous procure du matériel pédagogique pour l'enseignement primaire.

Nous recevons des propositions de nouveaux investisseurs étrangers aussi, comme la marque française Chanel, qui a signé un accord de collaboration avec notre projet REDD + Biocouloir Martín Sagrado.

En quoi consiste ce projet ?

Il prévoit la conservation et la mise en valeur de 300 000 hectares de forêts primaires administrées par les communautés locales, dans l'Alto Huayabamba, qui est contigu au Parc national de l'Abiseo. Lancé en 2010 pour une durée de quatre-vingts ans, il bénéficie du soutien de l'entreprise sociale française PUR Projet, au même titre que le projet Jubilación Segura (Une retraite assurée). D'une durée de quarante ans, ce dernier consiste à planter des modèles agroforestiers destinés à créer une nouvelle économie rurale durable, avec un plan de reboisement et de captage du carbone qui revalorise les terres, pour rompre le cycle de la pauvreté des agriculteurs qui n'ont pas de retraite.

Quelles sont les prochaines étapes prévues par FUNDAVI ?

Nous commençons à partager des expériences entre différents départements au sein de notre réserve de biosphère, comme la création de jardins botaniques ou des programmes d'apiculture. Nous avons aussi l'intention de nouer des alliances avec d'autres réserves de biosphère, au Pérou ou ailleurs dans le monde.

La compétition ne nous intéresse pas. Nous voulons allier les stratégies, présenter et améliorer nos activités, et devenir une source d'inspiration pour tous, en ce qui concerne l'excellence du travail et l'enseignement.

Nous nous efforcerons d'impliquer toujours davantage les universités, les entreprises, la société civile, l'État et la coopération internationale, pour profiter de ce label fabuleux qu'est la réserve de biosphère, et faire en sorte que le producteur, penché jour après jour sur son lopin de terre, se sente connecté au monde entier.



Né à Tarapoto, à 136 km de Juanjuí, chef-lieu de la province de Mariscal Cáceres, au nord-ouest du Pérou, **Roldán Rojas Paredes** est le principal initiateur de la création de la réserve de biosphère Gran Pajatén. Il a fait partie du premier comité de gestion du Parc national Río Abiseo en 2001 et il est aujourd'hui le directeur exécutif de la Fondation Amazonia Viva (FUNDAVI), qui œuvre à la conservation de l'écosystème de la réserve.

“ Nous voulons devenir une source d'inspiration pour tous, en ce qui concerne l'excellence du travail et l'enseignement ”

Joel Diaz plante un arbre dans le cadre du projet de reforestation de PUR Projet, dans la réserve de biosphère du Gran Pajatén au Pérou.

© PUR Projet / Christian Lamontagne

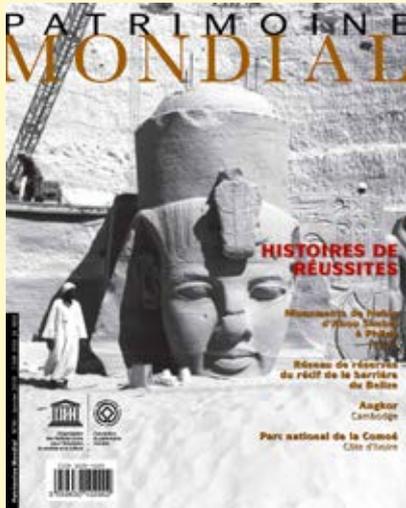




Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Éditions UNESCO

www.unesco.org/publishing
publishing.promotion@unesco.org



Patrimoine mondial n° 90

Histoires de réussites

ISSN 1020-4520

88 pages, 220 x 280 mm, broché, 7,50 €

Éditions UNESCO/Publishing for Development Ltd.

L'objectif de la Convention du patrimoine mondial est la conservation de lieux de valeur universelle exceptionnelle. Depuis 1978, la Liste du patrimoine mondial s'est considérablement allongée, avec l'ajout de nouveaux sites chaque année, et la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial de 1972 a beaucoup évolué.

Ce numéro est consacré à des cas illustrant la manière dont des mesures appropriées mènent à des améliorations et, parfois, à une formidable transformation au bénéfice du site et de ses populations ou des populations vivant à sa périphérie.



Prévenir l'antisémitisme par l'éducation

Lignes directrices à l'intention des décideurs politiques

ISBN 978-92-3-200166-5

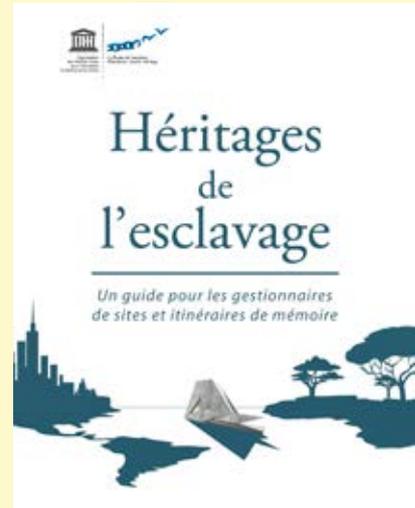
96 pages, 170 x 240 mm, PDF

Éditions UNESCO/OSCE

Disponible sur <http://unesdoc.unesco.org>

Cette nouvelle publication relève le défi de l'antisémitisme contemporain à un moment où la question devient de plus en plus cruciale dans le monde entier.

Elle propose des moyens concrets pour combattre l'antisémitisme, lutter contre les préjugés et promouvoir la tolérance par l'éducation, sur la base de programmes fondés sur les droits humains, l'éducation à la citoyenneté mondiale, l'inclusion et l'égalité des sexes.



Héritages de l'esclavage

Un guide pour les gestionnaires de sites et itinéraires de mémoire

ISBN 978-92-3-200164-1

215 pages, 200 x 260 mm, PDF

Éditions UNESCO

Disponible sur <http://unesdoc.unesco.org>

Ce manuel est conçu pour les gestionnaires de sites et d'itinéraires de mémoire liés à la traite négrière et à l'esclavage. Il analyse de manière comparative les expériences dans la préservation et la promotion de ces sites à travers le monde et propose des orientations concrètes pour leur gestion et leur développement.

Il constitue le premier manuel sur ce sujet publié par une agence des Nations Unies et propose des lignes directrices sur la meilleure façon de préserver, de promouvoir et de gérer les sites et itinéraires d'histoire et de mémoire, en tenant compte du caractère sensible de cette mémoire douloureuse.

Plusieurs voix, un seul monde

Le Courrier de l'UNESCO est publié dans les six langues officielles de l'Organisation, ainsi qu'en portugais, espéranto, sicilien et coréen. Lisez-le et faites-le connaître à travers le monde.





*Rufino Tamayo (1899-1991), Mexique. Prométhée apportant le feu aux hommes.
Fresque, signée et datée « Tamayo 9-58 ». 500 x 450 cm.
Depuis 1958, cette fresque fait partie de la collection d'œuvres d'art de l'UNESCO.*